

CONSEIL COMMUNAL DU 22 MAI 2023  
GEMEENTERAAD VAN 22 MEI 2023REGISTRE  
REGISTER**Présents**  
**Aanwezig**

Jean Laurent, *Président/Voorzitter* ;  
Vincent De Wolf, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Aziz Es, Colette Njomgang, Maryam Matin Far, Caroline Joway, Pieterjan Vanden Boer, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Eliane Paulissen, André du Bus, Gisèle Mandaila, Arnaud Van Praet, Virginie Taittinger, Florence Pendeville, Anne Vandersande, Josianne Pardonge, Audrey Petit, Zacharia Moktar, Emeline Houyoux, Laure-Mélanie Defèche, Joanna Kaminska, Ethel Savelkoul, Lucien Rigaux, Jean-Luc Debroux, Louise-Marie Bataille, Françoise Duvosquel, Alain Bonus, Thibault Deleixhe, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Annick Petit, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Karim Sheikh Hassan, *Échevin(e)/Schepen* ;  
Bernard de Marcken de Merken, Rachid Madrane, Vincent Paul Louis Biauue, Elien Sohier, Françoise Carton de Wiart, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:05  
Opening van de zitting om 20:05

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat****22.05.2023/A/0001 Interpellation citoyenne relative aux expulsions administratives suite aux arrêtés d'inhabitabilité et relogement des ménages concernés.**

En tant qu'habitant de la commune d'Etterbeek, j'ai été récemment témoin de l'expulsion d'une famille avec 4 enfants par les services communaux, suite à un arrêté d'inhabitabilité. Le logement occupé était effectivement déclaré insalubre depuis mi-mars par la Direction d'Inspection Régionale du Logement, suite à une plainte de la famille souhaitant contraindre le propriétaire à faire les travaux nécessaires.

Suite à l'affichage de l'arrêté sur la porte de l'immeuble concerné un mois après l'interdiction de location, la famille n'a pu être au courant de la date précise de son expulsion et ce, malgré de nombreuses relances auprès des services communaux, du CPAS et du cabinet du bourgmestre. La semaine suivante, le jour même de l'expulsion, elle a dû emballer en hâte toutes ses affaires avant d'être relogée in extremis dans un logement dont elle ne connaît, à ce jour, ni la durée d'occupation, ni ses modalités.

L'événement est doublement préoccupant. Il questionne d'une part les pratiques de la commune en ce qui concerne la lutte contre l'insalubrité des logements et d'autre part, les procédures d'expulsion administratives ordonnées par le Bourgmestre. Les habitants se trouvant dans des situations similaires sont pris dans des logiques antagonistes : s'ils décident de ne plus subir l'insalubrité et les logiques des marchands de sommeil dont ils dépendent pour se loger, ils risquent de subir de plein fouet les décisions des autorités publiques.

Il est avant tout utile de rappeler l'enjeu majeur que représentent les problèmes d'insalubrité en matière de logement. Le mauvais état d'une habitation peut, à des degrés divers entraîner des conséquences sur la santé physique des occupants (intoxications, allergies provoquées par les problèmes d'humidité, saturnisme, etc...), mais également affecter leur santé psychique (dépression, claustrophobie, oppression mentale, etc). Par-delà ces problèmes sanitaires, l'insalubrité d'un logement occasionne également des coûts sociaux très élevés : violences familiales liées à l'exiguïté des lieux, absentéisme à l'école ou au travail, enfants à la rue, pertes d'emploi, divorces, hospitalisations ou encore surendettement. Le phénomène de l'insalubrité n'est pas négligeable : quatre enfants belges sur dix grandissent dans une habitation insalubre. Il apparaît dès lors nécessaire de soutenir les locataires ayant le courage de dénoncer les problèmes d'insalubrité dans leur logement et ce, malgré le rapport de force inégal entre propriétaires et locataires, malgré les risques de conflit, voire de perte du logement à la fin du contrat de bail.

Ainsi, de manière quasiment absolue, lorsque la DURL est saisie et interdit un logement à la location, les arrêtés d'inhabitabilité ne sont pas assortis d'effets immédiats. Les baux continuant à courir, cela permet aux locataires de trouver une solution de relogement. Les locataires, après avoir occupé pendant des années un logement insalubre, ne sont ainsi pas doublement victimes.

Lorsque malgré tout, la commune procède à l'évacuation dans le cadre de la police spéciale, il apparaît essentiel d'informer les personnes expulsées dans un délai raisonnable de l'expulsion prochaine et d'assurer une concertation avec les personnes concernées pour trouver des solutions de relogement. Selon le droit international, l'expulsion d'une personne de son logement ne peut en théorie se faire qu'à des conditions très strictes et ce, même si dans le cas d'expulsion administrative, les locataires ne bénéficient pas des protections élémentaires garanties dans le cas des expulsions judiciaires (pas de délais minimum garanti, pas d'obligation d'avertir le CPAS, recours au Conseil d'Etat contre la décision de fermeture...),. Expulser quasiment du jour au lendemain une famille qui doit quitter un logement sans avoir le temps pour se préparer représente un acte particulièrement violent et traumatisant. Invoquer l'urgence alors que parfois les personnes vivent depuis des années dans le logement n'a pas beaucoup de sens

Dans le cas d'espèce précité, il apparaît une absence flagrante de communication entre les services sociaux, communaux, de police et le cabinet du bourgmestre, et absence de diligence pour transmettre les informations aux principaux concernés. Aux simples questions : Quand aura lieu l'expulsion ? Y-a-t'il une solution de relogement pour la famille et sous quelles conditions ? Aucune réponse n'est apportée.

Concernant la question spécifique du relogement, le bourgmestre doit veiller à ce que les conditions de logement des occupants soient meilleures après l'expulsion qu'avant. La question du relogement est véritablement cruciale dès lors qu'elle peut dissuader les différents organismes d'intervenir et faire échouer les initiatives relatives à améliorer la salubrité. Une expulsion administrative sans solution de relogement durable ne peut qu'entériner le fait que les relations locatives sont dès la départ biaisées dans la mesure où les personnes n'ont pratiquement aucun moyen de faire valoir leurs droits et sont contraintes de revoir leurs attentes à la baisse en matière de logement.

Pour rappel, le Code bruxellois du logement prévoit en son article 17 que "les locataires obligés de quitter un logement qui ne respecte pas ou plus les exigences de

sécurité, de salubrité et d'équipement visés à l'article 4, ont un droit d'accès prioritaire aux logements gérés par les pouvoirs publics", tout en réaffirmant en son article 21§2 que "les différentes autorités publiques concernées ont l'obligation d'examiner toutes possibilités de relogement de ces locataires". Par ailleurs, signalons que les logements pris en gestion publique doivent être prioritairement proposés aux locataires amenés à quitter une habitation ne répondant pas aux normes de sécurité, de salubrité et d'équipement.

Enfin, l'ensemble de ces constats sont d'autant plus interpellant que les bailleurs sont, par ailleurs, peu sanctionnés et ne contribuent pas à solutionner le problème alors qu'ils portent une lourde responsabilité. La fermeture seule n'est pas d'office une sanction pour le bailleur, mais bien pour les locataires. D'ailleurs, il arrive même que, suite à l'expulsion, la rénovation soit facilitée sans bénéficier aux premiers concernés.

Monsieur le bourgmestre, j'ai donc quatre questions pour vous :

- Combien d'arrêtés d'inhabitabilité sont pris dans votre commune pour des logements déclarés insalubres ?
- Quelle est la procédure exacte lorsqu'un tel arrêté est pris ? Comment les locataires sont-ils prévenus, quelle est la prise en charge proposée ?
- Combien de personnes sont relogées de manière durable suite à ces expulsions ?
- Enfin, comment les propriétaires qui mettent en location ces logements insalubres sont-ils sanctionnés ?

Le Conseil entend l'interpellation.

---

### **Gemeentelijke interpellatie over huuruitzettingen na onbewoonbaarverklaringen en het elders onderbrengen van de betrokken gezinnen.**

Als inwoner van de gemeente Etterbeek ben ik onlangs getuige geweest van de uitzetting van een gezin met 4 kinderen door de gemeentediensten, na een onbewoonbaarverklaring. De woning was sinds half maart ongezond verklaard door de Directie Gewestelijke Huisvestingsinspectie (DGHI), na een klacht van het gezin dat de eigenaar ertoe wilde dwingen de nodige werkzaamheden uit te voeren.

Nadat het besluit een maand na het huurverbod op de deur van het betrokken gebouw werd uitgehangen, werd de familie niet op de hoogte gebracht van de exacte datum van haar uitzetting, ondanks talrijke herinneringen aan de gemeentediensten, het OCMW en het kabinet van de burgemeester. De week nadien, op de dag van de uitzetting, hebben zij in allerijl al hun bezittingen moeten inpakken alvorens in extremis te worden ondergebracht in een woning waarvan de familie noch de voorwaarden kent, noch weet hoelang zij er zal kunnen blijven.

De gebeurtenis is dubbel zorgwekkend. Enerzijds worden de praktijken van de gemeente met betrekking tot de bestrijding van ongezonde woningen ter discussie gesteld en anderzijds de door de burgemeester bevolen administratieve uitzettingsprocedures. Bewoners die met een dergelijke situatie worden geconfronteerd zitten gevangen in een tegenstrijdige logica: als zij beslissen niet langer te lijden onder de ongezonde omstandigheden en de logica van de huissjersmelkers van wie zij afhankelijk zijn voor hun huisvesting, lopen zij het risico dat zij worden onderworpen aan de volle kracht van de beslissingen van de overheid.

Het is vooral nuttig te herinneren aan de grote uitdaging die de problemen van

ongezondheid vormen op het vlak van huisvesting. De slechte staat van een woning kan, in verschillende mate, gevolgen hebben voor de lichamelijke gezondheid van de bewoners (vergiftiging, allergieën door vochtproblemen, loodvergiftiging, enz.), maar ook voor hun psychische gezondheid (depressie, claustrofobie, psychische druk, enz.). Naast deze gezondheidsproblemen veroorzaakt slechte huisvesting ook een zeer hoge sociale tol: gezinsgeweld dat verband houdt met de beperkte oppervlakte, absenteïsme op school of op het werk, kinderen die op straat leven, verlies van werk, echtscheiding, ziekenhuisopname en buitensporige schulden. Het fenomeen van ongezonde en onbewoonbare woningen is niet te verwaarlozen: vier op de tien Belgische kinderen groeien op in een ongezonde woning. Het is dus noodzakelijk om huurders te steunen die de moed hebben om de problemen van ongezonde woning aan te klagen, ondanks de ongelijke machtsverhouding tussen verhuurders en huurders, en ondanks de risico's op conflicten of zelfs op verlies van de woning aan het einde van het huurcontract.

Wanneer de DGHI wordt ingeschakeld en verbiedt om een woning te verhuren, zijn de onbewoonbaarverklaringen bijna in alle gevallen niet onmiddellijk van kracht. De huurovereenkomsten lopen door, zodat de huurders een andere woning kunnen vinden. Huurders die jarenlang in een ongezonde woning hebben gewoond, worden dus niet tweemaal slachtoffer.

Als de gemeente, ondanks alles, overgaat tot uitzetting in het kader van de bijzondere politie, lijkt het van essentieel belang de personen die worden uitgezet binnen een redelijke termijn ervan op de hoogte te brengen dat zij zullen worden uitgezet en te zorgen voor overleg met de betrokkenen om een alternatieve woning te vinden. Volgens het internationale recht kan de uitzetting van een persoon uit zijn woning in theorie slechts onder zeer strikte voorwaarden plaatsvinden, ook al genieten huurders bij administratieve uitzettingen niet de basisbescherming die bij gerechtelijke uitzettingen wordt gegarandeerd (geen gegarandeerde minimumtermijn, geen verplichting tot kennisgeving aan het OCMW, beroep bij de Raad van State tegen de beslissing tot sluiting van de woning...). Een gezin bijna van de ene dag op de andere uit zijn woning zetten zonder dat het tijd heeft om zich voor te bereiden, is een bijzonder gewelddadige en traumatische daad. Zich beroepen op het feit dat het een dringende maatregel is wanneer mensen soms al jaren in de woning wonen heeft weinig zin.

In bovengenoemd geval was er een flagrant gebrek aan communicatie tussen de sociale diensten, de gemeentediensten, de politie en het kabinet van de burgemeester, en werd de informatie niet snel genoeg doorgegeven aan de belangrijkste betrokkenen. Op de eenvoudige vragen zoals “Wanneer vindt de uitzetting plaats?” “Is er een oplossing om het gezin elders onder te brengen en onder welke voorwaarden?” werd geen antwoord gegeven.

Meer specifiek met betrekking tot de vraag waar het gezin zal worden ondergebracht, moet de burgemeester ervoor zorgen dat de woonomstandigheden van de bewoners na de uitzetting beter zijn dan daarvoor. Een andere woning is echt cruciaal aangezien dit de verschillende instanties kan afschrikken om in te grijpen en initiatieven ter verbetering van de gezondheid van de woning kan doen mislukken. Een administratieve uitzetting zonder een duurzame oplossing voor een andere woning kan alleen maar bevestigen dat de huurrelatie vanaf het begin partijdig is, aangezien de mensen bijna geen middelen hebben om hun rechten af te dwingen en gedwongen worden hun woonverwachtingen naar beneden bij te stellen.

Ter herinnering: artikel 17 van de Brusselse huisvestingscode bepaalt dat *“huurders die zich verplicht zien een woning te verlaten die niet of niet langer voldoet aan de in*

*artikel 4 bedoelde verplichtingen inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting, prioritair toegangsrecht [hebben] tot de woningen in beheer van de overheid”, terwijl in artikel 21, lid 2, opnieuw wordt bevestigd dat “de verschillende betrokken overheden verplicht [zijn] alle mogelijkheden te onderzoeken om deze huurders opnieuw te huisvesten”. Bovendien benadrukken wij dat onder woningen onder beheer van de overheid bij voorrang moeten worden aangeboden aan huurders die een woning moeten verlaten die niet voldoet aan de normen inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting.*

Ten slotte zijn al deze vaststellingen des te verontrustender omdat de verhuurders bovendien zelden worden bestraft en niet bijdragen tot de oplossing van het probleem, hoewel zij een zware verantwoordelijkheid dragen. Sluiting alleen is geen sanctie voor de verhuurder, maar voor de huurders. Bovendien komt het zelfs voor dat na uitzetting renovatie mogelijk wordt gemaakt zonder dat de belangrijkste betrokkenen daarvan genieten.

Meneer de burgemeester, ik heb vier vragen voor u:

- Hoeveel onbewoonbaarverklaringen worden er in uw gemeente uitgevaardigd voor woningen die ongezond zijn verklaard?
- Wat is de precieze procedure wanneer een dergelijk besluit wordt uitgevaardigd? Hoe worden de huurders ingelicht, welke hulp wordt geboden?
- Hoeveel mensen worden na deze uitzettingen op een duurzame manier elders ondergebracht?
- Tot slot, hoe worden verhuurders die ongezonde woningen verhuren gestraft?

De raad hoort de interpellatie.

*Monsieur le Président :*

Les votes commenceront par Madame Pendeville.

Avant d'examiner l'ensemble des points de notre conseil, on propose de passer par le point relatif à une interpellation citoyenne relative aux expulsions administratives suite aux arrêtés d'habitabilité et aux logements des ménages concernés. Je pense qu'un citoyen est ici présent pour pouvoir présenter l'interpellation.

Je propose que vous décliniez votre identité et que vous preniez la parole.

L'interpellation écrite telle que vous l'avez déposée a déjà été envoyée à l'ensemble des conseillers communaux qui ont pu en prendre connaissance.

*Lecture de l'interpellation par le citoyen dont l'identité n'a pas été déclinée.*

*Monsieur le Président :*

Merci pour votre interpellation. Je rappelle le règlement qui prévoit une réponse du membre du collège concerné par l'interpellation et ensuite, a priori, on en reste là. Je vous remercie peut-être de rendre le micro, alors, à Monsieur et je passe la parole à Monsieur le Bourgmestre.

*Monsieur le Bourgmestre :*

Oui , je pense, Monsieur le Président, que lorsqu'il s'agit d'une interpellation du public, c'est au bourgmestre de vous répondre, quelles que soient les compétences concernées. Mais ici, le hasard fait bien les choses puisque je suis également le porteur de la compétence.

Merci pour votre interpellation Monsieur.

Ce n'est pas qu'une interpellation parce que vous portez aussi des jugements sur une série d'éléments et vous me permettez donc aussi d'y répondre parce que, de mon point-de-vue, vous n'êtes pas suffisamment, notamment, ou adéquatément informé.

Il est vrai que c'est une matière que je connais plus particulièrement puisque je siège depuis fort longtemps dans la Commission du logement du Parlement bruxellois et que les textes dont vous avez parlés, instituant la déroute notamment, sont des textes que j'ai votés à un moment, dès avant qu'ils ne soient adoptés.

Sachez déjà que ça fait 31 ans maintenant que je suis Bourgmestre et que, jamais, je n'ai expulsé des personnes sans les reloger dans la continuité, jamais.

Sachez que j'ai été le premier Bourgmestre du pays à réquisitionner l'hôtel communal pour y placer, à l'époque, 150 personnes sans papier et également le premier Bourgmestre du pays à avoir réquisitionné un bâtiment privé - l'ancien hôte du Val de Rapsodie à l'avenue d'Auderghem - pour y placer, dans l'urgence également, 150 personnes sans papier, ce qui avait défrayé la chronique dans l'ensemble du pays.

Donc, par rapport à la logique qui est de ne pas expulser sans relogement, je n'ai aucun souci si ce n'est l'hypothèse d'un danger pour la vie des occupants et ce, d'une manière immédiate. Dans ce cas, ma responsabilité personnelle (la responsabilité civile personnelle) et celle de la commune sont engagées.

Si, apprenant que des personnes risquent leur vie en restant dans les lieux, je ne fais rien...

Il y a de nombreuses années, 150 Iraniens sans-papier avaient pris possession d'un bâtiment au-dessus de la bibliothèque paroissiale, dans la rue qui jouxte l'église jusqu'à la petite place qui vient d'être rénovée, face à l'Église du Sacré-Cœur. J'ai été avisé, à l'époque, que ces personnes étaient entassées dans un local tout à fait inadéquat. Plus de 100 personnes à même le sol sur des matelas. Certains fumaient et la porte d'accès avec quatre-vingts centimètres de large. C'est bien que le responsable de la sécurité m'a indiqué « Monsieur, si ça prend feu, ils sont tous morts. Il n'y a aucune chance que quelqu'un s'en sorte ».

Dans un cas pareil, je prends la décision, tout de suite, dès que j'en suis averti, dans le but de protéger les personnes, de les évacuer. Chose qui fut faite et en ce cas, j'ai placé ces personnes, effectivement dans l'hôtel communal, à la salle des associations. Le soir même, ces personnes ont été déménagées par des ouvriers communaux avec des bus communaux, elles ont été installées convenablement dans les locaux communaux. Même si beaucoup de fonctionnaires m'en ont voulu en disant que je manquais à mes devoirs.

Et puis, vous vous en rappellerez peut-être parce que ça a défrayé la chronique, ces personnes sont restées pendant plus d'un an dans les anciens bâtiments de l'hôpital des services, où nous sommes maintenant, avant la démolition de ces bâtiments. Et puis ça s'est terminé par l'épisode de ceux qui se sont, avec l'aide de certaines de certains,

cousus les lèvres. Après quoi j'ai mis fin à l'occupation. Et puis le soir-même, ils ont pu réintégrer, après avoir mis fin à la grève de la soif, ça c'est pour le contexte.

Monsieur, parce qu'on n'est pas dans une situation ponctuelle qui tombe du ciel entre le mois de mars et le mois de mai. On est dans la continuation d'une gestion personnelle qui m'incombe et dans laquelle je pense avoir toujours fait preuve d'une humanité importante et d'un suivi non seulement des règles, mais aussi du bien-être des personnes.

Pour le cas d'espèce, j'ai été informé fin mars 2023 du courrier adressé directement au Bourgmestre, indiquant l'interdiction immédiate de mise en location d'un logement rue des cultivateurs 35 au rez-de-chaussée. L'analyse du rapport de la DIRL a mis en lumière non pas un, non pas 2, mais 3 problèmes majeurs mettant en cause la vie des habitants dans le lieu, à savoir non-conformité gaz non-conformité électrique, risque important d'intoxication au CO.

Le rapport précise notamment l'absence d'une amenée d'air suffisante dans le séjour où se trouve un convecteur de type B, risque majeur d'intoxication au CO page 4, annexe 1.

Au vu des éléments qui précèdent, il était évident que l'autorité, informée du risque, se devait de prendre une action.

Qu'auriez-vous dit, qu'auriez-vous fait ? Qu'aurait fait le parquet si, étant informée, l'autorité n'a rien fait et que les personnes en avaient subi des dommages physiques ou pires ?

Les services de police ont donc affiché l'arrêté du Bourgmestre, ce qui est conforme à la loi, en prenant soin de préciser qu'il ne serait pas procédé à une évacuation sans une solution de relogement et non sans avoir prévenu les occupants du risque qu'ils vivaient, notamment en utilisant le convecteur de type B.

C'est après avoir pris un arrêté de réquisition d'un appartement du patrimoine de foyer log'Iris, le 19 avril, c'est à dire 6 jours après l'affichage de l'arrêté, que les services communaux ont pu organiser, à charge de la commune, le déménagement avec Lift, déménageurs, accompagnement des ouvriers, de la police et aménagement, du mobilier de l'occupante.

Il s'agit donc, de mémoire, d'une dame avec 4 enfants.

Vous ne le savez sans doute pas, mais cette dame, lorsqu'elle a pris possession de l'appartement qui était mis à disposition, suite à l'acte de réquisition que j'ai signé, a pleuré d'émotion positive, en se disant qu'elle arrivait dans un lieu tellement différent que celui où elle vivait (je le tiens de l'officier de police qui me l'a écrit, qui a aussi fait preuve de très grande humanité dans l'accompagnement de la personne).

Maintenant, c'est facile de s'interroger ou de critiquer. C'est peut-être moins facile d'exercer la compétence parce que quand vous recevez un ordre recommandé de la DIRL d'interdiction d'occupation immédiate, que vous lisez tout de suite le rapport, que vous voyez que le rapport dit qu'il y a un danger physique pour les personnes et que vous souhaitez reloger, il faut aussi faire preuve de rapidité dans la protection et de rapidité dans l'évacuation, mais il faut encore avoir un lieu dans lequel on peut reloger les personnes.

Nous avons veillé à créer des maisons de transit, mais elles sont toutes occupées pour

le moment et donc l'angle a été pris avec le président du CPAS.

Si, devant le vice-président de Log'iris qui m'a indiqué que rien n'était libre mais qu'il y avait l'un ou l'autre appartement en attente de location ou de travaux - mais tout à fait conforme du point-de-vue de la sécurité des personnes - et que la seule façon de l'occuper dans le respect des règles, c'était que le Bourgmestre prenne la responsabilité, vu l'extrême d'urgence, de prendre un arrêté de réquisition, ce qui fut donc fait en quelques jours.

Je voudrais quand même vous rappeler la responsabilité des autorités locales en la matière.

L'article 133 dans la loi communale dit que le bourgmestre serait chargé de l'exécution des lois, décrets et ordonnances prises par les différentes autorités qui lui sont supérieures, telle que la région.

Que l'interdiction de continuer à proposer la location, de mettre en location ou de faire occuper est notifiée au plaignant, au bailleur, au locataire, au CPAS et au Bourgmestre de la commune dans laquelle le logement se situe.

Que le Bourgmestre serait chargé de veiller à l'interdiction et à l'exécution de cette interdiction et d'empêcher toute nouvelle occupation aux besoins par la position de sceller.

L'article 12 du code bruxellois du logement, précise dans son article 2, qu'une proposition de relogement doit être adressée au plus tard au moment de l'expulsion, dans la mesure des disponibilités. La loi dit dans " la mesure des disponibilités".

Mais le charbonnier du terrain, qui doit encore trouver la solution, ce n'est pas le législateur qui a voté la loi.

Le Bourgmestre vérifie si, sur son territoire, un logement est disponible. Les différents opérateurs immobiliers publics sont sollicités à défaut de disponibilité, c'est la SLRB qui procède à la même chose à l'échelle de la région.

Il revient donc au Bourgmestre de faire exécuter une interdiction de mise en location prononcée par la DIRL et c'est une obligation légale lorsqu'il fait exécuter une décision d'interdiction, de proposer aux locataires, dans toute la mesure du possible, un logement public sur le territoire de sa commune.

Nous pouvons donc conclure que les autorités vont agir avec prudence et diligence dans le cas de la législation en vigueur pour protéger un ménage qui occupait un logement qui posait des problèmes nombreux et cumulatifs de sécurité. J'en reviens aux réponses à vos 4 questions.

**Combien d'arrêts d'inhabilité sont pris dans votre commune pour des logements déclarés insalubres ?** Alors il faut rappeler que la législation et la réglementation en vigueur offrent 2 voies aux ménages qui souhaitent dénoncer l'insalubrité du logement qu'ils occupent.

La première, c'est le chapitre premier du titre 3 du code du logement qui donne pour mission à la DIRL de contrôler le respect des règles de sécurité, de salubrité et d'équipement des logements. Dans ce cas de figure, la marge de manœuvre de la commune et du Bourgmestre est nulle.

La seconde, c'est l'article 133 de la nouvelle loi communale qui n'est plus si nouvelle



que ça, qui donne aux communes l'ambition de faire jouir les habitants d'une bonne police "propreté, salubrité, sûreté, tranquillité", qui permet au Bourgmestre de prendre des mesures individuelles pour pallier au risque dans le cadre du logement. Pour répondre à votre question, depuis janvier 22, 53 mises en demeure ont été adressées, sous forme d'arrêtés d'insalubrité ordonnant des travaux qui, dans ce cas, donnent un délai au titulaire des droits réels pour remédier aux problèmes constatés de la commune et qui ont débouché sur 6 arrêtés d'habitabilité, puisque les travaux n'ont pas été effectués.

Toujours pour pratiquer le terrain, je me souviens d'un cas, d'un immeuble totalement insalubre qui était situé à l'avenue des champs. Dans ma pratique, souvent, vous avez un immeuble qui est insalubre pour des raisons d'humidité grave, qui est insalubre parce qu'il y a des rats ou parce qu'il y a des souris ou parce qu'il y a des cafards ou d'autres nuisibles.

Dans le cas d'espèce, il y avait tout à la fois. Il y avait également un ascenseur dont la porte s'ouvrait alors que la cage d'ascenseur n'y était plus. Dans ce cas d'espèce, la DIRL avait laissé un an aux propriétaires pour remédier à la situation. Vous comprenez quand même que je n'ai pas attendu un an pour que des mesures coercitives soient prises à l'égard du propriétaire.

**2ème question. Quelle est la procédure exacte lorsqu'on arrêté est pris ? Comment les locataires sont-ils prévus ? Quelle est la prise en charge proposée ?**

Les arrêtés sont systématiquement communiqués par courrier recommandé au titulaire du droit réel, pas seulement au propriétaire - ça peut être aussi un emphytéote, un supreficiaire, un usufruitier-, ainsi qu'aux locataires.

Il est également procédé à l'affichage de l'arrêté sur les portes des logements concernés. L'évacuation n'est décidée que s'il existe un risque immédiat et manifeste pour la sécurité des occupants et ne se fait pas sans solution de relogement, sauf je vous l'ai dit, s'il y a un risque immédiat en cas d'incendie. Mais dans ce cas-là, même de manière précaire, personnellement, j'ai toujours relogé les personnes, toujours, y compris les personnes sans-papiers, les réfugiés, les squatters. Je me rappelle encore d'un article dans un journal qui disait « De Wolf expulse, De Wolf reloge », il s'agissait de squatters dans une maison près du parc Hap.

L'administration n'est pas une structure qui applique mécaniquement, froidement et bêtement des consignes dans un domaine aussi difficile que celui-là. L'administration, la police, les assistants sociaux, le CPAS, le Bourgmestre sont des êtres humains qui ont des sentiments et qui ne sont pas à l'abri, évidemment d'erreurs ou de difficultés pratiques.

Vous n'ignorez pas qu'une crise de logement frappe la ville, la région, que les solutions de relogement, comme ça, dans l'immédiat, sont limitées. La petite dizaine de logements de transit sont habituellement occupés. Lorsque, d'ailleurs, ces logements sont occupés, c'est pour 3 mois, 6 mois à un an maximum. Il faut tout le temps se battre pour que les personnes quittent, parce qu'évidemment, souvent, les personnes n'ont pas de solution alternative.

J'ai d'ailleurs veillé à créer un guichet unique du logement qui regroupe l'ensemble des acteurs du logement, pour additionner les forces en la matière.

**Quelle est la procédure en cas d'évacuation d'un logement qui présente des**

## **risques de sécurité ?**

L'arrêté d'habitabilité est envoyé par courrier recommandé et affiché par les services de police, accompagnés d'une assistante sociale qui ont pour instruction de rassurer l'occupant en précisant qu'aucune évacuation ne sera pas décrétée sans solution de relogement.

70% des ménages ont fait le choix de se reloger au sein de leur réseau. Et je vous rappelle que les services sociaux tant communaux que CPAS, sont à disposition.

Les services cherchent une solution de remplacement et quand une solution se dégage, souvent, la commune apporte son soutien logistique pour le déménagement des effets des personnes et des personnes elles-mêmes.

## **Combien de personnes sont relogées de manière durable ?**

Un arrêté d'insalubrité permet à l'occupant de disposer de 5 points de priorité supplémentaires dans le cadre de l'attente relative au logement social. La priorité des services est de faire en sorte que le propriétaire réalise les travaux pour permettre aux occupants de réintégrer leur logement ou d'y rester pendant les travaux, ça dépend des cas.

Il est impossible de répondre à la question de précision puisque nous n'avons pas une vue d'ensemble sur l'ensemble des logements attribués sur le territoire bruxellois. Il se peut que 5 points de priorité soient décisifs pour une attribution sans que le ménage ne veuille à informer les services communaux.

À notre connaissance, une solution durable de logement a été proposée par des structures etterbeekoises de logements à 3 ménages.

## **Enfin, comment les propriétaires qui mettent en location ces logements sont-ils sanctionnés ?**

Les moyens de sanction directs par les autorités communales sont particulièrement limités. Ce n'est pas une compétence spécifique de la commune. Nous ne sommes pas juges de paix, nous ne sommes pas tribunal de première instance, nous ne sommes pas parquet du procureur du roi.

Le règlement général de police propre aux 19 communes bruxelloises prévoit que "quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement, peut être poursuivi des sanctions suivantes", et il s'agit là d'une amende administrative. La DURL, elle, peut infliger des amendes bien plus importantes, les tribunaux correctionnels et tribunaux civils peuvent poursuivre les marchands de sommeil qui profitent de la précarité des personnes pour les rançonner par des loyers abusifs dans des logements inadéquats.

Sachez aussi, je pourrais vous parler toute la nuit à ce sujet, qu'Etterbeek était la première commune de la région, voire du pays, à avoir créé un recensement complémentaire, qui a permis de déceler les suroccupations, les subdivisions illégales de logements où des personnes louent parfois des cuisines caves, parfois des greniers, parfois des garages sans fenêtre et ou pas plus loin qu'ici, à côté d'où moi j'habitais étant enfant à la rue de l'égalité, on a pu par le recensement complémentaire, constater que 12 ménages étaient inscrits, alors que c'était une maison bruxelloise classique, 5m50 de façade, 12m de profondeur R +2 étages. Donc, une maison qui servait pour un couple et 2 enfants dans lequel 12 personnes ou ménages étaient inscrites.

Dans ce cas-là aussi, avec nos armes au niveau de l'urbanisme, on refuse le changement d'affectation, on refuse la division abusive. On refuse, lorsqu'on est avisé à temps, l'inscription.

On a fait des réunions à plusieurs reprises de formation avec les agents de quartier pour qu'aussi ils vérifient, dans le cadre de leurs compétences, l'adéquation du logement pour éviter la surpopulation. J'ai essayé, Monsieur, de vous répondre de la manière aussi adéquate que possible et j'espère que vous pourrez en faire profiter dans votre vocation très respectable.

*Monsieur le Président :*

Merci Monsieur le bourgmestre, nous passons à l'ordre du jour classique de notre conseil.

*Mijnheer de voorzitter:*

We beginnen te stemmen bij mevrouw Pendeville.

Alvorens alle punten op de agenda te behandelen, stellen we voor om over te gaan tot het punt betreffende een burgerinterpellatie over administratieve uitzettingen na een onbewoonbaarverklaring en de woningen van de betrokken gezinnen. Ik geloof dat er een burger aanwezig is om de interpellatie toe te lichten.

Ik stel voor dat u zich bekend maakt en het woord neemt. De schriftelijke interpellatie zoals u die hebt ingediend, is al naar alle gemeenteraadsleden gestuurd, die ze hebben kunnen lezen.

*Lezing van de interpellatie door de burger wiens identiteit niet is bekendgemaakt.*

*Mijnheer de voorzitter:*

Bedankt voor uw interpellatie. Ik herinner u aan het reglement, dat voorziet in een antwoord van het lid van het college dat betrokken is bij de interpellatie en dan laten we het hier a priori bij. Als u zo vriendelijk wilt zijn om de microfoon terug te geven aan mijnheer en dan geef ik het woord aan de burgemeester.

*Mijnheer de burgemeester:*

Ja, ik denk, mijnheer de voorzitter, dat als het gaat om een burgerinterpellatie, het aan de burgemeester is om te antwoorden, wat de bevoegdheden ook zijn. Maar in dit geval wil het toeval dat ik ook de bevoegde schepen ben.

Bedankt voor uw interpellatie, mijnheer.

Het is niet alleen een interpellatie, want u velst ook een oordeel over een reeks elementen en u staat mij toe om daarop te antwoorden, want vanuit mijn standpunt bent u niet voldoende of niet adequaat geïnformeerd.

Het is waar dat dit een domein is waarmee ik bijzonder vertrouwd ben, aangezien ik zeer lang lid ben geweest van de commissie Huisvesting van het Brussels Parlement, en dat de teksten die u hebt genoemd, in het bijzonder de teksten die de herhuisvesting instellen, teksten zijn waar ik op een bepaald moment voor heb gestemd, zelfs voordat

ze werden aangenomen.

U moet weten dat ik nu al 31 jaar burgemeester ben en dat ik nog nooit iemand uit zijn huis heb gezet zonder hem te herhuisvesten, nooit.

U moet weten dat ik de eerste burgemeester van het land was die het gemeentehuis vorderde om er 150 mensen zonder papieren onder te brengen, en ook de eerste burgemeester van het land die een privégebouw vorderde - het voormalige ziekenhuis Val de Rapsodie aan de Oudergemlaan - om er in noodgeval 150 mensen zonder papieren onder te brengen, wat in het hele land de krantenkoppen haalde.

Wat betreft de logica om mensen niet uit te zetten zonder ze te herhuisvesten, maak ik me dus geen enkele zorgen, behalve als het leven van de bewoners onmiddellijk in gevaar is. In dat geval gaat het over mijn persoonlijke aansprakelijkheid (persoonlijke burgerlijke aansprakelijkheid) en die van de gemeente.

Als ik hoor dat mensen hun leven riskeren door daar te blijven, doe ik niet niets.

Jaren geleden namen 150 Iraniërs zonder papieren bezit van een gebouw boven de parochiebibliotheek, in de straat die loopt van de kerk naar het pleintje dat net gerenoveerd is, tegenover de Onze-Lieve-Vrouwkerk. Er werd me toen verteld dat deze mensen in een totaal ontoereikende ruimte gepropt zaten. Meer dan 100 mensen op de grond op matrassen. Sommigen rookten en de toegangsdeur was maar tachtig centimeter breed. Het hoofd van de beveiliging zei tegen me: "Meneer, als dit in brand vliegt, zijn ze allemaal dood. Er is geen kans dat iemand eruit komt."

In zo'n geval neem ik onmiddellijk de beslissing, zodra ik geïnformeerd ben, om mensen te evacueren om ze te beschermen. Dat is gebeurd en in dat geval heb ik deze mensen in het gemeentehuis ondergebracht, in de verenigingenzaal. Dezelfde avond werden deze mensen door arbeiders van de gemeente verhuisd met gemeentelijke bussen en werden ze op de juiste manier geïnstalleerd in gemeentelijke gebouwen. Hoewel veel ambtenaren boos op me waren en zeiden dat ik mijn plichten niet nakwam.

En dan, zoals u zich misschien herinnert omdat het de krantenkoppen haalde, verbleven deze mensen meer dan een jaar in de oude gebouwen van het diensthospitaal, waar we ons nu bevinden, voordat de gebouwen werden gesloopt. En toen eindigde het met de episode van degenen die, met de hulp van sommigen, hun lippen aan elkaar naaiden. Waarna ik een einde maakte aan de bezetting. En dezelfde avond konden ze weer terug, nadat ze een einde hadden gemaakt aan de dorststaking, dat is voor de context.

Mijnheer, want het gaat hier niet om een eenmalige situatie die tussen maart en mei uit de lucht komt vallen. Dit is een voortzetting van een persoonlijk managementproces waarvoor ik verantwoordelijk ben en waarin ik naar mijn mening altijd blijf heb gegeven van een hoge mate van menselijkheid en respect, niet alleen voor de regels, maar ook voor het welzijn van mensen.

In dit geval ben ik eind maart 2023 op de hoogte gebracht van de brief die rechtstreeks aan de burgemeester is gestuurd en waarin het onmiddellijke verbod op de verhuur van een gelijkvloerse woning op de Landbouwersstraat 35 wordt aangegeven. De analyse van het rapport van de DGHI heeft niet één, niet 2, maar 3 grote problemen aan het licht gebracht die het leven van de bewoners van het gebouw in gevaar brachten, namelijk niet-naleving van de gasnormen, niet-naleving van de

elektriciteitsnormen en een aanzienlijk risico op CO-vergiftiging.

In het bijzonder vermeldt het rapport dat er geen adequate luchttoevoer is naar de woonkamer, waar zich een convectiverwarming van het type B bevindt, wat een groot risico op CO-vergiftiging met zich meebrengt (pagina 4, bijlage 1).

Gezien het bovenstaande was het duidelijk dat de gemeente, nadat ze op de hoogte was gesteld van het risico, de plicht had om actie te ondernemen.

Wat zou u gezegd en gedaan hebben? Wat zou het parket hebben gedaan als de gemeente, na op de hoogte te zijn gesteld, niets had gedaan en mensen lichamelijk letsel hadden opgelopen of erger?

De politie heeft dus het besluit van de burgemeester, dat in overeenstemming is met de wet, aangeplakt, waarbij zij erop heeft gewezen dat de ontruiming niet zou plaatsvinden zonder een oplossing voor herhuisvesting en niet zonder de bewoners te hebben gewaarschuwd voor het risico dat zij liepen, met name door het gebruik van de convector van type B.

Nadat op 19 april, d.w.z. 6 dagen na de aanplakking van het besluit, een vordering was ingesteld voor een appartement van Log'Iris, konden de gemeentediensten op kosten van de gemeente de verhuizing organiseren met lift, verhuizers, begeleiding door arbeiders, politie en inrichting van het meubilair van de bewoonster.

Als ik mij goed herinner, ging het over een vrouw met 4 kinderen.

U weet het waarschijnlijk niet, maar toen deze vrouw haar intrek nam in het appartement dat haar ter beschikking werd gesteld, na de vorderingsakte die ik had ondertekend, hilde ze van positieve ontroering en zei ze tegen zichzelf dat ze op een plek was terechtgekomen die zo anders was dan de plek waar ze woonde (ik weet dit van de politieagent die me schreef, die ook een grote menselijkheid aan de dag legde door haar te begeleiden).

Nu is het gemakkelijk om vragen te stellen of kritiek te leveren. Het is misschien niet zo gemakkelijk om je bevoegdheid uit te oefenen, want als je een aanbevolen bevel krijgt van de DGHI om onmiddellijk de bewoning te verbieden, en je leest onmiddellijk het rapport, en je ziet dat het rapport zegt dat er een fysiek gevaar is voor de mensen die je wilt herhuisvesten, dan moet je ook snel beschermen en snel evacueren, maar je moet nog steeds een plaats hebben waar je de mensen kunt herhuisvesten.

We hebben ervoor gezorgd om transitwoningen te creëren, maar die zijn momenteel allemaal bewoond, dus we hebben de situatie bekeken met de voorzitter van het OCMW.

De vicevoorzitter van Log'iris vertelde mij dat er niets vrij was, maar dat er een of ander appartement aan het wachten was om verhuurd te worden of om te worden verbouwd, maar volledig conform was vanuit het oogpunt van persoonlijke veiligheid, en dat de enige manier om het appartement in gebruik te nemen volgens de regels, was dat de burgemeester zijn verantwoordelijkheid zou nemen, gezien de extreme dringendheid, en een besluit tot vordering zou uitvaardigen, wat binnen enkele dagen gebeurde.

Ik wil u herinneren aan de verantwoordelijkheid van de lokale overheden in deze kwestie.

Artikel 133 van de gemeentewet stelt dat de burgemeester verantwoordelijk is voor de uitvoering van de wetten, decreten en ordonnances die zijn uitgevaardigd door de verschillende overheden die boven hem staan, zoals het gewest.

Dat de klager, de verhuurder, de huurder, het OCMW en de burgemeester van de gemeente waar de woning zich bevindt, op de hoogte zullen worden gebracht van het verbod om de woning nog langer te huur aan te bieden, te verhuren of te laten bewonen.

Dat de burgemeester erop moet toezien dat dit verbod wordt gehandhaafd en dat elke nieuwe bewoning wordt verhinderd door de verzegeling van de woning.

Artikel 12 van de Brusselse Huisvestingscode bepaalt in artikel 2 dat ten laatste op het moment van de uitzetting een aanbod van alternatieve huisvesting moet worden gedaan, onder voorbehoud van beschikbaarheid. De wet zegt "onder voorbehoud van beschikbaarheid".

Maar het is niet de wetgever die de wet aannam die de oplossing moet vinden.

De burgemeester gaat na of er woningen beschikbaar zijn op zijn grondgebied. Als er geen woningen beschikbaar zijn, neemt hij contact op met de verschillende openbare vastgoedbeheerders en de BGHM doet hetzelfde op gewestelijk niveau.

Het is dus aan de burgemeester om een door de DGHI uitgevaardigd huurverbod te doen naleven en het is een wettelijke verplichting om bij het doen naleven van een verbod de huurders in de mate van het mogelijke openbare huisvesting aan te bieden binnen zijn gemeente.

We kunnen dus concluderen dat de overheden met voorzichtigheid en zorgvuldigheid zullen handelen in het geval van de geldende wetgeving om een gezin te beschermen dat een woning bewoont die talrijke en cumulatieve veiligheidsproblemen opleverde. Ik kom bij de antwoorden op uw 4 vragen.

**Hoeveel onbewoonbaarverklaringen worden er in uw gemeente uitgevaardigd voor woningen die ongezond zijn verklaard?** We mogen niet vergeten dat de geldende wet- en regelgeving 2 mogelijkheden biedt aan gezinnen die willen melden dat hun woning ongeschikt is voor bewoning.

De eerste is hoofdstuk 1 van titel 3 van de huisvestingscode, die de DURL belast met het toezicht op de naleving van de veiligheids-, gezondheids- en uitrustingsvoorschriften. In dit geval hebben de gemeente en de burgemeester geen enkele speelruimte.

De tweede mogelijkheid is artikel 133 van de Nieuwe Gemeentewet, die toch niet zo nieuw is, en die gemeenten de ambitie geeft om ervoor te zorgen dat bewoners genieten in een goede politie op het vlak van netheid, gezondheid, veiligheid en rust, waardoor de burgemeester individuele maatregelen kan nemen om de risico's in woningen te beperken.

Om uw vraag te beantwoorden: sinds 22 januari zijn er 53 ingebrekestellingen gedaan, in de vorm van ongezondheidsverklaringen die de rechthebbende een termijn geven om de door de gemeente vastgestelde problemen te verhelpen en die hebben geleid tot 6 onbewoonbaarheidsverklaringen, omdat de werkzaamheden niet zijn uitgevoerd.

Om op het terrein te blijven, herinner ik me een geval van een totaal ongezond gebouw aan de Veldlaan. In mijn praktijk heb je vaak een gebouw dat ongeschikt is

voor bewoning vanwege ernstige vochtigheid, of vanwege ratten of muizen of kakkerlakken of ander ongedierte.

In dit geval was het al het bovenstaande. Er was ook een lift waarvan de deur opening hoewel de liftschacht er niet meer was. In dit geval gaf de DGHI de eigenaars een jaar de tijd om de situatie te verhelpen. Je kunt begrijpen dat ik geen jaar heb gewacht om dwangmaatregelen tegen de eigenaar te nemen.

**2e vraag. Wat is de precieze procedure wanneer een dergelijk besluit wordt uitgevaardigd? Hoe worden de huurders ingelicht? Welke hulp wordt geboden?**

De besluiten worden systematisch per aangetekende post verzonden naar de houder van het zakelijk recht, niet alleen de eigenaar - het kan ook een erfpachter, een houder van een recht van opstal, een vruchtgebruiker zijn -, evenals naar de huurders.

Het bevel wordt ook op de deuren van de betrokken woningen aangeplakt. Er wordt alleen tot ontruiming besloten als er een onmiddellijk en duidelijk gevaar is voor de veiligheid van de bewoners, en er wordt niet tot ontruiming overgegaan zonder een oplossing voor herhuisvesting, behalve, zoals ik al zei, als er onmiddellijk brandgevaar is. Maar in dat geval, zelfs op precaire basis, heb ik persoonlijk altijd mensen herhuisvest, inclusief mensen zonder papieren, vluchtelingen en krakers. Ik herinner me nog een artikel in de krant met de tekst "De Wolf expulse, De Wolf reloge", het ging over krakers in een huis in de buurt van Happark.

Het bestuur is geen structuur die mechanisch, koud en dom instructies toepast op een domein dat zo moeilijk is als dit. Het bestuur, de politie, de maatschappelijk werkers, het OCMW en de burgemeester zijn mensen met gevoelens die uiteraard niet immuun zijn voor fouten of praktische moeilijkheden.

Zoals u weet is er een huisvestingscrisis in de stad en het Gewest en zijn de onmiddellijke herhuisvestingsoplossingen beperkt. De ongeveer tien transitwoningen zijn meestal bewoond. En als ze bewoond zijn, is dat voor 3 maanden, 6 maanden of hooguit een jaar. We moeten altijd vechten om mensen zover te krijgen dat ze vertrekken, want ze hebben natuurlijk vaak geen alternatieve oplossing.

Ik heb ook een uniek woonloket opgericht die alle spelers op het gebied van huisvesting samenbrengt om onze krachten op dit gebied te bundelen.

**Wat is de procedure bij de ontruiming van een woning met veiligheidsrisico's?**

De onbewoonbaarheidsverklaring wordt aangetekend verstuurd en aangeplakt door de politie, vergezeld van een maatschappelijk werker, die de bewoner moet geruststellen dat er geen ontruiming zal worden bevolen zonder een oplossing voor herhuisvesting.

70% van de gezinnen heeft gekozen voor een nieuwe woning binnen hun netwerk. En ik herinner eraan dat de sociale diensten, zowel de gemeentelijke diensten als het OCMW, beschikbaar zijn.

De diensten zoeken naar een alternatieve oplossing en als er een oplossing gevonden wordt, biedt de gemeente vaak logistieke steun voor het verhuizen van de bezittingen van de mensen en de mensen zelf.

**Hoeveel mensen worden na deze uitzettingen op een duurzame manier elders ondergebracht?**

Een besluit waarbij een woning ongezond wordt verklaard geeft de bewoner recht op 5 extra voorrangspunten bij het wachten op een sociale woning. De dienst wil er in de eerste plaats voor zorgen dat de eigenaar de werken uitvoert, zodat de bewoners naar hun woning kunnen terugkeren of er kunnen blijven terwijl de werken worden uitgevoerd, afhankelijk van het geval.

Het is onmogelijk om een precies antwoord te geven op de vraag omdat we geen overzicht hebben van alle toegewezen woningen in Brussel. Het is mogelijk dat 5 voorrangspunten doorslaggevend zijn voor een toewijzing zonder dat het gezin de gemeentediensten informeert.

Voor zover wij weten, werd aan 3 gezinnen een duurzame woonoplossing aangeboden door de huisvestingsstructuren in Etterbeek.

### **Tot slot, hoe worden verhuurders die deze woningen verhuren gestraft?**

De middelen voor directe sancties door de gemeentelijke overheid zijn bijzonder beperkt. Dit is geen specifieke bevoegdheid van de gemeente. We zijn geen vrederechters, we zijn geen rechtbank van eerste aanleg, we zijn geen procureur des Konings.

Het algemeen politiereglement dat gemeenschappelijk is voor de 19 Brusselse gemeenten bepaalt dat eenieder die de bepalingen van dit reglement overtreedt, kan worden bestraft met de volgende sancties, en dan gaat het om een administratieve boete. De DGHI kan veel hogere boetes opleggen en de correctionele rechtbanken en burgerlijke rechtbanken kunnen huisjesmelkers vervolgen die misbruik maken van de precaire situatie van mensen om hen te gijzelen met onrechtmatige huurprijzen in ongeschikte woningen.

U moet ook weten - en ik zou hier de hele nacht over kunnen praten - dat Etterbeek de eerste gemeente was in het Gewest, ja zelfs in het land, die een aanvullende telling heeft ingevoerd, waardoor overbewoning kan worden opgespoord, illegale opdeling van woningen waar mensen soms keukenkelders, soms zolders huren, soms garages zonder ramen. En niet verder dan hier, naast waar ik als kind woonde in de Gelijkheidsstraat, konden we via de aanvullende telling vaststellen dat er 12 gezinnen geregistreerd waren, terwijl het een klassiek Brussels huis was, 5m50 voorgevel, 12m diep met gelijkvloers + 2 verdiepingen. Met andere woorden, een huis voor een koppel met 2 kinderen, waarin 12 personen of gezinnen waren ingeschreven.

Ook in dit geval, met onze stedenbouwkundige wapens, weigeren we de bestemmingswijziging, weigeren we de onrechtmatige opsplitsing. Bij tijdige melding weigeren we de inschrijving.

We hebben verschillende opleidingen met wijkagenten, zodat ook zij binnen hun bevoegdheden kunnen controleren of woningen geschikt zijn om overbevolking te voorkomen. Ik heb geprobeerd, mijnheer, uw vragen zo adequaat mogelijk te beantwoorden en ik hoop dat u dit kunt delen met anderen in uw zeer gerespecteerde roeping.

*Mijnheer de voorzitter:*

Bedankt, mijnheer de burgemeester, we gaan over tot de klassieke agenda van onze raad.



Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 24.04.2022**

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

Le Conseil Communal,

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 14.10.2019 désignant Monsieur Thierry MOMMER en tant que candidat administrateur au sein de l'asbl « Mission Locale d'Etterbeek »;

Considérant qu'il convient de remplacer Monsieur Thierry MOMMER en sa qualité de candidat administrateur de l'asbl « Mission Locale d'Etterbeek »;

DÉSIGNE Monsieur Jean-Sébastien LEMAIRE en qualité de candidat administrateur de l'asbl « Mission Locale d'Etterbeek ».

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 28 votes positifs, 1 abstention.

---

**Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Lokale Missie van Etterbeek - Vervanging**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 14.10.2019 die Mijnheer Thierry MOMMER benoemt als kandidaat bestuurder bij de vzw "Lokale Missie van

Etterbeek";

Overwegende dat Mijnheer Thierry MOMMER vervangen dient te worden in zijn functie van kandidaat bestuurder bij de vzw "Lokale Missie van Etterbeek";

BENOEMT Mijnheer Jean-Sébastien LEMAIRE als kandidaat bestuurder bij de vzw "Lokale Missie van Etterbeek"

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 onthouding.

---

22.05.2023/A/0004 **Brulocalis - Désignation d'un représentant**

Le Conseil communal,

Considérant que le 23.09.2019, le Conseil Communal a désigné Monsieur Vincent De Wolf en qualité de représentant de la commune et d'administrateur de Brulocalis;

Considérant que l'assemblée générale ordinaire est prévue le 21.06.2023 et que Monsieur Vincent De Wolf est dans l'incapacité de s'y rendre;

Considérant qu'il y a lieu de le remplacer à cette occasion et de désigner un représentant de la commune pour prendre part aux votes des points mis à l'ordre du jour;

DESIGNE Frank VAN BOCKSTAL en tant que représentant de la Commune d'Etterbeek à l'Assemblée Générale ordinaire de Brulocalis du 21.06.2023.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 28 votes positifs, 1 abstention.

---

**Brulocalis - Benoeming van een vertegenwoordiger**

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad van 23.09.2019 de heer Vincent De Wolf benoemd heeft als vertegenwoordiger van de gemeente en bestuurder van Brulocalis;

overwegende dat de gewone algemene vergadering is gepland op 21.06.2023 en dat de heer Vincent De Wolf daar niet naartoe zal kunnen gaan;

overwegende dat hij voor die gelegenheid moet worden vervangen en een vertegenwoordiger van de gemeente moet worden aangesteld om deel te nemen aan de stemming over de agendapunten;

BENOEMT Frank Van Bockstal als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek in de gewone algemene vergadering van Brulocalis op 21.06.2023.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 28 positieve stemmen, 1 onthouding.

---

22.05.2023/A/0005 **Log'Iris - Désignation d'un représentant**

Le Conseil communal,

Considérant que le 25.04.2016, le Conseil Communal a désigné Monsieur Patrick Lenaers en qualité de représentant de la Commune d'Etterbeek aux Assemblées Générales de Log'Iris;

Considérant que l'Assemblée Générale ordinaire est prévue le 31.05.2023 et que Monsieur Patrick Lenaers est dans l'incapacité de s'y rendre;

Considérant qu'il y a lieu de le remplacer à cette occasion ;

DESIGNE Monsieur David Dubois en tant que représentant de la Commune d'Etterbeek à l'Assemblée Générale ordinaire de Log'Iris du 31.05.2023.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 25 votes positifs, 1 vote négatif, 3 abstentions.

---

**Log'iris - Benoeming van een afgevaardigde**

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad van 25.04.2016 de heer Patrick Lenaers benoemd heeft als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van Log'Iris;

overwegende dat de gewone algemene vergadering is gepland op 31.05.2023 en dat de heer Patrick Lenaers daar niet naartoe zal kunnen gaan;

overwegende dat hij voor die gelegenheid moet worden vervangen;

BENOEMT David Dubois als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek in de gewone algemene vergadering van Log'Iris op 31.05.2023.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 25 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 3 onthoudingen.

---

**Contentieux - Geschillen**

22.05.2023/A/0007 **Travaux STIB sur le site Exobois - Convention transactionnelle.**

Le Conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale, et notamment ses articles 117, 133 et 135 §2 ;

Considérant que la STIB réalise fréquemment des travaux de maintenance sur son réseau de métro ; que, pour amener ou évacuer les matériaux nécessaires à la bonne exécution desdits travaux, elle ne dispose que de deux accès, dont un se situe sur le site dit « Exobois », sis place Quatre Août, 13 à Etterbeek ;

Considérant que, dans le cadre de travaux projetés en novembre 2022, un désaccord est survenu entre la STIB et la Commune d'Etterbeek, portant notamment sur l'obligation ou non de demander une dérogation aux règles en matière d'horaires de chantiers ;

Vu la prise, le 09.11.2022, d'un arrêté du Bourgmestre ordonnant à la STIB de respecter les horaires de chantier imposés par le RRU et interdisant les travaux les week-ends et jours fériés sur le site « Exobois », sis place du Quatre Août 13, à 1040 Etterbeek ;

Considérant qu'un recours, selon la procédure d'extrême urgence, en suspension de l'exécution dudit arrêté, a été introduit par la STIB devant le Conseil d'Etat ; que cette juridiction a rejeté la demande le 10.11.2022 ;

Considérant qu'un recours en annulation contre la décision du 14.10.2022 prise par le Bourgmestre refusant la dérogation demandée par la STIB pour réaliser des travaux les 11 et 12.11.2022 sur le site d'Exobois et contre l'arrêté du Bourgmestre du 09.11.2022 susmentionné a été introduit le 09.01.2023 par la STIB devant le Conseil d'Etat ; que ce recours est toujours pendant ;

Considérant que la STIB et la Commune d'Etterbeek estiment qu'il importe d'assurer un équilibre entre l'exploitation du Site Exobois par la STIB et l'impact de cette exploitation pour le voisinage et sont désireuses de mettre fin à ce litige ;

DECIDE d'approuver le projet de convention transactionnelle suivant :

### **CONVENTION TRANSACTIONNELLE**

Entre :

La Commune d'Etterbeek, représentée par son collège des bourgmestres et échevins, en la maison communale sise à 1040 Etterbeek, avenue des Casernes, n°31/1 ;

Ci-après « la Commune d'Etterbeek »

Et :

La Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB), association de droit public dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, Rue Royale 76, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro 0247.499.953, représentée aux fins de la présente par Monsieur Brieuc de Meeûs, en sa qualité d'Administrateur directeur général, ci-après « la STIB »

Dénommées ensemble, les Parties et, individuellement, une Partie ;

A. La STIB réalise régulièrement des travaux de maintenance et d'extension sur son réseau de métro dans le cadre de sa mission de service public.

B. Pour amener ou évacuer les matériaux nécessaires à la bonne exécution des travaux sur son réseau de métro, la STIB ne dispose que de deux accès, dont un sur le site dit Exobois sis à 1040 Etterbeek, place Quatre Août, 13 (le Site Exobois).

C. Un litige est survenu en octobre-novembre 2022, lequel est toujours pendant devant le Conseil d'Etat (affaire inscrite sous le numéro G/A 237.652)

D. Désireuses de mettre fin à ce litige et estimant qu'il importe d'assurer un équilibre entre l'exploitation du Site Exobois par la STIB et l'impact de cette exploitation pour le voisinage, les Parties ont discuté en vue de transiger, en se faisant des concessions mutuelles.

E. La présente Convention transactionnelle a dès lors pour but de régler les engagements respectifs des Parties pour atteindre l'équilibre recherché

Sur cette base, les parties ont convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1er. NON-APPLICATION DE LA PROCÉDURE DE DÉROGATION PRÉVUE À L'ARTICLE 4 DU TITRE III DU RÈGLEMENT RÉGIONAL D'URBANISME**

La procédure de dérogation prévue à l'article 4 du Titre III du Règlement Régional d'Urbanisme, telle qu'en vigueur au jour de la présente, ne sera pas appliquée par la Commune d'Etterbeek pour les chantiers de la STIB se situant sur le territoire communal et ayant pour objet d'améliorer ou de réparer les installations et infrastructures nécessaires à la circulation du métro ou du tram.

Par conséquent, pour ces chantiers la STIB s'abstiendra de demander ladite dérogation et la Commune d'Etterbeek renoncera à exiger cette dernière.

### **ARTICLE 2. MESURES PREVENTIVES**

2.1. :La STIB met tout en œuvre pour que les travaux réalisés sur des voies de chemin de fer ou de métro ou de tram ne portent pas atteinte à la quiétude des riverains

2.2. Lorsque la STIB envisage d'effectuer de tels travaux, elle notifie à la Commune d'Etterbeek:

- la nature des travaux projetés et le calendrier de leur réalisation.
- les mesures qu'elle entend prendre pour limiter les nuisances lors de ces travaux, afin que la commune puisse, le cas échéant, proposer des solutions techniques alternatives.

Sauf exception dûment motivée, cette notification se fera au plus tard vingt (20) jours ouvrables (c.-à-d. à l'exclusion des samedi, dimanche et jour fériés) avant le début des travaux envisagés.

Cette notification s'effectue conformément à l'article 5.

2.3. Dans l'hypothèse où la Commune d'Etterbeek propose des solutions techniques alternatives, dans les deux (2) jours ouvrables de la réception de ces propositions, la STIB marque son accord sur ces propositions ou sollicite une réunion technique entre parties afin de trouver une solution conforme à l'intérêt des parties et des riverains.

### **ARTICLE 3. RETRAIT DES ACTES FAISANT L'OBJET DU RECOURS AU CONSEIL D'ETAT**

La Commune d'Etterbeek s'engage à procéder au retrait des actes faisant l'objet du recours au Conseil d'Etat dans le cadre de l'affaire G/A 237.652 et ce, dans les trente (30) jours calendriers à dater de la signature de la présente convention.

Il s'agit plus précisément des actes suivants :

- l'arrêté du Bourgmestre de la commune d'Etterbeek pris le 9 novembre 2022 et faisant interdiction à la STIB de procéder à des travaux les week-ends et jour férié sur le Site Exobois; et
- la décision du Bourgmestre de la commune d'Etterbeek prise le 14 octobre 2022 et refusant la dérogation demandée par la STIB pour réaliser des travaux les 11 et 12 novembre 2022 sur le Site Exobois.

En suite de ce retrait, la Stib renoncera à solliciter les dépens du recours en annulation.

#### **ARTICLE 4. RENONCIATION AUX RECOURS**

Les Parties conviennent qu'elles renoncent à exercer toute poursuite, réclamation, action, recours ou procédure devant les juridictions et autorités compétentes à l'encontre de la présente Convention et tant que la présente Convention est en vigueur entre les Parties.

La STIB s'engage plus particulièrement à ne pas exercer de recours visant à obtenir des dommages et intérêts se rapportant aux actes visés à l'article 3.

#### **ARTICLE 5. NOTIFICATIONS**

Tous avis, notifications et communications relatifs à la présente Convention devront se faire par email confirmé par accusé de réception par le destinataire, aux adresses indiquées ci-dessous ou à toute autre adresse notifiée conformément au présent article :

- Pour la Commune d'Etterbeek :

Service de contact : Service Environnement (Tél. 02/627.27.77 et 02/627.27.78)

Adresse email : environnement@etterbeek.brussels

- Pour la STIB :

Personne de contact : [NOM, PRENOM]

Adresse email : [ADRESSE EMAIL]

#### **ARTICLE 6. RÉOLUTION DES DIFFÉRENDS**

En cas de différend, les Parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable.

A défaut de parvenir à un accord dans un délai d'un (1) mois, chaque Partie sera libre de soumettre le différend aux juridictions compétentes.

#### **ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE**

La Convention est régie et interprétée exclusivement et conformément au droit belge.

En cas de désaccord persistant entre les Parties, le différend sera soumis à la compétence des tribunaux de Bruxelles, siégeant en français, qui ont compétence exclusive pour tout litige survenant dans le cadre de l'interprétation ou de l'exécution de la présente Convention.

#### **ARTICLE 8. DISPOSITIONS DIVERSES**

8.1. Toute modification de la présente Convention ne pourra intervenir que par un écrit signé des Parties.

8.2. La nullité d'une ou plusieurs clauses de la présente Convention ne pourra entraîner la nullité de l'ensemble de celle-ci.

Les Parties s'efforceront de remplacer la clause nulle par une clause valable et exécutable ayant un effet économique et juridique équivalent.

8.3. Le défaut ou le retard de l'une des Parties à se prévaloir d'un droit découlant de la présente Convention ne peut en aucun cas être considéré comme constituant une renonciation à ce droit, ou à tout autre droit dont elle pourrait se prévaloir en vertu de la présente Convention.

De même, l'exercice partiel d'un droit découlant de la présente Convention n'empêche pas de se prévaloir ultérieurement d'un exercice complémentaire de ce droit, ou de l'exercice de tout autre droit en vertu de la présente Convention.

Toute renonciation devra être écrite et signée par la Partie ayant renoncé à son droit ou par ses représentants dûment mandatés.

#### **ARTICLE 9. ENTRÉE EN VIGUEUR ET TERME DE LA CONVENTION**

La présente Convention entre en vigueur à compter de sa date de signature par les Parties.

La Convention prend fin si les Parties conviennent de mettre fin à la Convention de commun accord et moyennant les modalités convenues entre elles.

La présente Convention est conclue le ....., en autant d'originaux que de Parties ayant un intérêt distinct, étant un original pour la Commune d'Etterbeek, un original pour la STIB, chacune des Parties reconnaissant avoir reçu l'original qui lui revient.

La Commune d'Etterbeek,

Par ordonnance,  
La Secrétaire communale,                      Le Bourgmestre,

Annick PETIT      Vincent DE WOLF

La Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles (STIB),

Brieuc de Meeûs

Administrateur directeur général

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Votes sur l'amendement : à l'unanimité.  
Votes sur le texte amendé : à l'unanimité.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

#### **MIVB-werkzaamheden op de Exobois-site - Schikkingsovereenkomst.**

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikels 117, 133 en 135 §2;

overwegende dat de MIVB vaak onderhoudswerken aan haar metronet uitvoert; dat om het materiaal dat nodig is voor de goede uitvoering van die werken aan te voeren of af te voeren, zij slechts over twee toegangen beschikt, waarvan één op de zogenaamde site Exobois gelegen Vier Augustusplein 13 in Etterbeek;

overwegende dat in het kader van de werken die waren gepland in november 2022 onenigheid is ontstaan tussen de MIVB en de gemeente Etterbeek, in het bijzonder met betrekking tot de al dan niet verplichting om een afwijking aan te vragen van de regels betreffende de bouwplaatsuren;

gelet op het besluit van de burgemeester van 09.11.2022 houdende het bevel voor de MIVB om de bouwplaatsuren van de GSV te respecteren en het verbod op werkzaamheden tijdens het weekend en op feestdagen op de site Exobois gelegen Vier Augustusplein 13, in 1040 Etterbeek;

overwegende dat, in een procedure van extreme dringendheid, een beroep tot opschorting van uitvoering van dat besluit werd ingediend door de MIVB bij de Raad van State; dat dat rechtscollege het verzoek heeft verworpen op 10.11.2022;

overwegende dat een beroep tot nietigverklaring werd ingediend op 09.01.2023 door de MIVB bij de Raad van State tegen de beslissing van de burgemeester van 14.10.2022 houdende de weigering van de afwijking aangevraagd door de MIVB om werkzaamheden uit te voeren op 11 en 12.11.2022 op de site Exobois en tegen het bovengenoemde besluit van de burgemeester van 09.11.2022;

overwegende dat de MIVB en de gemeente Etterbeek het belangrijk vinden om een evenwicht te verzekeren tussen de exploitatie van de site Exobois door de MIVB en de impact van deze exploitatie voor de omgeving en een einde willen maken aan dit geschil;

BESLIST om het volgende ontwerp van dadingovereenkomst goed te keuren:

### **DADINGSOVEREENKOMST**

Tussen:

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester, waarvan de kantoren zijn gevestigd in het gemeentehuis in 1040 Etterbeek, Kazernenlaan 31/1;

Hierna “de Gemeente Etterbeek” genoemd,

En:

De Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel (MIVB), vennootschap van publiek recht met maatschappelijke zetel in 1000 Brussel, Koningsstraat 76, inschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen onder het nummer 0247.499.953, vertegenwoordigd voor deze overeenkomst door de heer Briec de Meeûs, bestuurder-directeur-generaal, hierna “de MIVB” genoemd,

Hierna samen de Partijen genoemd en individueel een Partij;

A. In het kader van haar opdracht van openbare dienst voert de MIVB regelmatig onderhouds- en uitbreidingswerken uit op haar metronet.

B. Om het materiaal dat nodig is voor de goede uitvoering van de werkzaamheden aan haar metronet aan te voeren of af te voeren, beschikt de MIVB slechts over twee toegangen, waarvan één op de zogenaamde site Exobois gelegen in 1040 Etterbeek, Vier Augustusplein 13 (de site Exobois).

C. In oktober-november 2022 is een geschil ontstaan dat nog steeds aanhangig is bij de Raad van State (zaak geregistreerd onder nummer G/A 237.652).

D. De Partijen wensen een einde te maken aan dit geschil en overwegende dat het belangrijk is een evenwicht te verzekeren tussen de exploitatie van de site Exobois



door de MIVB en de impact van deze exploitatie voor de omgeving, hebben de Partijen besprekingen gevoerd om tot een compromis te komen, door wederzijdse toegevingen te doen.

E. Het doel van deze Dadingsovereenkomst is bijgevolg om de respectieve verbintenissen van de Partijen te regelen om het gezochte evenwicht te bereiken.

Op basis daarvan zijn de partijen overeengekomen wat volgt:

### **ARTIKEL 1. NIET-TOEPASSING VAN DE PROCEDURE VOOR AFWIJKING VOORZIEN IN ARTIKEL 4 VAN TITEL III VAN DE GEWESTELIJKE STEDENBOUWKUNDIGE VERORDENING**

De afwijkingsprocedure zoals voorzien in artikel 4 van titel III van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening, zoals van kracht op de datum van deze overeenkomst, zal niet worden toegepast door de Gemeente Etterbeek voor werven van de MIVB op het grondgebied van de gemeente waarvan het doel is de installaties en infrastructuren te verbeteren of te herstellen die nodig zijn voor het verkeer van de metro en de tram.

Bijgevolg zal de MIVB ervan afzien een dergelijke afwijking aan te vragen voor deze werven en ziet de gemeente Etterbeek ervan af om deze te eisen.

### **ARTIKEL 2. PREVENTIEVE MAATREGELEN**

2.1. De MIVB stelt alles in het werk om ervoor te zorgen dat de werkzaamheden aan de spoor-, metro- of tramspooren de rust van de buurtbewoners niet verstoren.

2.2 Zodra de MIVB van plan is dergelijke werken uit te voeren, zal zij de Gemeente Etterbeek in kennis stellen van:

- de aard van de geplande werkzaamheden en de kalender voor de uitvoering ervan.
- de maatregelen die zij van plan is te nemen om de hinder tijdens deze werken te beperken, zodat de gemeente eventueel alternatieve technische oplossingen kan voorstellen.

Behalve in geval van naar behoren gemotiveerde uitzonderingen, vindt deze kennisgeving uiterlijk twintig (20) werkdagen (dat wil zeggen met uitsluiting van zaterdag, zondagen en feestdagen) voor de aanvang van de geplande werken plaats.

Deze kennisgeving gebeurt in overeenstemming met artikel 5.

2.3. Als de gemeente Etterbeek alternatieve technische oplossingen voorstelt, zal de MIVB binnen twee (2) werkdagen na ontvangst van deze voorstellen met deze voorstellen instemmen of verzoeken om een technische vergadering tussen de partijen om een oplossing te vinden in het belang van de partijen en de buurtbewoners.

### **ARTIKEL 3. INTREKKING VAN DE HANDELINGEN IE HET VOORWERP UITMAKEN VAN HET BEROEP BIJ DE RAAD VAN STATE**

De Gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe de handelingen die het voorwerp uitmaken van het beroep bij de Raad van State in het kader van zaak G/A 237.652 in te trekken binnen dertig (30) kalenderdagen vanaf de datum van ondertekening van deze Overeenkomst.

Het gaat meer bepaald om de volgende handelingen:

- het besluit van de Burgemeester van de gemeente Etterbeek van 9 november 2022 houdende het verbod voor de MIVB om werkzaamheden uit te voeren tijdens het weekend en op feestdagen op de site Exobois, en
- de beslissing van de Burgemeester van de Gemeente Etterbeek van 14 oktober 2022 houdende de weigering van de afwijking aangevraagd door de MIVB om werkzaamheden uit te voeren op 11 en 12 november 2022 op de site Exobois.

Als gevolg van deze intrekking zal de MIVB afzien van de kosten van het beroep tot nietigverklaring.

#### **ARTIKEL 4. AFSTAND VAN BEROEP**

De Partijen komen overeen dat zij afzien van het recht om voor de bevoegde rechtbanken en autoriteiten een vervolging, bezwaar, handeling, beroep of procedure in te stellen tegen deze Overeenkomst en zolang deze Overeenkomst tussen de Partijen van kracht is.

In het bijzonder verbindt de MIVB zich ertoe geen enkel beroep tot schadevergoeding en interesten in te stellen met betrekking tot de in artikel 3 bedoelde handelingen.

#### **ARTIKEL 5. KENNISGEVINGEN**

Alle berichten, kennisgevingen en mededelingen met betrekking tot deze Overeenkomst gebeuren per e-mail, bevestigd door een ontvangstbevestiging van de geadresseerde, op de hieronder vermelde adressen of op enig ander adres dat overeenkomstig dit artikel is meegedeeld:

- Voor de gemeente Etterbeek:

Contactpersoon: Dienst Leefmilieu (Tel. 02/627.27.77 en 02/627.27.78)  
E-mail: leefmilieu@etterbeek.brussels

- Voor de MIVB:

Contactpersoon: [NAAM, VOORNAAM]  
E-mailadres: [E-MAILADRES]

#### **ARTIKEL 6. OPLOSSING VAN GESCHILLEN**

In geval van een geschil zullen de Partijen zich inspannen om het geschil in der minne te regelen.

Als binnen één (1) maand geen akkoord wordt bereikt, staat het elke Partij vrij het geschil voor te leggen aan de bevoegde rechtbanken.

#### **ARTIKEL 7. TOEPASSELIJK RECHT EN BEVOEGDE RECHTBANK**

De Overeenkomst wordt uitsluitend geregeld en geïnterpreteerd volgens het Belgisch recht.

In geval van blijvende onenigheid tussen de Partijen wordt het geschil onderworpen aan de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel, zetelend in het Frans, die exclusief bevoegd zijn voor elk geschil in verband met de interpretatie of de uitvoering van deze Overeenkomst.

## **ARTIKEL 8. DIVERSE BEPALINGEN**

8.1. Elke wijziging van deze Overeenkomst moet het voorwerp uitmaken van een door beide Partijen ondertekend aanhangsel.

8.2. De nietigheid van een of meerdere bepaling van deze Overeenkomst kan niet de nietigheid van de gehele Overeenkomst tot gevolg hebben.

De Partijen streven ernaar de nietige bepaling te vervangen door een geldige en uitvoerbare bepaling met een gelijkwaardig economisch of juridisch effect.

8.3. Het verzuim of de vertraging waarmee een Partij een recht dat voortvloeit uit deze Overeenkomst uitoefent, wordt niet beschouwd als afstand van dat recht of van enig ander recht dat zij op grond van deze Overeenkomst kan uitoefenen.

Evenzo sluit de gedeeltelijke uitoefening van een recht op grond van deze Overeenkomst de latere uitoefening van een aanvullend recht of de uitoefening van enig ander recht op grond van deze Overeenkomst niet uit.

Elke afstand wordt schriftelijk gedaan en ondertekend door de Partij die afstand doet van haar recht of door haar naar behoren gemachtigde vertegenwoordigers.

## **ARTIKEL 9. INWERKINGTREDING EN EINDE VAN DE OVEREENKOMST**

Deze Overeenkomst treedt in werking op de datum van ondertekening door de Partijen.

De Overeenkomst eindigt als de Partijen beslissen een einde te maken aan de Overeenkomst in onderling overleg en volgens de bepalingen die zij overeenkomen.

Deze Overeenkomst wordt gesloten op ..., in evenveel originele exemplaren als er Partijen met een afzonderlijk belang zijn, namelijk een origineel voor de gemeente Etterbeek, een origineel voor de MIVB, waarbij de Partijen erkennen het origineel exemplaar te hebben ontvangen dat hen toekomt.

De gemeente Etterbeek,

In opdracht:

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

Annick PETIT    Vincent DE WOLF

De Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer van Brussel (MIVB),

Briec de Meeûs

Bestuurder-directeur-generaal

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Stemmen op het amendement : unaniem.

Stemmen op de geamendeerde tekst : unaniem.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

## **AMENDEMENT :**

**ARTICLE 1er. NON-APPLICATION DE LA PROCÉDURE DE DÉROGATION PRÉVUE À L'ARTICLE 4 DU TITRE III DU RÈGLEMENT RÉGIONAL D'URBANISME**

*La procédure de dérogation prévue à l'article 4 du Titre III du Règlement Régional d'Urbanisme, telle qu'en vigueur au jour de la présente, ne sera pas appliquée par la Commune d'Etterbeek pour les chantiers de la STIB sur des voies de chemin de fer ou de métro ou de tram se situant sur le territoire communal et ayant pour objet d'améliorer ou de réparer les installations et infrastructures nécessaires à la circulation du métro ou du tram.*

*Par conséquent, pour ces chantiers, la STIB s'abstiendra de demander ladite dérogation et la Commune d'Etterbeek renoncera à exiger cette dernière.*

Par ailleurs, il conviendrait de rajouter, à l'article 5, les coordonnées du service Travaux publics :

Services de contact : Service Environnement (Tél. 02/627.27.77 et 02/627.27.78)

Adresse email : [environnement@etterbeek.brussels](mailto:environnement@etterbeek.brussels)

Service Travaux publics

Adresse email : [travauxpublics@etterbeek.brussels](mailto:travauxpublics@etterbeek.brussels)

*Madame Mandaila :*

Vous vous souviendrez que j'avais fait une interpellation par rapport à ça et je voudrais juste ici saluer le dialogue qui a été entamé avec la STIB pour trouver un équilibre entre les travaux et la quiétude des citoyens. Donc voilà, le groupe défi saluait.

*Madame Duvosquel :*

Je me permets de prendre la parole en tant que riveraine parce que j'habite rue Aviateur Thieffry et je voulais simplement mentionner que lors des travaux du long week-end de Pâques, je n'ai vraiment rien entendu, donc ça a été bien respecté, semble-t-il, parce que je suis vraiment juste à côté et les travaux n'ont absolument pas, en tout cas, de ma perspective, apporter de nuisance.

*Monsieur le Président :*

Il avait été convenu que le bourgmestre donne un point d'information sur le point qui concerne la Convention transactionnelle Exobois.

*Monsieur le Bourgmestre :*

C'est plus qu'un point d'information, je veux dire, puisque d'aucun avait cru utile dans la presse, dans les réseaux sociaux ou par des mails, de mettre en cause mon honneur en disant qu'un caprice m'avait conduit à faire courir un risque à cette commune de devoir payer 400 000 € d'argent public.

Je pense que la vérité a ses droits, donc je remercie la conseillère communale d'avoir confirmé qu'elle n'avait rien vu ni entendu, mais c'est pas le fruit du hasard. Évidemment, on ne parle pas du fruit du hasard si pendant 30 ans la STIB a demandé une dérogation pour faire des travaux extrêmement bruyants, extrêmement nuisibles pour les riverains, avec usinage des voies, accès par des machines automotrices, etcetera et puis a subitement décidé de ne plus demander de dérogation, alors que nous avons convenu que le transfilage du ballast ne se ferait plus au prix de

versements avec poussière et bruit intolérable pour les riverains et que ça n'avait pas été respecté. Il était logique que je refuse la dérogation suivante.

Il était logique aussi que je prenne un arrêté qui, par la suite, a été entériné par le collège unanimement, disant que les travaux prévus à l'époque étaient interdits.

Ce que personne ne savait, ni eux, ni nous, c'est qu'en fait les promesses faites par la STIB n'avaient pas été respectées, non pas par la STIB mais par ses sous-traitants. Ce que les riverains m'avaient communiqué avec vidéo à l'appui était donc bien exact. Contrairement aux engagements qui avaient été pris et souscrits, les riverains ont dû subir durant la nuit à plusieurs reprises des immenses camions qui versaient des tonnes et des tonnes de ballast à proximité, alors qu'on avait prévu de le mettre dans des Big bag, ce sont ces sacs de ciments sacs, avec des engins non plus à chenilles mais à roues thématiques qui pouvaient alors déposer et transfiler sans faire de bruit. C'est ce qui n'a pas été respecté par la STIB à cause de ces sous-traitants, il est vrai, mais ils sont responsables de leurs sous-traitants et donc l'attitude que j'avais prise était totalement justifiée et les attaques dont j'ai été l'objet était totalement indignes.

Et vous devez savoir que je dispose d'un courrier du patron de la STIB qui me l'a écrit en disant qu'une solution devait être trouvée. Nous nous sommes vus dans cette salle-ci et nous avons, dans un très bon esprit, négocié une convention de transaction qui donc abouti à la décision d'aujourd'hui, qu'effectivement durant le week-end de Pâques, parce qu'on s'est vu avant, parce qu'on est tombé d'accord, parce qu'ils ont pris l'engagement d'aller vérifier sur place, vous n'avez eu aucun ennui, mais ce n'est pas tombé du hasard comme ça.

C'est le fruit d'un travail et d'une vocation qui est la mienne et je termine en disant qu'à l'article 4, pour les esprits chagrins, il est écrit clairement que la STIB s'engage plus particulièrement à n'exercer aucun recours visant à obtenir tout dommage et intérêt par rapport aux actes de l'article 3. Les actes de l'article 3, c'est les arrêtés que j'avais pris.

Monsieur le Président :

On peut passer au vote, d'abord au vote de l'amendement tel qu'il vous a été proposé par écrit cet après-midi et le second vote sur le texte du règlement lui-même.

Je vois qu'il y a une unanimité du Conseil, merci beaucoup.

**AMENDEMENT :**

***ARTIKEL 1. NIET-TOEPASSINGVAN DE PROCEDURE VOOR AFWIJKING  
VOORZIEN IN ARTIKEL 4 VAN TITEL III VAN DE GEWESTELIJKE  
STEDENBOUWKUNDIGE VERORDENING***

*De afwijkingsprocedure zoals voorzien in artikel 4 van titel III van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening, zoals van kracht op de datum van deze overeenkomst, zal niet worden toegepast door de Gemeente Etterbeek voor werven van de MIVB aan de spoort-, metro- of tramsporen op het grondgebied van de gemeente waarvan het doel is de installaties en infrastructuur te verbeteren of te herstellen die nodig zijn voor het verkeer van de metro en de tram.*

*Bijgevolg zal de MIVB ervan afzien een dergelijke afwijking aan te vragen voor deze werven en ziet de gemeente Etterbeek ervan af om deze te eisen.*

Bovendien moeten in artikel 5 de gegevens van de dienst Openbare Werken worden toegevoegd:

Contactpersoon: Dienst Leefmilieu (Tel. 02/627.27.77 en 02/627.27.78)

E-mail: [leefmilieu@etterbeek.brussels](mailto:leefmilieu@etterbeek.brussels)

Dienst Openbare Werken

E-mail: [openbarewerken@etterbeek.brussels](mailto:openbarewerken@etterbeek.brussels)

*Mevrouw Mandaila:*

U zult zich herinneren dat ik hierover geïnterpelleerd heb en ik wil hier graag mijn waardering uitspreken voor de dialoog die met de MIVB op gang is gebracht om een evenwicht te vinden tussen de werkzaamheden en de rust van de burgers. Dus voilà, de fractie DéFI apprecieert dit.

*Mevrouw Duvosquel:*

Ik neem het woord als buurtbewoner omdat ik in de Vlieger Thieffrystraat woon en ik wil alleen maar zeggen dat ik tijdens de werkzaamheden tijdens het lange paasweekend echt niets heb gehoord, dus het werd goed gerespecteerd, zo lijkt het, want ik zit er echt vlak naast en de werkzaamheden hebben absoluut geen overlast veroorzaakt, althans niet vanuit mijn perspectief.

*Mijnheer de voorzitter:*

Er was afgesproken dat de burgemeester informatie zou geven bij de dadingsovereenkomst voor Exobois.

*Mijnheer de burgemeester:*

Het is meer dan informatie, ik bedoel, omdat sommige mensen het nuttig hadden gevonden in de pers, op sociale media of via e-mails, om mijn eer in twijfel te trekken door te zeggen dat een bevestiging mij ertoe had gebracht deze gemeente in gevaar te brengen om 400.000 euro aan overheidsgeld te moeten betalen.

Ik denk dat de waarheid haar rechten heeft, dus ik wil het gemeenteraadslid bedanken voor de bevestiging dat ze niets had gezien of gehoord, maar dat was geen toeval. Het is natuurlijk ook geen toeval dat de MIVB 30 jaar lang een afwijking heeft aangevraagd om werkzaamheden uit te voeren die extreem lawaaierig waren, extreem veel overlast veroorzaakten voor de buurtbewoners, met spoorbewerkingen, toegang door zelfrijdende machines, enzovoort, en toen plotseling besliste om geen afwijking aan te vragen, hoewel we hadden afgesproken dat het overbrengen van ballast niet meer zou gebeuren met stortingen met stof en ondraaglijk veel lawaai voor de omwonenden, en dat dit niet was gerespecteerd. Het was logisch dat ik de volgende afwijking zou weigeren.

Het was ook logisch dat ik een besluit uitvaardigde, dat vervolgens unaniem door het college werd goedgekeurd, waarin stond dat de toen geplande werkzaamheden verboden waren.

Wat niemand wist, zij niet en wij niet, was dat de beloften van de MIVB niet werden nagekomen, niet door de MIVB maar door haar onderaannemers. Dus wat de buurtbewoners me hadden verteld, met een video als bewijs, was inderdaad waar. In tegenstelling tot de aangegane en onderschreven verbintenissen, moesten de buurtbewoners 's nachts meermaals dulden dat enorme vrachtwagens tonnen en tonnen ballast in de buurt uitstortten, ook al was het de bedoeling geweest om dit in big bags te doen, dat zijn zakken met cement, niet met machines met rupsbanden maar met machines op wielen, die dan konden storten en overbrengen zonder lawaai te maken. Het is waar dat de MIVB dit niet respecteerde vanwege de onderaannemers,

maar zij is verantwoordelijk voor haar onderaannemers, dus de houding die ik aannam was volledig gerechtvaardigd en de aanvallen op mij waren totaal onwaardig.

En u moet weten dat ik een brief heb van het hoofd van de MIVB die me schreef dat er een oplossing moest worden gevonden. We zijn in deze zaal bijeengekomen en hebben in een zeer goede sfeer onderhandeld over een dadingsovereenkomst, die heeft geleid tot de beslissing van vandaag, dat u in feite tijdens het paasweekend, omdat we elkaar van tevoren hadden ontmoet, omdat we het eens waren geworden, omdat ze hadden toegezegd ter plaatse te gaan controleren, geen problemen hebt gehad, maar dat is niet zomaar gebeurd.

Het is het resultaat van hard werk en een eigen roeping, en ik sluit af met te zeggen dat in artikel 4, voor degenen onder u die een beetje ongelukkig zijn, duidelijk staat dat de MIVB zich er meer specifiek toe verbindt om geen beroep uit te oefenen om enige schadevergoeding of interesten te verkrijgen met betrekking tot de handelingen van artikel 3. De handelingen in artikel 3 zijn de besluiten die ik heb uitgevaardigd.

Mijnheer de voorzitter:

We kunnen overgaan tot de stemming, in de eerste plaats over het amendement zoals u dat vanmiddag schriftelijk is voorgesteld en in de tweede plaats over de tekst van het reglement zelf.

Ik zie dat de raad unaniem is, hartelijk dank.

---

## Affaires générales - Algemene Zaken

22.05.2023/A/0008 **Correspondance - Délégation de signature à des fonctionnaires – Modification du Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal.**

Le Conseil communal,

Vu article 109 § 2 de la Nouvelle loi communale, qui prévoit que « *Le conseil communal peut déléguer, par écrit, la signature de certaines correspondances au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaires proposés par celui-ci. Dans ce cas, la décision du conseil doit déterminer de manière très précise les matières et les types de courriers pour lesquels une délégation de signature est donnée, ainsi que les personnes autorisées à signer ces documents.* » ;

Vu l'article 91, 8° de la nouvelle loi communale qui prévoit que « (...) *le conseil communal adopte un règlement d'ordre intérieur dans lequel (...) sont reprises des mesures complémentaires relatives au fonctionnement du conseil, dont au moins des dispositions concernant (...) les modalités selon lesquelles et la personne par qui sont signées les pièces visées à l'article 109* »;

Considérant qu'il convient donc d'adapter le Règlement d'ordre intérieur du Conseil en ce sens ;

DECIDE de modifier le Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal en ajoutant, à la suite des dispositions actuelles, un nouveau chapitre VI intitulé « Dispositions diverses » et contenant les articles 63 et 64 suivants :

## Chapitre VI – Dispositions diverses

### Article 63.

Le Conseil peut, en application de l'article 109 §2 de la Nouvelle loi communale, déléguer la signature de certaines correspondances à un ou plusieurs agents de l'administration. Dans ce cas, la liste des personnes ayant une délégation de signature et la portée de celle-ci est reprise dans l'annexe 1 du présent règlement.

### Article 64.

L'agent communal titulaire d'une délégation de signature est habilité à signer tous les documents couverts par la délégation. Aucune modalité spécifique autre que les dispositions de la Nouvelle loi communale et tout autre texte réglementaire n'est fixée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Briefwisseling - Delegatie van handtekening aan ambtenaren - Wijziging van het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad.**

De gemeenteraad,

gelet op artikel 109 §2 van de Nieuwe Gemeentewet dat het volgende bepaalt: “*De gemeenteraad kan bepalen dat bepaalde briefwisseling, waarbij één handtekening volstaat, schriftelijk wordt gedelegeerd aan de gemeentesecretaris of één of meer door hem aangewezen ambtenaren. In dit geval dient de beslissing van de raad op zeer nauwkeurige wijze de materie en de soort briefwisseling te bepalen waarvoor een delegatie van handtekening wordt gegeven, alsook door wie deze documenten mogen worden ondertekend.*”

gelet op artikel 91, 8° van de Nieuwe Gemeentewet dat het volgende bepaalt: “*De gemeenteraad neemt (...) een huishoudelijk reglement aan waarin (...) aanvullende maatregelen worden opgenomen in verband met de werking van de raad en waarin minstens bepalingen worden opgenomen over (...) de wijze waarop en de persoon door wie de stukken, vermeld in artikel 109, worden ondertekend*”;

overwegende dat het bijgevolg is aangewezen om het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad in die zin te wijzigen;

BESLIST om het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad te wijzigen door, na de huidige bepalingen, een nieuw hoofdstuk VI toe te voegen met de titel “Diverse bepalingen” dat de volgende artikels 63 en 64 bevat:

### Hoofdstuk VI – Diverse bepalingen

#### Artikel 63.

De raad kan, in toepassing van artikel 109 §2 van de Nieuwe Gemeentewet, de ondertekening van bepaalde briefwisseling delegeren aan of één of meer ambtenaren. In dat geval zal de lijst van personen met een delegatie voor ondertekening en de draagwijdte daarvan worden opgenomen in bijlage 1 van dit reglement.

#### Artikel 64.



De gemeenteambtenaar die een delegatie voor handtekening heeft is bevoegd om alle documenten te ondertekenen die onder zijn delegatie vallen. Er worden geen andere specifieke bepalingen vastgelegd dan de bepalingen van de Nieuwe Gemeentewet en elke andere regelgevende tekst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

22.05.2023/A/0009 **Correspondance - Délégation de signature à des fonctionnaires – Urbanisme et Environnement - Désignation.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale, plus particulièrement son article 109 § 2 qui prévoit que « *Le conseil communal peut déléguer, par écrit, la signature de certaines correspondances au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaires proposés par celui-ci. Dans ce cas, la décision du conseil doit déterminer de manière très précise les matières et les types de courriers pour lesquels une délégation de signature est donnée, ainsi que les personnes autorisées à signer ces documents.* » ;

Vu les l'article 91, 8° de la nouvelle loi communale qui prévoit qu' « *en début de législature, le conseil communal adopte un règlement d'ordre intérieur dans lequel (...) sont reprises des mesures complémentaires relatives au fonctionnement du conseil, dont au moins des dispositions concernant (...) les modalités selon lesquelles et la personne par qui sont signées les pièces visées à l'article 109* » ;

Vu la délibération de ce jour par laquelle le Conseil communal a approuvé l'ajout, dans son règlement d'ordre intérieur, des article 63 et 64 relatifs aux délégations de signatures en faveur des agents communaux désignés par la secrétaire communale ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (COBAT) ;

Vu l'Ordonnance relative aux permis d'environnement (OPE) ;

Considérant que la Commune reçoit de nombreuses demandes de permis d'urbanisme et d'environnement et qu'une partie de ces demandes est incomplète ; que dans ce cas, le demandeur est averti par la Commune que son dossier est incomplet et peut le compléter ;

Considérant qu'à la réception de ces demandes de permis, une demande de paiement des frais de dossier est envoyée au demandeur ;

Considérant que lorsque le dossier est complet, le demandeur en est également averti par la Commune ; que la date d'envoi de ce document est la date de début d'instruction du dossier de demande de permis ;

Considérant que, dans le but d'accélérer les délais de traitement des demandes et de minimiser l'impact sur le délai de traitement global du dossier pour les demandeurs de **permis d'urbanisme et d'environnement**, une délégation à un ou plusieurs fonctionnaires du service de l'Aménagement du Territoire est opportune pour les

correspondances suivantes :

- avis de réception de dossiers incomplets suite aux demandes initiales, suite aux compléments ainsi que suite aux demandes de plans modificatifs ;
- demandes de paiement des frais de dossier ;
- avis de réception de dossiers complets suite aux demandes initiales, suite aux compléments ainsi que suite aux demandes de plans modificatifs ;

Considérant que les fonctionnaires proposées par la Secrétaire communale pour la signature de ces courriers sont la Responsable du service de l'Aménagement du Territoire et deux de ses adjointes ;

Considérant que cette délégation vaut jusqu' à la fin de la présente législature et sera annexée au Règlement d'ordre intérieur ;

DÉCIDE:

1. de déléguer, en application de l'article 109 § 2 de la Nouvelle loi communale, à Mme Alice d'Andrimont, Responsable du service de l'Aménagement du Territoire, Mme Astrid Lassoie, Inspectrice principale, et Mme Pascale Denruyter, Inspecteur en Environnement, la signature des correspondances dans la matière de l'Urbanisme et de l'Environnement, relatives aux trois types de courriers suivants :

- avis de réception de dossiers incomplets suite aux demandes initiales, suite aux compléments ainsi que suite aux demandes de plans modificatifs ;
- demandes de paiement des frais de dossier ;
- avis de réception de dossiers complets suite aux demandes initiales, suite aux compléments ainsi que suite aux demandes de plans modificatifs ;

2. d'annexer les délégations octroyées au Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, comme indiqué à l'article 63 dudit Règlement .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Briefwisseling - Delegatie van handtekening aan ambtenaren - Ruimtelijke Ordening en Leefmilieu - Aanwijzing.**

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, meer in het bijzonder artikel 109 §2 dat het volgende bepaalt: *“De gemeenteraad kan bepalen dat bepaalde briefwisseling, waarbij één handtekening volstaat, schriftelijk wordt gedelegeerd aan de gemeentesecretaris of één of meer door hem aangewezen ambtenaren. In dit geval dient de beslissing van de raad op zeer nauwkeurige wijze de materie en de soort briefwisseling te bepalen waarvoor een delegatie van handtekening wordt gegeven, alsook door wie deze documenten mogen worden ondertekend.”*

gelet op artikel 91, 8° van de Nieuwe Gemeentewet dat het volgende bepaalt: *“De gemeenteraad neemt bij de aanvang van de zittingsperiode een huishoudelijk reglement aan waarin (...) aanvullende maatregelen worden opgenomen in verband met de werking van de raad en waarin minstens bepalingen worden opgenomen over*

*(...) de wijze waarop en de persoon door wie de stukken, vermeld in artikel 109, worden ondertekend”;*

gelet op de beraadslaging van vandaag waarbij de gemeenteraad de toevoeging in zijn huishoudelijk reglement heeft goedgekeurd van de artikels 63 en 64 betreffende de delegatie van handtekeningen aan de door de gemeentesecretaris aangewezen gemeenteamttenaren;

gelet op het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening (BWRO);

gelet op de ordonnantie betreffende de milieuvergunningen;

overwegende dat de gemeente heel veel aanvragen voor stedenbouwkundige en milieuvergunningen ontvangt en dat een deel van die aanvragen onvolledig is; dat in dat geval de gemeente de aanvrager op de hoogte brengt dat zijn dossier onvolledig is en dat hij het kan aanvullen;

overwegende dat bij ontvangst van die vergunningsaanvragen een aanvraag tot betaling van de dossierkosten naar de aanvrager wordt gestuurd;

overwegende dat wanneer het dossier volledig is, de gemeente de aanvrager daarvan ook op de hoogte brengt; dat de datum van verzending van dat document de startdatum is van het onderzoek van het vergunningsaanvraagdossier;

overwegende dat, om de behandeling van de aanvragen te versnellen en de impact op de globale behandelingstijd van het dossier voor de aanvragers van **stedenbouwkundige en milieuvergunningen** te minimaliseren, een delegatie aan één of meerdere ambtenaren van de dienst Ruimtelijke Ordening opportuun is voor de volgende briefwisseling:

- berichten van ontvangst van onvolledige dossiers na initiële aanvragen, na aanvullingen en na aanvragen tot wijziging van plannen;
- verzoeken tot betaling van de dossierkosten;
- berichten van ontvangst van volledige dossiers na initiële aanvragen, na aanvullingen en na aanvragen tot wijziging van plannen;

overwegende dat de ambtenaren die worden voorgesteld door de gemeentesecretaris voor de ondertekening van deze brieven de verantwoordelijke van de dienst Ruimtelijke Ordening en haar twee adjuncten zijn;

overwegende dat deze delegatie geldt tot het einde van deze zittingsperiode en wordt bijgevoegd bij het huishoudelijk reglement;

BESLIST:

1. om in toepassing van artikel 109 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet, aan mevrouw Alice d'Andrimont, verantwoordelijke van de dienst Ruimtelijke Ordening, mevrouw Astrid Lassoie, hoofdinspecteur, en mevrouw Pascale Denruyter, milieu-inspecteur, de ondertekening te delegeren van de briefwisseling op het gebied van Ruimtelijke Ordening en Leefmilieu, met betrekking tot de volgende drie soorten briefwisseling:

- berichten van ontvangst van onvolledige dossiers na initiële aanvragen, na aanvullingen en na aanvragen tot wijziging van plannen;
- verzoeken tot betaling van de dossierkosten;

- berichten van ontvangst van volledige dossiers na initiële aanvragen, na aanvullingen en na aanvragen tot wijziging van plannen;

2. de toegekende delegaties bij te voegen bij het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad zoals vermeld in artikel 63 van dit reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

22.05.2023/A/0010 **Approbation de la convention d'adhésion pour les villes et communes à l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles**

Le Conseil communal,

Considérant que la commune d'Etterbeek a déjà été partenaire de l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles, par le passé ;

Considérant que par cette adhésion, Etterbeek devient « Ambassadeur du Fair Play » ;

Considérant que les actions et outils du Panathon se déclinent sous trois axes principaux, en plus de leurs actions structurelles :

- Sportif
  - • Concours / réalisation de banderoles pour que chaque club crée son propre tifo,
  - • Passage du relais de club en club,
  - • Habillage des infrastructures / inauguration d'un lieu,
  - • Défilé des clubs,
  - • Remise d'un prix du Fair Play lors des mérites sportifs,
  - • Présence d'une personnalité / ambassadeur lors d'une conférence ;
- Éducatif
  - • Matinée « sportez-vous bien »,
  - • Inauguration de « cours de récré du Fair Play » dans chaque école,
  - • Ciné Fair-Play,
  - • Animation Fair-Play lors des journées blanches ;
- citoyen
  - • l'exposition photo « l'Esprit du Sport »,
  - • inauguration d'un lieu du fair-play ;
- actions structurelles
  - • concours d'arts graphiques
  - • journées du Fair-Play
  - • les 1.000 km du Fair-Play

Considérant que la convention d'adhésion porte sur 3 ans et a un coût annuel de 1.019 € ;

Considérant que pour l'année 2023, l'adhésion sera à imputer à l'article budgétaire de de la culture 762/124-48 ;

Considérant que pour 2024 et 2025, la participation financière de l'adhésion sera répartie entre les trois services : sport, enseignement et culture pour une répartition équitable, soit 340 € maximum par service ;

Décide

1. De valider de la convention d'adhésion pour les villes et communes à l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles tel que défini ci-dessous.
2. De valider la répartition du budget alloué à cette convention.

### **Convention d'adhésion pour les villes et communes**

**A l'asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles**

#### **COORDONNEES**

Dénomination de votre ville/ commune :

Adresse :

Nom et Prénom de la personne de contact:

Fonction dans l'entité :

Numéro de téléphone / GSM :

Adresse mail :

Coordonnées complètes de facturation :

**Ma ville/ commune s'engage à régler la cotisation annuelle de soutien et ce, dès réception de la déclaration de créance (envoyée à la date anniversaire de la signature de la convention), en mentionnant en communication « cotisation Panathlon + année + Dénomination de l'entité ».**

• Le montant de la cotisation d'adhésion est déterminé de la façon suivante :

- • 421 € pour les Villes et Communes comptant moins de 20.000 habitants,
- • 0,021 € / habitant pour les Villes et Communes comptant entre 20.001 et 50.000 habitants (1.000€ au max),
- • 0,016 € / habitant + 250€ pour les Villes et Communes comptant entre 50.001 et 100.000 habitants (1.750 € au max),
- • 1.890€ pour les Villes et Communes comptant plus de 100.000 habitants

**(Ce montant sera indexé à chaque renouvellement de convention)**

DATE

:

SIGNATURE :

Merci de renvoyer ce coupon dûment complété à Kathleen Monseu ([kathleen@panathlon.be](mailto:kathleen@panathlon.be))

*Asbl Panathlon Wallonie-Bruxelles*  
*5, avenue du Col Vert*  
*1170 Bruxelles – Belgique*  
*Tel : 02/423.51.74*  
[info@panathlon.be](mailto:info@panathlon.be)  
[www.panathlon.be](http://www.panathlon.be)

Par cette adhésion, votre entité marque son soutien moral au Panathlon et devient « Ambassadeur du Fair Play ». Et rejoint de fait le réseau des membres du Panathlon dynamisé par l'engagement de chacun pour la promotion et la diffusion des valeurs du Sport Fair Play.

### **CETTE ADHESION VOUS DONNE DROIT A :**

- • 2 banderoles en feutrine « Le Fair Play est un Sport » ;
- • 1 témoin « Relais du Panathlon » ;
- • l'ensemble des outils informatiques créés par le Panathlon (chartes, affiches, cahiers éducatifs, Mémoire, Déclaration, etc) ;
- • un accompagnement dans la mise en œuvre d'actions de promotion du fair-play ;
- • des invitations pour les grands événements Panathlon (dont la grande soirée de remise des Panathlon Fair Play Awards) ;
- • 1 voix à l'Assemblée générale annuelle ;
- • la présence d'un représentant du Panathlon (en fonction des possibilités d'agenda) lors de vos événements (cérémonies de remise de prix, célébrations, par ex) ;
- • la diffusion de vos informations relatives au Sport fair-play au sein du réseau Panathlon ;
- • des informations concernant les activités de l'association, et de ce réseau.

### **VOTRE ENGAGEMENT AU SEIN DE CE RESEAU SE BASE SUR :**

- • **La mise en œuvre d'un programme triennal défini avec le Panathlon lors d'une rencontre de travail**, et intégrant :
  - •
    - La réalisation d'actions de promotion du fair-play
      - Sur base de votre programme : dans ce cas, le Panathlon peut y apporter un complément sur base de son expertise
      - Sur base des actions et outils Panathlon proposés gratuitement ou à prix coûtant (cfr liste ci-dessous)
  - •
    - La mise en valeur et la communication de ce partenariat avec le Panathlon

- Par le biais de vos outils d'information et de communication
- Par la diffusion de ce partenariat dans votre propre réseau

Toute l'équipe du Panathlon Wallonie-Bruxelles se tient bien entendu à votre entière disposition.

**Cette convention est signée pour une période minimum de 3 ans courant à partir de la date de la signature. Au-delà de cette période, l'engagement de votre institution sera renouvelé tacitement chaque année. L'arrêt de l'adhésion devra être notifié par l'envoi d'un recommandé, endéans le premier semestre de l'année en cours, à l'adresse 5, avenue du Col Vert à 1170 Bruxelles.**

## ACTIONS ET OUTILS PANATHLON

### Axe Sport

- Concours/ réalisation de banderoles pour que chaque club crée son propre tifo

*Pour inciter tous les acteurs d'un club à développer un esprit plus positif encore*

- Sans frais pour votre entité
- Chaque club se charge de produire sa banderole

- Passage du relais de club en club

*Pour développer une dynamique fair-play entre tous les clubs de l'entité*

- Sans frais pour votre entité
- Le Panathlon vous fournit le relais (comme précisé ci-dessus)

- Habillage des infrastructures/ Inauguration d'un lieu

*Pour inscrire durablement la notion de fair-play dans un lieu sportif*

- A votre charge : les frais de production des 'décorations' souhaitées (banderoles personnalisées, panneaux photos, panneaux textes etc)

- Défilé des clubs

*Pour démontrer la dynamique et le bon esprit de la vie sportive locale*

- Sans frais pour votre entité si chaque club possède déjà son propre drapeau
- A votre charge : les frais de production des drapeaux le cas échéant

- Remise d'un prix du Fair Play lors de vos mérites sportifs

*Pour redonner une valeur au fair-play (au même titre que tout autre résultat sportif)*

- Sans frais pour votre entité
- Le Panathlon vous fournit le relais pour le lauréat du Prix du Fair Play

- Toutes vos candidatures entrent en lice pour les Panathlon Fair Play Awards annuels

- Présence d'une personnalité/ ambassadeur lors d'une de vos conférences

*Pour replacer le fair-play au centre des débats*

- Sans frais pour votre entité

### **Axe Education:**

- Matinée « Sportez-vous bien »

*Pour réintégrer l'éducation au fair-play dans la formation scolaire des jeunes*

- A votre charge : les frais de production de goodies souhaités (badges, bracelets)
- A charge de l'école : la mise à disposition de locaux et la participation du professeur d'EP

- Inauguration de « Cours de récré du Fair-Play » dans chacune des écoles

*Pour inscrire durablement la notion de fair-play dans les infrastructures scolaires*

- A votre charge : les frais de production de la plaque

- Ciné Fair-Play

*Pour sensibiliser les jeunes au fair-play par l'image*

- A votre charge : la mise à disposition d'une salle avec facilités techniques (écran, projecteur, son, micro)
- A votre charge : le transport des enfants aller-retour si le ciné fair-play n'est pas organisé à l'école mais dans une salle extérieure (Centre culturel par exemple).

- Animation Fair-Play lors des Journées blanches

*Pour compléter l'activité ludique/ sportive par une touche fair-play*

- A votre charge : les frais de production de goodies souhaités (badges, bracelets)

### **Axe Citoyenneté**

- L'exposition photo « L'Esprit du Sport »

*Pour habiller temporairement vos espaces par les plus beaux gestes fair-play de l'histoire du sport*

- Pas de droits de photo à votre charge
- A votre charge :



- • le transport, montage, démontage (et éventuellement entreposage) du matériel (sur base d'un cahier des charges)
- • organisation d'un petit vernissage (sur base d'un cahier des charges)

- Inauguration d'un lieu du fair-play

*Pour inscrire durablement la notion de fair-play dans l'espace citoyen*

- A votre charge : les frais de production de la plaque

### **Participation de votre commune aux actions structurelles du Panathlon**

- Le concours d'arts graphiques

*Pour permettre à chacune et chacun de s'exprimer sur la notion de fair-play dans le sport*

- Sans frais pour votre entité

- Les Journées du Fair Play

*Pour rassembler un maximum de citoyens autour du message « Le Fair Play est un Sport »*

- Sans frais pour votre entité

- Les 1.000 kms du Fair Play

*Pour un réel engagement partagé en faveur d'un sport plus fair-play*

- Sans frais pour votre entité

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

### **Goedkeuring van de toetredingsovereenkomst voor steden en gemeenten van de vzw Panathlon Wallonie-Bruxelles**

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeente Etterbeek in het verleden al een partner was van de vzw Panathlon Wallonie-Bruxelles;

overwegende dat Etterbeek met deze toetreding "Fairplayambassadeur" wordt;

overwegende dat de acties en tools van Panathon, naast de structurele acties, in drie hoofdpijlers zijn onderverdeeld:

- Sportief
  - • Wedstrijd / maken van spandoeken zodat elke club haar eigen tifo maakt
  - • Estafette van club tot club

- • Aankleden van infrastructuur / inhuldiging van een plaats
- • Defilé van de clubs
- • Overhandiging van een fairplayprijs bij de sportverdienste
- • Aanwezigheid van een bekend persoon / ambassadeur op een lezing
- Educatief
  - • Voormiddag “Sportez-vous bien”
  - • Inhuldiging van een fairplayspeelplaats in elke school
  - • Fairplaycinema
  - • Fairplayanimatie op vrije dagen
- burger
  - • fototentoonstelling “l'Esprit du Sport”
  - • inhuldiging van een fairplayplaats
- structurele acties
  - • wedstrijd grafische kunst
  - • fairplaydagen
  - • 1.000 km van de fair play

overwegende dat de toetredingsovereenkomst loopt over een periode van 3 jaar en jaarlijks 1.019 euro kost;

overwegende dat de toetreding voor het jaar 2023 zal worden ingeschreven op het begrotingsartikel Cultuur 762/124-48;

overwegende dat de financiële bijdrage voor de toetreding in 2024 en 2025 zal worden verdeeld tussen de drie diensten (Sport, Onderwijs en Cultuur) voor een eerlijke verdeling, namelijk maximaal 340 euro per dienst;

#### BESLIST

1. Om de onderstaande toetredingsovereenkomst voor steden en gemeenten van de vzw Panathlon Wallonie-Bruxelles goed te keuren
2. Om de budgetverdeling voor deze overeenkomst goed te keuren.

#### **Toetredingsovereenkomst voor steden en gemeenten van de vzw Panathlon Wallonie-Bruxelles**

#### **GEGEVENS**

Naam van uw stad/gemeente:

Adres:

Naam en voornaam van de contactpersoon:

Functie:

Telefoonnummer/gsm:

E-mailadres:

Volledige facturatiegegevens:

**Mijn stad/gemeente verbindt zich ertoe de jaarlijkse steunbijdrage te betalen na ontvangst van de schuldvordering (verzonden op de verjaardag van de ondertekening van de overeenkomst), met vermelding in de mededeling**

**“cotisation Panathlon + jaar + naam van de entiteit”.**

- Het bedrag van de toetredingsbijdrage wordt als volgt bepaald:
  - • 421 euro voor steden en gemeenten met minder dan 20.000 inwoners,
  - • 0,021 euro voor steden en gemeenten met 20.001 tot 50.000 inwoners (1.000 euro maximum),
  - • 0,016 euro voor steden en gemeenten met 50.001 tot 100.000 inwoners (1.750 euro maximum),
  - • 1.890 euro voor steden en gemeenten met meer dan 100.000 inwoners

**(Dit bedrag zal bij elke verlenging van de overeenkomst worden geïndexeerd)**

D A T U M :

HANDTEKENING:

Gelieve dit ingevulde formulier terug te sturen naar Kathleen Monseu ([kathleen@panathlon.be](mailto:kathleen@panathlon.be))

*Vzw Panathlon Wallonie-Bruxelles*  
*Groenkraaglaan 5*  
*1170 Brussel - België*  
*Tel: 02/423.51.74*  
[info@panathlon.be](mailto:info@panathlon.be)  
[www.panathlon.be](http://www.panathlon.be)

Met deze toetreding betuigt uw entiteit haar morele steun aan Panathlon en wordt zij “Fairplayambassadeur”. En sluit zij zich aan bij het netwerk van Panathlonleden, waarvan de dynamiek is gebaseerd op ieders inzet voor de promotie en de verspreiding van de fairplaysportwaarden.

**DEZE TOETREDING GEEFT U RECHT OP:**

- • 2 spandoeken van vilt met het opschrift “Le Fair Play est un Sport”;
- • 1 getuigenis “Realis du Panathlon”;
- • alle informaticatool van Panathlon (charter, affiches, leerboekjes, memorandum, verklaring, enz.);
- • begeleiding bij de uitvoering van acties ter bevordering van fair play;
- • uitnodigingen voor grote evenementen van Panathlon (waaronder de uitreiking van de Panathlon Fair Play Awards);
- • 1 stem op de jaarlijkse algemene vergadering;
- • de aanwezigheid van een vertegenwoordiger van Panathlon (in functie van de beschikbaarheden) op uw evenementen (prijsuitreikingen, vieringen, enz.);
- • de verspreiding van uw informatie in verband met fairplaysport binnen het netwerk van Panathlon;
- • informatie over de activiteiten van de vereniging en dit netwerk.

**UW ENGAGEMENT BINNEN DIT NETWERK IS GEBASEERD OP:**

- • **De uitvoering van een driejarenprogramma dat tijdens een werkvergadering met Panathlon is vastgesteld, waaronder:**
  - •
    - De uitvoering van acties ter bevordering van fair play
      - Op basis van uw programma: in dit geval kan Panathlon het aanvullen op basis van haar expertise
      - Op basis van acties en tools van Panathlon die gratis of tegen betaling worden aangeboden (zie onderstaande lijst)
  - •
    - De promotie en communicatie van dit partnerschap met Panathlon
      - Via uw informatie- en communicatiemiddelen
      - Door het verspreiden van dit partnerschap in uw eigen netwerk

Het volledige team van Panathlon Wallonie-Bruxelles staat uiteraard tot uw beschikking.

**Deze overeenkomst wordt afgesloten voor een minimumperiode van 3 jaar vanaf de datum van ondertekening. Na deze periode wordt het engagement van uw instelling elk jaar stilzwijgend verlengd. De opzegging van het lidmaatschap moet binnen de eerste helft van het lopende jaar per aangetekende brief worden meegedeeld aan het adres Groenkraaglaan 5, 1170 Brussel.**

## **ACTIES EN TOOLS VAN PANATHLON**

### **Pijler Sport**

- Wedstrijd / maken van spandoeken zodat elke club haar eigen tifo maakt

*Iedereen in een club aanmoedigen om een nog positievere geest te ontwikkelen*

- Zonder kosten voor uw entiteit
- Elke club is verantwoordelijk voor het maken van zijn eigen spandoek

- Estafette van club tot club

*Om een fairplaydynamiek te ontwikkelen tussen alle clubs van de entiteit*

- Zonder kosten voor uw entiteit
- Panathlon zorgt voor de estafette (zoals hierboven gespecificeerd)

- Aankleden van infrastructuur / inhuldiging van een plaats

*Om de notie van fair play op lange termijn te integreren op een sportlocatie*

- Op uw kosten: de productiekosten van de gewenste “decoratie” (gepersonaliseerde spandoeken, fotopanelen, tekstpanelen enz.)

- Defilé van de clubs

*Om de dynamiek en de goede geest van het lokale sportleven te tonen*

- Zonder kosten voor uw entiteit als elke club al een eigen vlag heeft
- Op uw kosten: de productiekosten van de vlaggen indien nodig
- Overhandiging van een fairplayprijs bij de sportverdienste

*Om een waarde toe te kennen aan fair play (zoals elk ander sportresultaat)*

- Zonder kosten voor uw entiteit
- Panathlon bezorgt u de estafette voor de winnaar van de Fairplayprijs
- Al uw inzendingen komen in aanmerking voor de jaarlijkse Panathlon Fair Play Awards
- Aanwezigheid van een bekend persoon / ambassadeur op een van uw lezingen

*Fair play weer centraal stellen in het debat*

- Zonder kosten voor uw entiteit

### **Pijler Educatief:**

- Voormiddag “Sportez-vous bien”

*De opvoeding tot fair play opnieuw integreren in de schoolopleiding van jongeren*

- Op uw kosten: de productiekosten van de gewenste goodies (badges, polsbandjes).
- Op kosten van de school: de terbeschikkingstelling van lokalen en de deelname van de leraar lichamelijke opvoeding
- Inhoudiging van een fairplayspeelplaats in elke school

*Om de notie van fair play op lange termijn te integreren in de scholen*

- Op uw kosten: de productiekosten van de plaat
- Fairplaycinema

*Om jongeren bewust te maken van fair play via beeld*

- Op uw kosten: terbeschikkingstelling van een zaal met technische voorzieningen (scherm, projector, geluid, microfoon)
- Op uw kosten: vervoer voor de kinderen van en naar de film als de fairplaycinema niet op school maar op een externe locatie (bijvoorbeeld cultureel centrum) wordt georganiseerd.
- Fairplayanimatie op vrije dagen

*Om de ludieke en sportactiviteit aan te vullen met een vleugje fair play*

- Op uw kosten: de productiekosten van de gewenste goodies (badges, polsbandjes).

## **Pijler Burgerschap**

- Fototentoonstelling “l'Esprit du Sport”

*Uw ruimtes tijdelijk aankleden met de mooiste fairplaygebaren uit de geschiedenis van de sport*

- Geen fotorechten op uw kosten
- Op uw kosten:
  - • transport, montage, demontage (en eventueel opslag) van het materiaal (op basis van een bestek)
  - • organisatie van een kleine vernissage (op basis van een bestek)

- Inhuldiging van een fairplayplaats

*Om de notie van fair play op lange termijn te integreren in de openbare ruimte*

- Op uw kosten: de productiekosten van de plaat

## **Deelname van uw gemeente aan de structurele acties van Panathlon**

- Wedstrijd grafische kunst

*Om iedereen de kans te geven om zich te uiten over het begrip “fair play” in de sport*

- Zonder kosten voor uw entiteit

- Fairplaydagen

*Om zoveel mogelijk burgers samen te brengen rond de boodschap “Fair Play is een Sport”*

- Zonder kosten voor uw entiteit

- De 1.000 km van de Fair Play

*Voor een echt gezamenlijk engagement voor sport met meer fair play*

- Zonder kosten voor uw entiteit

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Madame Njomgang :*

Je voulais juste signaler que par cette convention, la commune d’Etterbeek rejoint les autres communes qui sont des communes ambassadrices du fair-play et que c'est très important parce que quand vous avez vu il y a un axe sportif, un axe citoyen et un accès éducatif et que c'est très important pour les communes de pouvoir véhiculer ce message et d'adhérer, avec la fédération Wallonie Bruxelles, à cet esprit de fair-play, qu'on veut diffuser partout, avec renouvellement tous les 3 ans.

On espère que la commune va continuer à renouveler parce que c'est bien que la

commune soit ambassadrice du fair-play.

Comme vous le savez, dans le sport, c'est quelque chose qui est vraiment nécessaire. Il y a beaucoup de discrimination. Il y a beaucoup de comportements qui ne sont pas citoyens et nos jeunes ont besoin d'exemples. Ils ont besoin de modèles et c'est très bien que la commune d'Etterbeek rejoigne les autres communes qui sont déjà ambassadrices.

*Monsieur du Bus :*

Nous souscrivons à 100% à cette initiative très intéressante.

J'ai 2 questions.

La première, c'est de savoir pour quelle raison, c'est dans le budget culture et non pas dans le sport parce que a priori, quand on parle de fair-play sportif, ça nous paraissait logique que ça soit du côté du sport.

Et la 2ème, on devine bien ce qu'il y a derrière le respect, mais il n'y a aucune définition du respect qui est proposée. Il est question, Madame l'Échevine l'a rappelé, de citoyenneté mais si vous faites référence à une définition et dans cette définition l'acceptation des concepts de citoyenneté, des concepts de respect de l'espace public, etcaetera etcaetera.

*Madame Njomgang :*

C'est dans le budget culture parce qu'en fait comme vous avez vu, il y a les 3 axes sportifs, citoyens et le 3ème axe qui est éducatif et il y a les actions dans ces actes-là, qui sont des actions culturelles, des actions sportives, des actions d'éducation.

Si vous lisez bien Monsieur du Bus, vous allez voir qu'il y aura des expositions, il y aura vraiment beaucoup d'activités militantes via la culture, et normalement, on devait se partager en 3 services, ça touchait l'enseignement, ça touchait la culture et le sport.

On devait diviser en 3, mais les autres services n'avaient pas prévu ces sommes -là à leurs budgets, ils étaient un peu serrés. On a décidé qu'on allait alterner. L'année prochaine, c'est un autre service qui va payer. C'est donc comme ça que les 3 services auront payé. Cette fois-ci, on commence par la culture mais ça aurait pu être le sport qui paye tout seul ou l'enseignement, mais normalement c'est divisé en 3.

Alors côté respect, vous savez bien ce qu'on prône autour et dans les stades sportifs. Quand on parle de fair-play, c'est le respect des arbitres, le respect des joueurs entre eux, le respect des parents par rapport au personnel sur place, de tout un chacun l'un par rapport à l'autre. Ne pas avoir des comportements qui sont disgracieux et tout ce qu'on retrouve dans les clubs sportifs. Des mots qui ne vont pas, qui sont déplacés. Je crois que c'est le respect de l'un par rapport à l'autre, tout simplement.

*Monsieur du Bus :*

Il y a une charte ?

*Madame Njomgang :*

Oui, il y a une charte et beaucoup d'autres objets qu'ils appellent actions structurelles. Ce sont des banderoles qu'ils déploient avec des mots comme par exemple le fair-play est un sport. Ils distribuent aussi au niveau des communes, des pins. Ils ont des expositions qui existent déjà, qui peuvent faire, mais ça c'est payant. Ils ont plusieurs outils pour diffuser leurs informations et ici on fait une convention.

Notre Convention veut que nous les aidions à véhiculer cet esprit de fair-play et que toute l'année nous travaillions avec eux sur toutes les actions. D'abord les actions structurelles qui sont déjà, les actions qu'ils font tout le temps et puis les actions que j'ai citées qui peuvent être prises. Ça peut être une exposition, ça peut être une journée sportive, sachant que chaque fois donc c'est assez long, mais globalement c'est ça l'idée.

*Madame Mandaila :*

Je voudrais saluer aussi cette action. Je voudrais peut-être sensibiliser sur le fait que c'est vrai que quand on parle du fair-play au niveau sportif, on parle du respect. J'adhère totalement et souvent, on a tendance peut-être à oublier un peu tous les côtés racisme que nous voyons et qu'en tout cas les jeunes sportifs d'origine étrangère subissent. Je voulais juste attirer l'attention sur le fait que, dans les cas de ce fairplay et de ce respect, il faudrait peut-être aussi insister sur la lutte contre le racisme au niveau sportif. Inciter la commune à aussi à être le fer de lance par rapport à cela, parce que quand je vois mon fils qui fait du sport et je vois que là où il fait du sport, on parle du fair-play, mais on a tendance à négliger un peu l'aspect de la lutte contre le racisme.

Donc voilà, il faut très attentif à cela.

*Mevrouw Njomgang:*

Ik wil er enkel op wijzen dat de gemeente Etterbeek zich met deze overeenkomst aansluit bij de andere gemeenten die ambassadeurgemeenten zijn van fair play en dat dit heel belangrijk is, want zoals u hebt gezien, is er een sportieve hoofdlijn, een burghoofdlijn en een educatieve toegang en dat het heel belangrijk is dat de gemeenten deze boodschap kunnen uitdragen en dat ze zich, samen met de federatie Wallonië-Brussel, aansluiten bij deze geest van fair play, die we overal willen verspreiden, met een verlenging om de 3 jaar.

We hopen dat de gemeente de overeenkomst zal blijven verlengen, want het is goed dat de gemeente een ambassadeur is voor fair play.

Zoals u weet is dat in de sport echt nodig. Er is veel discriminatie. Er is veel onbeschaafd gedrag en onze jongeren hebben voorbeelden nodig. Ze hebben rolmodellen nodig en het is geweldig dat Etterbeek zich aansluit bij de andere steden die al ambassadeur zijn.

*De heer du Bus:*

Wij sluiten ons voor de volle 100 procent aan bij dit zeer interessante initiatief.

Ik heb 2 vragen.

De eerste is waarom het in het cultuurbudget zit en niet in sport, want a priori, als we het hebben over fair play in de sport, leek het ons logisch dat het in de sport zou zitten. En ten tweede kunnen we wel raden wat respect betekent, maar er wordt geen definitie van respect voorgesteld. Zoals de schepen al aangaf, is het een kwestie van burgerschap, maar als men verwijst naar een definitie en in die definitie de betekenis van de begrippen burgerschap, van respect voor de openbare ruimte, enzovoort, enzovoort wordt aanvaard.

*Mevrouw Njomgang:*

Het zit in het cultuurbudget omdat er in feite, zoals u hebt gezien, 3 hoofdlijnen zijn van sport, burgerschap en de 3e hoofd die educatief is en er zijn dus culturele acties,



sportacties, educatieve acties.

Als u, mijnheer du Bus aandachtig leest, zult u zien dat er tentoonstellingen zullen zijn, er zullen echt veel militante activiteiten zijn via cultuur, en normaal gesproken werden we verondersteld ons op te splitsen in 3 diensten, met onderwijs, cultuur en sport.

We zouden ons in 3 opdelen, maar de andere diensten hadden daar geen budget voor, ze zaten een beetje krap. Dus hebben we beslist om af te wisselen. Volgend jaar betaalt een andere dienst. Op die manier zullen de 3 diensten betaald hebben. Deze keer beginnen we met cultuur, maar het had ook sport kunnen zijn die alleen betaalt, of onderwijs, maar normaal gesproken is het verdeeld over 3 diensten.

Wat respect betreft, weet u heel goed wat we prediken in en rond sportstadions. Als we het hebben over fair play, bedoelen we respect voor scheidsrechters, respect voor spelers onderling, respect voor ouders in relatie tot het personeel op het terrein, respect voor iedereen in relatie tot elkaar. Geen schandelijk gedrag en al die dingen die je in sportclubs tegenkomt. Woorden die niet oké zijn, die ongepast zijn. Ik denk dat het eenvoudigweg respect voor elkaar is.

*De heer du Bus:*  
Is er een charter?

*Mevrouw Njomgang:*

Ja, er is een charter en een heleboel andere dingen die ze structurele acties noemen. Dat zijn spandoeken die ze ophangen met woorden als fair play is een sport. Ze delen ook speldjes uit aan de gemeenten. Ze hebben tentoonstellingen die al bestaan, die ze kunnen doen, maar dat is niet gratis. Ze hebben een aantal middelen om informatie te verspreiden en hier tekenen we een overeenkomst.

Onze overeenkomst is dat we hen helpen om deze geest van fair play over te brengen en dat we het hele jaar door met hen samenwerken aan alle acties. Allereerst de structurele acties die er al zijn, de acties die ze voortdurend doen en dan de acties die ik noemde en die ondernomen kunnen worden. Het zou een tentoonstelling kunnen zijn, het zou een sportdag kunnen zijn, wetende dat het elke keer vrij lang is, maar in het algemeen is dat het idee.

*Mevrouw Mandaila:*

Ik zou deze actie ook willen toejuichen. Ik wil ook graag de aandacht vestigen op het feit dat wanneer we het hebben over fair play in de sport, we het eigenlijk hebben over respect. Daar ben ik het helemaal mee eens, en vaak hebben we de neiging om het racisme te vergeten dat we zien en waaraan jonge sporters van buitenlandse afkomst worden blootgesteld. Ik wilde alleen de aandacht vestigen op het feit dat we, als het gaat om fair play en respect, misschien ook moeten aandringen op de bestrijding van racisme in de sport. De gemeente aanmoedigen om ook een speerpunt te zijn in de strijd tegen racisme, want als ik mijn zoon zie sporten en ik zie dat waar hij sport, we praten over fair play, maar we hebben de neiging om het aspect van de strijd tegen racisme te verwaarlozen.

Daar moeten we aandachtig voor zijn.

*2 annexes / 2 bijlagen*  
*convention.fr.pdf, convention.nl.pdf*

**Convention entre la commune d'Etterbeek et l'association Pro Vélo en vue de l'organisation de 2 sessions de testing de vélos à assistance électrique**

Le Conseil communal,

Vu le projet « Testing VAE », proposé par Pro Vélo, permettant de tester pendant 2 semaines un vélo à assistance électrique (VAE) et de bénéficier d'un encadrement théorique et technique pendant l'intégralité de la période de test ;

Considérant que l'objectif du projet est de permettre aux participant.e.s de tester un VAE de manière quotidienne sur le long terme avant de réaliser l'investissement conséquent d'un achat ;

Considérant que le projet s'adresse principalement aux habitant.e.s de la commune qui utilisent majoritairement la voiture et montrent une motivation à changer de mobilité dans le cadre de leurs déplacements utilitaires ;

Considérant que le projet consiste à proposer gratuitement 2 séances de 2 semaines de test, à destination de 24 etterbeekoises ;

Considérant que Pro Velo prend en charge :

- La fourniture du matériel (vélo de ville confortable et équipé d'un cadenas de qualité et d'une assurance contre le vol) ;
- Plusieurs services au cours du projet (conseils, suivi, assurances, entretien) ;
- La sélection et la formation des habitant.e.s sélectionné.e.s sur les plans théorique et pratique, afin d'apprendre à se déplacer agréablement et en toute sécurité dans les rues de la commune ;

Considérant que la commune d'Etterbeek s'engage à

- Communiquer de manière efficace sur le projet afin de réunir un minimum de 6 participant.e.s ;
- Mettre à disposition un local doté d'un projecteur le jour du lancement du projet (afin de permettre une formation théorique de 3h sur le code de la route) ;

Considérant que de nombreuses autres communes bruxelloises ont approuvé l'organisation de ce projet sur leur territoire en 2023 (Forest, Anderlecht, Auderghem, etc.) et que les phases de testing sont prévues à Etterbeek du 04/07 au 18/07/2023 et du 12/07 au 26/07/2023 avec une formation le premier jour ;

Vu la convention entre l'administration communale d'Etterbeek et l'association Pro Vélo en vue de l'organisation de 2 sessions de testing de VAE ;

Considérant que la commune d'Etterbeek a obtenu une subvention de Bruxelles Mobilité afin de financer ce testing ;

DÉCIDE d'approuver la Convention entre la commune d'Etterbeek et l'association Pro Vélo en vue de l'organisation de 2 sessions de testing de vélos à assistance électrique en juillet 2023.

## CONVENTION

### Entre :

L'ASBL ProVelo, représentée par Christophe Winkel, Directeur général,

*Dénommée ci-après « ProVelo »*

et

la commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestres et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre et Madame Annick Petit, Secrétaire communale, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal,

*Dénommée ci-après « L'administration communale »,*

### il est convenu ce qui suit :

#### Article 1 - Objet de la convention

ProVelo s'occupe de toute l'organisation du projet :

- Pro Velo fournit un formulaire de candidature en ligne et bilingue qui pourra être diffusé.
- A l'issue de la période de candidature, nous effectuons la sélection
- Pro Velo recontacte ensuite tou.te.s les candidat.e.s pour les informer de leur participation (ou non) au test, et leur en confirmer les modalités.

Formule : 2 semaines (gratuit pour les participants) pour 24 participants (= 2 départs de 12 participants au départ de votre commune vers 17h avec 3h de formation théorique et pratique à chaque départ) et prêt des vélos électriques aux habitants.

L'administration communale communique via ses canaux de communication le lien d'inscription : journal communal et Facebook) **2 mois** avant le testing sur base du kit de communication de ProVelo

L'administration communale met à disposition un local communal pendant une heure : le jour du départ afin que l'éducateur de chez ProVelo dispense la partie théorique (de 17h à 18h : avec un ordinateur et projecteur).

#### Article 2 – Déroulement du testing

- Les participant.e.s sont attendu.e.s dans un lieu de rendez-vous au sein de la commune.
- Les participant.e.s reçoivent des explications des mécaniciens sur l'utilisation du vélo : mise en route, cadenas, batterie, etc (+ou-30 min).
- Ensuite, un.e formateur.rice de Pro Velo leur dispense la formation « à vélo à Bruxelles », d'une durée de 2h30-3h, composée d'une partie théorique (à l'intérieur dans un local communal) puis pratique (balade dans votre commune). Le but de cette formation étant de (re)donner confiance pour rouler à vélo dans le trafic, revoir les bons comportements et les dernières évolutions

du code de la route spécifique aux cyclistes.

- Après la formation, les participant.e.s rentrent chez eux avec le vélo et le testent pendant la période définie.

Afin de s'adapter au public « habitant.e.s » ProVelo prévoit de livrer les vélos vers 17h, les mardis, de manière à ce que la formation soit finie à 20h00 au plus tard. Pour rappel, les périodes de test se font de manière groupée (12 personnes), pour des raisons logistiques mais aussi pour créer un sentiment d'appartenance et des moments d'échange.

La formation peut être organisée en français ou en néerlandais (pas bilingue). Sur base des candidatures, ProVelo et l'administration communale choisissent ensemble la langue de formation.

#### Fin de test

- La session de retour comprend le temps de compléter l'évaluation et un moment d'échange et de conseils personnalisés avec un.e employé.e de ProVelo.

Une évaluation globale est réalisée pour faire le bilan du projet. ProVelo propose aussi de réaliser une seconde enquête six mois après le test, afin d'évaluer l'effet du test sur la durée.

### **Article 3 - Matériel et logistique**

ProVelo met à disposition des vélos à assistance électrique (VAE ) de la marque Oxford, avec moteur central dans l'axe de pédalier (moteur Bosch), offrant le meilleur confort de conduite. Ces vélos sont équipés d'un cadenas, d'un casque, d'une sacoche étanche ainsi que d'une chasuble. ProVelo peut ajouter un certain nombre de sièges enfants, en fonction des demandes.

Le tarif inclut aussi une assurance vol, l'entretien du vélo entre 2 participant.e.s, les frais de livraison et de rapatriement des vélos, la location d'un espace de stockage pour entreposer ces vélos en-dehors des périodes d'utilisation.

ProVelo peut mettre 12 vélos à disposition en même temps, pour des raisons de logistique.

### **Article 4 - tarif**

L'offre de prix de 12.625,00 € HTVA reprend la formule : de 2 x 2 semaines de test de 12 vélos par test avec formation (24 participant.e.s au total) et gratuit pour les habitant.e.s.

ProVelo réserve le nombre de vélos défini ensemble pour la période souhaitée. En cas de désistement par le.la candidat.e et d'impossibilité de trouver un.e remplaçant.e, le vélo qui lui a été réservé sera néanmoins facturé (car le vélo est réservé pour l'administration communale et ne peut être réloué à un.e autre client.e).

Ces tarifs n'incluent pas les réparations exceptionnelles ou négligences dans l'utilisation du vélo. D'expérience, les dégâts sont en général minimes et les coûts

pour la réparation sont faibles. Pour cette raison, ProVelo propose que le/la participant.e en assume les frais, ce qui permet de le responsabiliser. Néanmoins, en cas de négligence de l'habitant.e, ProVelo considère que l'administration communale doit assumer les frais liés aux dégâts ou au vol.

#### **Article 5 - Critères de sélection**

Public-cible : habitant.e.s de la commune, toutes tranches d'âges confondues, utilisant majoritairement la voiture et montrant une motivation à changer de mobilité dans le cadre de leurs déplacements utilitaires.

- Critère 1 = mode de déplacement principal
- Critère 2 = motivation à changer de mobilité (question ouverte)

#### **Article 6 - Calendrier**

Le projet doit démarrer au moins 2 mois avant la première phase de test afin de définir les modalités du projet, lancer la communication et sélectionner les candidat.e.s.

#### **Article 7 – Coordonnées de contact**

Pour ProVelo  
Siège social : rue de Londres 15 à 1050 Ixelles  
Téléphone général : 02/502 73 55  
Nom – Prénom : Adrien Lippolis  
Mail [a.lippolis@provelo.org](mailto:a.lippolis@provelo.org)  
Téléphone : 0477373869

Pour L'administration Communale  
Nom - Prénom: De Brouwer Hortense  
Mail : hortense.debrouwer@etterbeek.brussels

Fait en deux exemplaires à Etterbeek, le 22/05/2023

ProVelo, Christophe Winkel

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

#### **Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vereniging Pro Vélo voor de organisatie van twee proefsessies met elektrisch ondersteunde fietsen**

De Gemeenteraad,

Gelet op het door Pro Vélo voorgestelde project "Testing EOF", waarbij deelnemers gedurende 2 weken een elektrisch ondersteunde fiets (EOF) kunnen testen en gedurende de gehele testperiode theoretische en technische ondersteuning kunnen krijgen;

Gelet op het doel van het project om de deelnemers in staat te stellen een elektrisch ondersteunde fiets op lange termijn dagelijks te testen alvorens tot de aanzienlijke investering van een aankoop over te gaan;

Overwegende dat het project gericht is op de inwoners van de gemeente die hoofdzakelijk een auto gebruiken en gemotiveerd zijn om hun mobiliteit te veranderen in het kader van hun utilitaire verplaatsingen;

Overwegende dat het project bestaat uit het gratis aanbieden van 2 sessies van 2 weken aan 24 inwoners van Etterbeek;

Overwegende dat Pro Velo verantwoordelijk is voor:

- De levering van het materiaal (comfortabele stadsfiets uitgerust met een kwaliteitsslot en verzekering tegen diefstal);
- Verschillende diensten tijdens het project (advies, follow-up, verzekering, onderhoud);
- De selectie en opleiding van de geselecteerde bewoners in theorie en praktijk, om zich op een aangename en veilige manier door de straten van de gemeente te leren bewegen;

Overwegende dat de gemeente Etterbeek zich ertoe verbindt om

- Effectief communiceren over het project om minimaal 6 deelnemers te verzamelen;
- Op de dag van de start van het project een zaal met een projector ter beschikking stellen (om een theoretische opleiding van 3 uur over de verkeersregels mogelijk te maken);

Overwegende dat vele andere Brusselse gemeenten de organisatie van dit project op hun grondgebied in 2023 hebben goedgekeurd (Vorst, Anderlecht, Oudergem, enz.), en dat de twee proefsessies in Etterbeek van 04/07 tot 18/07/2023 en van 12/07 tot 26/07/2023 gepland zijn, met een opleiding op de eerste dag;

Gelet op de overeenkomst tussen het gemeentebestuur van Etterbeek en de vereniging Pro Vélo met het oog op de organisatie van 2 EOF-tests;

Overwegende dat de gemeente Etterbeek een subsidie van Brussel Mobiliteit heeft gekregen, met het oog op de financiering van deze EOF-tests ;

BESLUIT de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vereniging Pro Vélo voor de organisatie van twee proefsessies met elektrisch ondersteunde fietsen in juli 2023 goed te keuren.

## OVEREENKOMST

**Tussen :**

De vzw ProVelo, vertegenwoordigd door Christophe Winkel, Directeur-generaal,

*Hierna "ProVelo" genoemd*

**En**

de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, waarvoor gezamenlijk optreden de heer Vincent De Wolf, burgemeester en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, met de opschortende voorwaarde van goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad,

**wordt overeengekomen wat volgt :**

**Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst**

Pro Velo neemt de hele organisatie van het project voor haar rekening:

- Pro Velo stelt een tweetalig aanvraagformulier online ter beschikking dat verspreid kan worden.
- Aan het eind van de inschrijvingsperiode selecteren we de kandidaten.
- Pro Velo neemt vervolgens contact op met alle kandidaten om hen te laten weten of zij geselecteerd zijn en licht de deelnemingsvoorwaarden toe.

Formule: 2 weken (gratis voor deelnemers) 24 deelnemers (= 2 beurten met telkens 12 deelnemers uit je gemeente, een theoretische en praktische opleiding van drie uur - telkens om 17 uur - bij elke start) en een elektrische fiets die de inwoners kunnen lenen.

De gemeentebestuur verspreidt de inschrijvingslink via haar communicatiekanalen (lokale krant en Facebook), **twee maanden** voor het testproject van start gaat, aan de hand van Pro Velo's communicatiekit.

De gemeentebestuur reserveert een ruimte in het gemeentehuis voor een uur: op de startdag, zodat de Pro Velo-instructeur het theoretische gedeelte kan geven (van 17 u. tot 18 u., met een computer en projector).

**Artikel 2 – Verloop van de testing**

- De deelnemers verzamelen op een ontmoetingspunt in de gemeente.
- Daar vertellen mecaniciens hen hoe ze de fiets moeten gebruiken: starten, slot, batterij, enz. (+/- 30 min.).
- Vervolgens krijgen ze van een Pro Velo-instructeur de opleiding "Fietsen in Brussel" (2,5 - 3 u.), die bestaat uit een theoretisch deel (in een gemeentesaal) en een praktisch deel (ritje door de gemeente). Met deze opleiding willen we de deelnemers (opnieuw) vertrouwen geven om in het verkeer te fietsen, een goed rijgedrag bespreken en de laatste wijzigingen in de verkeersregels voor fietsers doornemen.
- Na de opleiding gaan de deelnemers dan met de fiets naar huis en kunnen ze die beginnen testen.

Om zich aan te passen aan het "residentiële" publiek, is ProVelo van plan de fietsen op dinsdagen rond 17 uur af te leveren, zodat de opleiding ten laatste om 20 u. afgelopen is. We herinneren er nog even aan dat de testperiodes gebeuren in groepen (12 personen), om logistieke redenen maar ook om een gevoel van samenhang te creëren en ervaringen te kunnen uitwisselen.

De opleiding kan in het Frans of in het Nederlands (niet tweetalig) plaatsvinden. Op basis van de kandidaten kiezen ProVelo en de gemeentebestuur samen de taal van de

opleiding.

### Einde van de test

- Als de fietsen worden teruggebracht, is wat tijd voorzien om de evaluatie in te vullen, ervaringen uit te wisselen en persoonlijk advies in te winnen bij een medewerker van Pro Velo.

Er wordt vervolgens een algemene evaluatie uitgevoerd om het project te beoordelen. ProVelo stelt ook voor om zes maanden na de test een tweede enquête te houden, om het effect van de test in de loop van de tijd te evalueren.

### **Artikel 3 – Materiaal en logistiek**

ProVelo voorziet elektrische fietsen van het merk Oxford, met een centrale motor in de pedaalas (Bosch-motor), deze fietsen bieden het beste rijcomfort. Elke deelnemer krijgt een fietsslot, een helm, een waterdichte fietstas en een fluohesje. Indien gewenst, kan ProVelo een aantal kinderzitjes toevoegen (afhankelijk van de vraag).

In de prijs is ook de diefstalverzekering inbegrepen, het onderhoud van de fiets tussen de twee beurten, de ophaling van levering van de fietsen, en de huur van een opslagruimte om de fietsen te stallen als ze niet gebruikt worden.

ProVelo kan om logistieke redenen slechts 12 fietsen tegelijk beschikbaar stellen.

### **Artikel 4 – Prijs**

De bijgevoegde prijsopgave van € 12.625,00 excl. btw is gebaseerd op de formule: 2 x 2 weken testen met 12 fietsen per test + opleiding (24 deelnemers in totaal), gratis voor de inwoners.

ProVelo reserveert het aantal afgesproken fietsen voor de gewenste periode. Als de kandidaat zich terugtrekt en er geen vervanger gevonden kan worden, wordt de voor hem/haar gereserveerde fiets toch gefactureerd (omdat de fiets gereserveerd is voor het gemeentebestuur en niet aan een andere klant overgedragen kan worden).

Deze tarieven omvatten geen uitzonderlijke reparaties of nalatigheid bij het gebruik van de fiets. Onze ervaring is dat de schade meestal minimaal is en dat de kosten voor herstel gering zijn. Daarom stelt ProVelo voor dat de deelnemer de kosten draagt, wat aanzet tot meer verantwoordelijkheid. In het geval van nalatigheid van de inwoner vindt ProVelo echter dat de gemeentebestuur moet instaan voor de kosten van de schade of diefstal.

### **Artikel 5 - Selectiecriteria**

Doelgroep: inwoners van de gemeente, van alle leeftijden, die hoofdzakelijk een auto gebruiken en bereid zijn om hun mobiliteit te veranderen voor hun dagelijkse nuttige verplaatsingen.

- Criterium 1 = belangrijkste vervoerswijze
- Criterium 2 = bereidheid om van mobiliteit te veranderen (open vraag)



## Artikel 6 - Tijdschema

het project moet minstens twee maanden vóór de eerste testperiode worden opgestart om de modaliteiten van het project vast te stellen, de communicatie op gang te brengen en de kandidaten te selecteren.

## Artikel 7 – Contactgegevens

In de naam van ProVelo  
Maatschappelijke zetel: Londenstraat 15, 1050 Elsene  
Algemeen nummer: 02/502 73 55  
Naam – Voornaam : Adrien Lippolis  
Mail [a.lippolis@provelo.org](mailto:a.lippolis@provelo.org)  
Telefon : 0477373869

In de naam van de Gemeentebestuur  
Naam – Voornaam : De Brouwer Hortense  
Mail: [hortense.debrouwer@etterbeek.brussels](mailto:hortense.debrouwer@etterbeek.brussels)  
Telefon: 02 627 27 34

Opgemaakt in twee exemplaren, Etterbeek 22/05/2023

ProVelo, Christophe Winkel

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

22.05.2023/A/0012 **Avenant à la Convention datée du 8 octobre 2021 entre la Commune d'Etterbeek et la Région de Bruxelles-Capitale subsidiant les projets d'investissement pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales**

Le Conseil,

Vu l'octroi d'un subside par Bruxelles-Mobilité pour l'organisation et l'exécution de petits travaux d'infrastructures dans le cadre du projet d'investissement pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales le 08/10/2021 ;

Considérant que le montant du subside est de 699.000,00 euros et que le nombre de projets a été revu à la baisse de manière à respecter ce budget ;

Considérant que les projets suivants en voirie régionale ont été écartés :

- **Chaussée de Wavre/Avenue du Préau** : Sécurisation traversées piétonnes ;
- **Avenue de la Chasse/Rue Colonel Van Gele/Rue Général Wangermée** : Sécurisation traversées piétonnes ;
- **Avenue de la Chasse (à l'angle de la Rue des Boers)** : Sécurisation traversées piétonnes ;
- **Chaussée de Wavre (carrefour Rue Fétis et Rue Peter Benoit)** : Sécurisation traversées piétonnes ;

Considérant que la commune entend donner suite à ces projets par d'autres biais (par exemple, réalisation directement par la Région qui est gestionnaire de ces voiries) ;

Considérant qu'une concertation citoyenne sera prévue pour les projets de réaménagement maintenus ;

Vu que la convention porte sur la période du 08/10/2021 au 31/10/2023 alors que certains projet ne démarreront qu'après septembre 2023 ;

Considérant dès lors qu'une demande a été introduite auprès de Bruxelles Mobilité pour prolonger la durée de la période de couverture de la convention ;

Vu l'octroi par Bruxelles-Mobilité d'un avenant à la convention de subside susmentionnée, afin d'étendre la période jusqu'au 30/06/2024 ;

DECIDE d'approuver l'avenant à la convention du 8 octobre 2021 entre la commune d'Etterbeek et la Région de Bruxelles-Capitale.

### **AVENANT A LA CONVENTION DU 08/10/2021**

#### **Entre :**

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière, Madame Elke Van den Brandt,

Dénommée ci-après « *La Région* »

#### **Et**

la commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre et Madame Annick Petit, Secrétaire communale, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « *Le Bénéficiaire* »

Le présent avenant a pour objectif d'adapter les articles concernés par la modification des travaux à réaliser et la modification du calendrier du projet, à savoir la période couverte par la subvention ainsi que la date limite de remise du dossier de justificatifs comptables sans en modifier le montant global.

Les autres articles de la convention du 08/10/2021 restent d'application.

#### **Article 1 – Objet de la convention**

L'article 1 alinéa 4 de la convention du 08/10/2021 est remplacé par :

- **Rue des Coquelicots/Rue du Ruanda** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Rue Baron Lambert/Rue Antoine Gautier** : Sécurisation traversées piétonnes + Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30
- **Rue du Cornet/Rue Sainte-Gertrude** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Rue de Theux** : Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30
- **Avenue Commandant Lothaire** : Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30
- **Rue de Linthout (à l'angle Henri de Braekeleer)** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Rue du Cornet (carrefour Rue Dekens et Rue Jonniaux)** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Rue des Trévires (carrefour Rue des Morins)** : Sécurisation traversées piétonnes
- **Divers endroits de la commune** : Réduction et maîtrise de la vitesse ville 30
- **Axe Rue Baron de Castro – Avenue Joseph Vandersmissen – Avenue Edouard Lacomblé/Axe Place Jourdan – Rue Froissart/Axe Rue Gérard – Rue Batonnier Braffort/Axe Rue des Aduatiques/Axe Père de Deken - Rue Sneessens 3 et Rue Louis Titz 16** : marquages cyclables

### Article 2 – Durée

L'article 2 de la convention du 08/10/2021 est remplacé par :

La convention porte sur la période du 08/10/2021 au 30/06/2024.

Cette période peut être prolongée en fonction des procédures de marché public, et de l'évolution des travaux de réaménagement moyennant l'accord de la Ministre chargée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité Routière, endéans la période de couverture de la subvention.

### Article 3 – Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement

L'article 3 alinéa 2 de la convention du 08/10/2021 est remplacé par :

Le dossier complet doit être introduit au plus tard le **31/12/2024 selon les modalités reprises ci-dessous**. Si le dossier final est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le 22/05/2023

Pour la commune d'Etterbeek

La Ministre du Gouvernement de  
la Région de Bruxelles-Capitale,  
chargée de la Mobilité, des  
Travaux publics et de la Sécurité  
routière

Vincent De Wolf, Annick Petit, Elke Van den Brandt  
Bourgmestre Secrétaire communale

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Bijakte bij de overeenkomst van 8 oktober 2021 tussen de gemeente Etterbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de toekenning van subsidies voor investeringsprojecten voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen**

De Gemeenteraad,

Gelet op de toekenning van subsidies door Brussel Mobiliteit voor de organisatie en uitvoering van kleine infrastructuurwerken in het kader van het investeringsproject voor de verbetering van de verkeersveiligheid op de gemeentewegen op 08/10/2021.

Overwegende dat de subsidie 699.000,00 euro bedraagt en dat het aantal projecten is verminderd om dit budget te respecteren;

Overwegende dat de volgende projecten op het gebied van regionale wegen zijn geschrapd:

- **Waverssteenweg/Pandhoflaan:** Beveiliging oversteekplaatsen;
- **Jachtlaan/Kolonel Van Gelestraat/Generaal Wangerméestraat:** Beveiliging oversteekplaatsen;
- **Jachtlaan (hoek Boerenstraat):** Beveiliging oversteekplaatsen;
- **Waverssteenweg (kruispunt Fétisstraat en Peter Benoitstraat):** Beveiligde oversteekplaatsen;

Overwegende dat de gemeente voornemens is deze projecten via andere middelen op te volgen (bijvoorbeeld rechtstreekse uitvoering door het Gewest, dat deze wegen beheert);

Overwegende dat een openbare raadpleging zal worden gepland voor de herontwikkelingsprojecten die worden gehandhaafd;

Overwegende dat de overeenkomst van 08/10/2021 tot 31/10/2023 loopt terwijl sommige projecten pas in september 2023 zullen starten;

Overwegende dat een aanvraag tot verlenging van de dekkingsperiode van de overeenkomst bij Brussel Mobiliteit werd ingediend;

Gelet op de toekenning door Brussel Mobiliteit van een bijakte bij bovengenoemde subsidieovereenkomst, teneinde de periode tot 30/06/2024 te verlengen;

BESLUIT de bijakte bij de overeenkomst van 8 oktober 2021 tussen de Gemeente Etterbeek en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

## **BIJAKTE BIJ DE OVEREENKOMST VAN 08/10/2021**

### **Tussen:**

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid, mevrouw Elke Van den Brandt,

Hierna “het Gewest” genoemd,

### **En**

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in naam waarvan gezamenlijk optreden de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, handelend onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en het niet-vernietigen van voornoemde goedkeuringsbeslissing binnen de wettelijke termijn door de overheid die toezicht houdt op de plaatselijke besturen,

Hierna “de Begunstigde” genoemd,

Deze bijakte is bedoeld om de artikelen uit de overeenkomst aan te passen die betrokken zijn bij de wijziging van de te verwezenlijken werken en de wijziging van de datums voor het project betreffen, namelijk de periode die de subsidie dekt, en de uiterste datum voor het indienen van de boekhoudkundige bewijsstukken, zonder het totaalbedrag te wijzigen.

De andere artikelen van de overeenkomst van 08/10/2021 blijven van toepassing.

### **Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst**

Artikel 1 lid 4 van de overeenkomst van 08/10/2021 wordt vervangen door :

De uitgaven die door deze subsidie kunnen gedekt worden zijn de volgende:

- **Kollebloemenstraat/Ruandastraat:** Beveiliging oversteekplaatsen
- **Baron Lambertstraat/Antoine Gautierstraat:** Beveiliging oversteekplaatsen + Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30
- **Hoornstraat/Sint-Geertruidestraat:** Beveiliging oversteekplaatsen
- **De Theuxstraat:** Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30
- **Kommandant Lothairelaan:** Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30
- **Linthoutstraat (hoek Henri de Braekeleerstraat):** Beveiliging oversteekplaatsen
- **Hoornstraat (kruispunt Dekensstraat en Jonniauxstraat):** Beveiliging oversteekplaatsen
- **Trevierenstraat (kruispunt Morinenstraat):** Beveiliging oversteekplaatsen
- **Op verschillende plaatsen in de gemeente:** Vermindering en beperking van de snelheid Stad 30
- **As Baron de Castrostraat – Joseph Vandersmissenlaan – Edouard Lacomblélaan/As Jourdanplein – Froissartstraat/As Gérardstraat – Stafhouder Braffortstraat/As Aduatukersstraat/As Pater de Dekenstraat - Sneessensstraat 3 en Louis Titzstraat 16:**

fietsmarkeringen

### **Artikel 2 – Duur**

Artikel 2 van de overeenkomst van 08/10/2021 wordt vervangen door :

De overeenkomst dekt de periode van 08/10/2021 t.e.m. 30/06/2024.

Deze periode kan verlengd worden in functie van de openbare aanbestedingen en van het vorderen van de werken van heraanleg, mits akkoord, binnen de geldigheidsperiode van de subsidie, van de minister die door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast is met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid.

### **Artikel 3 – Betalingsmodaliteiten en te bezorgen stukken bij de aanvraag tot betaling**

Artikel 3 alinea 2 van de overeenkomst van 08/10/2021 wordt vervangen door:

Ten laatste op **31/12/2024** moet het volledige dossier ingediend worden **volgens onderstaande modaliteiten**. Indien het einddossier op een latere datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de subsidie; de desbetreffende verplichting tot betaling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Opgemaakt te Brussel in twee exemplaren, op 22/05/2023

Voor de gemeente Etterbeek

De minister van de Brusselse  
Hoofdstedelijke Regering belast met  
Mobiliteit, Openbare Werken en  
Verkeersveiligheid

Vincent De Wolf,  
Burgemeester

Annick Petit,  
Gemeentesecretaris

Elke Van den Brandt

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Monsieur du Bus :*

On se réjouit de voir que des mesures sont prises pour sécuriser et réduire la vitesse, parce qu'il est vrai que dans certaines rues, c'est parfois hallucinant de voir des voitures qui font des démarrages ou bien qui traversent à toute allure.

Ce week-end, j'étais rue de Theux et rue de l'Orient, et j'ai constaté que c'est vrai, il y a vraiment des excès de vitesse et ma question est de savoir comment peut-on réduire de façon effective cette vitesse ?

Parce que ce n'est pas un simple casse vitesse qui réduit la vitesse, au contraire,

parfois, certains en profitent pour freiner brusquement et puis redémarrer à toute allure juste après le casse vitesse.

Et donc ma question est de savoir concrètement comment on arrive à un résultat de réduction de vitesse.

*Monsieur le Bourgmestre :*

Il existe des analyseurs de trafic.

Ça fait l'objet d'études que l'on mène pour pouvoir mesurer le nombre de véhicules qui passaient à grande vitesse. On peut aussi placer des radars, non pas répressifs, mais qui peuvent enregistrer et c'est sur cette base que, de manière objective, on prend une décision.

C'est ce qui m'avait amené sur la rue Baron De Castro qui a été refaite récemment, à enlever les casses vitesses qui étaient usés, mal conçus et généraient des vibrations et des bruits pour les riverains. On les a remplacés par ce que j'appelle communément des boules de Berlin, mais qui sont donc des coussins berlinois qui, quand ils sont bien placés, comme ça a été fait là, enchâssés dans le coffre même de la chaussée, ne suscitent aucune vibration, ni aucun tremblement et entraînent quand même une limitation de la vitesse.

La façon dont ils ont été placés était assez subtile puisqu'on a convenu à l'époque d'avoir des coussins berlinois rectangulaires et pas carrés, ce qui permettait que les essieux de bus et de charrois lourds passent à côté. Ce n'est pas eux qui roulent à toute vitesse, on peut l'espérer. Et le fait que ce charroi-là passe sur ce genre de ralentisseur générerait évidemment les problèmes qui ont eu lieu.

Donc j'ai vu que la Secrétaire a noté sérieusement ce que vous avez dit, et nous allons veiller à ce que cette situation soit analysée.

*Monsieur du Bus :*

Il est indiqué "divers endroits de la commune", ça veut dire quoi ? Quels sont les ces endroits qui sont impactés ?

*Monsieur le Bourgmestre :*

Par coeur, je sais pas vous répondre, je pense, Caroline, que c'est une liste qui nous vient de la région, qui vient des services mais qui n'est pas non plus définitive et qu'on peut toujours affiner en fonction de l'évolution du dossier.

*Madame Joway :*

Tout à fait, en fonction parfois des demandes des riverains, des choses qui nous remontent du terrain, on agit relativement vite en fonction des budgets mais donc, en effet, il y a, c'est pour ça qu'on laisse une porte ouverte, les situations dont on n'a pas connaissance et un aménagement qui cause problème.

*Monsieur du Bus :*

Je fais un lien avec le point suivant, puisque vous avez engagé un coordinateur de la mobilité et de la sécurité routière, je suppose que c'est dans ce contexte-là qu'il va intervenir également.

*Monsieur le Bourgmestre :*

Oui, c'est sur la base d'un subside que nous avons reçu. Je pense que ce garçon qui était engagé sera vraiment bien. On pourra le présenter au Conseil communal si vous voulez d'ailleurs, et il pourrait vous présenter les missions qui sont réglées par la convention et qui déterminent, en coordination avec la mobilité mais fort orientée sur la sécurité routière, quelles sont les missions qui sont les siennes.

*Monsieur du Bus :*

Le cahier de charge n'est pas repris, on ne sait pas ce pourquoi précisément, il sera engagé.

*De heer du Bus:*

We zijn blij om te zien dat er maatregelen worden genomen om de veiligheid te verbeteren en de snelheid te verminderen, want het is waar dat het in sommige straten soms verbijsterend is om auto's te zien wegrijden of over de weg te zien rijden.

Dit weekend was ik in de Theuxstraat en Morgenlandstraat en ik merkte dat er inderdaad te hard gereden wordt, en mijn vraag is hoe we deze snelheid effectief kunnen verminderen?

Want het is niet alleen een verkeersdrempel die de snelheid vermindert, integendeel, soms maken mensen er gebruik van om plotseling te remmen en net na de verkeersdrempel weer met volle snelheid op te trekken.

Dus mijn vraag is om concreet te weten hoe de snelheid kan worden beperkt.

*Mijnheer de burgemeester:*

Er zijn verkeersanalysatoren.

Er worden studies uitgevoerd om het aantal voertuigen te meten dat met hoge snelheid rijdt. Er kunnen ook snelheidsmeters worden geïnstalleerd, niet om te straffen, maar om te registreren, en op basis daarvan kunnen objectieve beslissingen worden genomen.

Daarom heb ik op de onlangs opnieuw geasfalteerde Baron De Castrostraat de verkeersdrempels verwijderd, die versleten waren, slecht ontworpen en trillingen en lawaai veroorzaakten voor de omwonenden. Ze zijn vervangen door wat ik gewoonlijk Berlijnse bollen noem, dat zijn Berlijnse kussens die, als ze goed geplaatst zijn, zoals hier het geval was, in de bekisting van de rijbaan, geen trillingen of vibraties veroorzaken en toch een snelheidsbeperking tot gevolg hebben.

De manier waarop ze werden geplaatst was heel subtiel, omdat er destijds werd gekozen voor rechthoekige in plaats van vierkante kussens, waardoor de assen van bussen en vrachtwagens erlangs konden. Hopelijk rijden ze niet te hard. En het feit dat die specifieke voertuigen over zo'n verkeersdrempel reed, veroorzaakte duidelijk de problemen die zich voordeden.

Dus ik heb gezien dat de secretaris serieus nota heeft genomen van wat u hebt gezegd, en we gaan ervoor zorgen dat deze situatie wordt geanalyseerd.

*De heer du Bus:*

Er staat "verschillende plaatsen in de gemeente". Wat betekent dat? Over welke



plaatsen gaat het?

*Mijnheer de burgemeester:*

Uit het hoofd kan ik u geen antwoorden geven. Ik denk, Caroline, dat het een lijst is die het Gewest ons bezorgt, die van de diensten komt, maar deze lijst is ook niet definitief en we kunnen ze altijd verfijnen naarmate het dossier zich ontwikkelt.

*Mevrouw Joway:*

Precies, soms afhankelijk van verzoeken van omwonenden, dingen die vanuit het veld bij ons terugkomen, handelen we relatief snel, afhankelijk van budgetten, maar dus zijn er inderdaad, daarom laten we een deur open, situaties waar we niet van op de hoogte zijn en een inrichting die een probleem veroorzaakt.

*De heer du Bus:*

Ik leg een link met het volgende punt, aangezien u een coördinator voor mobiliteit en verkeersveiligheid hebt aangenomen, neem ik aan dat dat de context is waarin ze ook gaat ingrijpen.

*Mijnheer de burgemeester:*

Ja, het is op basis van een subsidie die we gekregen hebben. Ik denk dat de jongeman die is aangenomen heel goed zal zijn. Als u wilt, kunnen we hem voorstellen aan de gemeenteraad en kan hij de taken voorstellen die in de overeenkomst zijn vastgelegd en die bepalen, in coördinatie met mobiliteit maar met een sterke focus op verkeersveiligheid, wat zijn taken zijn.

*De heer du Bus:*

Het bestek is niet opgenomen, dus we weten niet precies waarom hij is aangeworven.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Convention avec modif avenant\_NL\_22-05-2023.pdf, Convention avec modif avenant\_FR\_22-05-2023.pdf*

---

## **GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel**

22.05.2023/A/0013 **Arrêté organique pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, de soins, d'assistance et parascolaire (enseignement non subventionné) - Annexe III - Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades - Personnel administratif - Personnel de la Régie Foncière - Personnel technique - Modification.**

Le Conseil,

Revu sa délibération sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. 005-97/11749-iv) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27.06.2022 décidant d'établir un nouveau descriptif pour la fonction « de secrétaire administratif – Field Technician » rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 28/07/2022 (réf. 005/27.06.2022/A/0019) ;

Considérant que ce nouveau descriptif de fonction a été inséré dans l'Arrêté organique pour le personnel mais que l'Annexe III – Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades n'a pas été modifié ;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de modifier ledit tableau en changeant la dénomination « de secrétaire administratif avec qualification particulière de programmeur » par « secrétaire administratif avec qualification particulière de Field Technician » ;

Considérant qu'en même temps il y a une volonté de revoir les conditions d'accès, par promotion, au grade de niveau B, avec qualification particulière ;

Considérant qu'actuellement le grade de secrétaire administratif (niveau B) sans qualification particulière est accessible par promotion, sans devoir passer un examen de promotion, à condition d'avoir l'ancienneté nécessaire dans le niveau C ou D et le diplôme spécifique en lien avec à la fonction (diplôme de l'Enseignement Supérieur Economique en Sciences Administratives ou diplôme du Cycle de base en Management communal - ERAP) ;

Considérant que cette possibilité n'existe pas pour les autres fonctions de niveau B avec qualification particulière ;

Considérant que notre administration souhaite modifier l'accès au niveau B avec qualification particulière afin de mettre en place des possibilités d'évolutions de carrière pour le personnel statutaire de niveau D et C qui disposent d'un niveau d'étude supérieur à leur grade actuel ;

Considérant qu'il y a lieu de dispenser ces agents de la réussite d'un examen de promotion du fait qu'ils sont en possession d'un certificat d'études supérieur en lien avec la fonction ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumise à la négociation avec les organisation syndicales représentatives ;

Vu les article 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE de modifier l'Annexe III – Tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades comme suit :

ANCIEN TEXTE

### **ANNEXE III - TABLEAU DES CONDITIONS D'ACCES AUX NIVEAUX ET AUX GRADES**

#### **PERSONNEL ADMINISTRATIF**

COLONNE I		COLONNE III	Conditions particulières pour l'accès mentionnés dans la colonne I
-----------	--	-------------	--

Liste des niveaux et grades	Qualification particulière	Grades dont les titulaires ont accès aux grades mentionnés dans la colonne I	Colonne III Par recrutement	Colonne IV Par changement de grade - Codes E4, D4, C4, B4 et A4	Co Pa1 Ch
B1 Secrétaire administratif	----	Assistant administratif Assistant administratif chef Adjoint administratif Adjoint administratif chef	Certificat d'études supérieures + Examen de recrutement		Co ans le 1 coi ans le 1 de Su en Ad dip bas coi Ou Ex
	Secrétaire de direction	Assistant administratif Assistant administratif chef Adjoint administratif Adjoint administratif chef	Certificat d'études supérieures en secrétariat de direction + Examen de recrutement	---	Co ans le 1 coi ans le 1 + E prc
	Programmeur	Assistant administratif Assistant administratif chef Adjoint administratif Adjoint administratif chef	Certificat d'études supérieures en informatique + Examen de recrutement	---	Co ans le 1 coi ans le 1 + E prc
	Auxiliaire social	---	Certificat d'études supérieures d'auxiliaire ou assistant(e) social(e) + Examen de recrutement	---	---

	Secrétaire Administratif Infonet	Assistant administratif Assistant administratif chef Adjoint administratif Adjoint administratif chef	Certificat d'études supérieures + certificat de formation de webmaster + Examen de recrutement	---	Co ans le 1 co ans le 1 + F prc
--	----------------------------------	--	--	-----	--

### PERSONNEL DE LA RÉGIE FONCIÈRE

COLONNE I		COLONNE III	Conditions particulières pour l'acc mentionnés dans la colonne I		
Liste des niveaux et grades	Qualification particulière	Grades dont les titulaires ont accès aux grades mentionnés dans la colonne I	Colonne III Par recrutement	Colonne IV Par changement de grade - Codes E4, D4, C4, B4 et A4	Co Pa: Ch

#### I. PERSONNEL ADMINISTRATIF

B1 Secrétaire administratif	comptable	Assistant administratif	Bachelier en comptabilité + examen de recrutement portant sur les matières de l'enseignement supérieur	---	Vc ad
-----------------------------	-----------	-------------------------	--	-----	----------

#### II. PERSONNEL TECHNIQUE

B1 Secrétaire technique	---	Secrétaire technique	Voir personnel technique	---	Vc tec

### PERSONNEL TECHNIQUE

COLONNE I		COLONNE III	Conditions particulières pour l'acc mentionnés dans la colonne I		
Liste des niveaux et grades	Qualification particulière	Grades dont les titulaires ont accès aux grades mentionnés dans la colonne I	Colonne III Par recrutement	Colonne IV Par changement de grade - Codes E4, D4, C4, B4 et A4	Co Pa: Ch

B1 Secrétaire technique	Urbanisme	Assistant technique Assistant technique chef Adjoint technique Adjoint technique chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Diplôme de l'enseignement supérieur technique de type court ou assimilé + Examen de recrutement	---	Co ans niv mi d'a niv prc
	Bâtiments	Assistant technique Assistant technique chef Adjoint technique Adjoint technique chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Diplôme de l'enseignement supérieur technique de type court ou assimilé + Examen de recrutement	---	Co ans niv mi d'a niv prc
	Voirie (Aménagement et entretien des voiries)	Assistant technique Assistant technique chef Adjoint technique Adjoint technique chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Diplôme de l'enseignement supérieur technique de type court ou assimilé + Examen de recrutement	---	Co ans niv mi d'a niv prc
	Voirie / espaces verts	Assistant technique Assistant technique chef Adjoint technique Adjoint technique chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Diplôme de l'enseignement supérieur technique de type court ou assimilé + Examen de recrutement	---	Co ans niv mi d'a niv

NOUVEAU TEXTE

### ANNEXE III - TABLEAU DES CONDITIONS D'ACCES AUX NIVEAUX ET AUX GRADES

#### PERSONNEL ADMINISTRATIF

COLONNE I		COLONNE II	Conditions particulières pour l'accès mentionnés dans la colonne I		
Liste des niveaux et grades	Qualification particulière	Grades dont les titulaires ont accès aux grades mentionnés dans la colonne I	Colonne III Par recrutement	Colonne IV Par changement de grade - Codes E4, D4, C4, B4 et A4	Co Pa Ch
B1 Secrétaire administratif	----	Assistant Assistant chef Assistant expert Adjoint Adjoint chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Certificat d'études supérieures + Examen de recrutement		Co ans niv mi d'a niv l'E Su en Ad dip bas cor Ou Ex
	Secrétaire de direction	Assistant Assistant chef Assistant expert Adjoint Adjoint chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Certificat d'études supérieures en secrétariat de direction + Examen de recrutement	---	Co ans niv mi d'a niv d'é sec Ou Ex
	Field Technician	Assistant Assistant chef Assistant expert Adjoint Adjoint chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Certificat d'études supérieures en informatique + Examen de recrutement		Co ans niv mi d'a niv + C su inf Ou Ex

	Auxiliaire social	Assistant Assistant chef Assistant expert Adjoint Adjoint chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Certificat d'études supérieures d'auxiliaire ou assistant(e) social(e) + Examen de recrutement	---	Co ans niv mi d'a niv + C sup ou Ou Ex
	Secrétaire Administratif Infonet	Assistant Assistant chef Assistant expert Adjoint Adjoint chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Certificat d'études supérieures + certificat de formation de webmaster + Examen de recrutement	---	Co ans niv mi d'a niv + C sup de we Ou Ex

## PERSONNEL DE LA RÉGIE FONCIÈRE

COLONNE I		COLONNE III	Conditions particulières pour l'accès mentionnés dans la colonne I		
Liste des niveaux et grades	Qualification particulière	Grades dont les titulaires ont accès aux grades mentionnés dans la colonne I	Colonne III Par recrutement	Colonne IV Par changement de grade - Codes E4, D4, C4, B4 et A4	Col Par Ché

### I. PERSONNEL ADMINISTRATIF

Secrétaire administratif	comptable	Assistant Assistant chef Assistant expert Adjoint Adjoint chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Bachelier en comptabilité + examen de recrutement portant sur les matières de l'enseignement supérieur	---	Co d'ai niv mir d'ai niv + B con Ou, Exa
--------------------------	-----------	--	--	-----	---

### II. PERSONNEL TECHNIQUE

B1 Secrétaire  technique	---	Assistant Assistant chef Assistant expert Adjoint Adjoint chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Voir personnel technique	---	Voi

### PERSONNEL TECHNIQUE

COLONNE I		COLONNE III	Conditions particulières pour l'accès mentionnés dans la colonne I		
Liste des niveaux et grades	Qualification particulière	Grades dont les titulaires ont accès aux grades mentionnés dans la colonne I	Colonne III Par recrutement	Colonne IV Par changement de grade - Codes E4, D4, C4, B4 et A4	Co Par Ch
B1 Secrétaire technique	Urbanisme	Assistant Assistant chef Assistant expert Adjoint Adjoint chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Diplôme de l'enseignement supérieur technique de type court ou assimilé + Examen de recrutement	---	Co ans niv mi d'a niv + I l'e sup typ la t Ou prc
	Bâtiments	Assistant Assistant chef Assistant expert Adjoint Adjoint chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Diplôme de l'enseignement supérieur technique de type court ou assimilé + Examen de recrutement	---	Co ans niv mi d'a niv + I l'e sup typ la t Ou prc



	Voirie (Aménagement et entretien des voiries)	Assistant Assistant chef Assistant expert Adjoint Adjoint chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Diplôme de l'enseignement supérieur technique de type court ou assimilé + Examen de recrutement	---	Co ans niv mi d'a niv + I l'e sup tyf la t Ou proc
	Voirie / espaces verts	Assistant Assistant chef Assistant expert Adjoint Adjoint chef Ouvrier Conducteur d'équipe	Diplôme de l'enseignement supérieur technique de type court ou assimilé + Examen de recrutement	---	Co ans niv mi d'a niv + I l'e sup tyf la t Ou proc

Le point est retiré de l'ordre du jour.

**Organiek besluit voor het administratief en technisch personeel, personeel van het grondbeleid, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel (niet-gesubsidieerd onderwijs) - BIJLAGE III : Tabellen van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden - Administratief personeel - Personeel van het grondbeleid - Technisch personeel.**

De Gemeenteraad,

gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, verzorgings-, bijstands- en buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005/27.06.2022/A/0019) ;

gelet de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27.06.2022 houdende beslissing om een nieuwe beschrijving op te stellen voor de functie “administratief secretaris – Field Technician”, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28/07/2022 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

overwegende dat deze nieuwe functiebeschrijving werd ingevoegd in het Organiek Besluit voor het personeel maar dat Bijlage III – Tabellen van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden niet werd aangepast;

overwegende dat het noodzakelijk is om deze tabel aan te passen door de benaming “ van administratief secretaris met bijzondere beroepsbekwaamheid van programmeur” te wijzigen door “administratief secretaris met bijzondere beroepsbekwaamheid van Field Technician”;

overwegende dat er tegelijkertijd een wil is om tegelijkertijd de toegangsvoorwaarden, per bevordering, tot de graad van niveau B, met bijzondere beroepsbekwaamheden, te herzien;

overwegende dat momenteel de graad van administratief secretaris (niveau B), zonder bijzondere beroepsbekwaamheid, toegankelijk is per bevordering zonder een bevorderingsexamen te moeten afleggen , onder voorwaarde te beschikken over de nodige anciënniteit in niveau C of D en in het bezit te zijn van het specifiek diploma overeenkomstig met de functie (diploma van het Hoger Economische Onderwijs in Administratieve wetenschappen of diploma van het basiscyclus in Gemeentelijk Management GSOB)

overwegende dat deze mogelijkheid niet voorzien is voor de andere functies van niveau B met bijzondere beroepsbekwaamheid;

overwegende dat onze administratie wenst de toegangsvoorwaarden tot het niveau B met bijzondere beroepsbekwaamheid te wijzigen teneinde nieuwe carrièreontwikkelingen te voorzien voor het statutair personeel van niveau D en C die beschikken over een hoger studieniveau dan hun huidige graad;

overwegende dat het nodig is om deze personeelsleden vrij te stellen van het slagen van een bevorderingsexamen aangezien zij beschikken over een hoger studieniveau overeenkomstig met de functie;

overwegende dat er over het ontwerp van deze beraadslaging onderhandeld werd met de representatieve vakbondsorganisaties waarvan protocol in de bijlage;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST te wijzigen, zoals vermeld hieronder :

- BIJLAGE III : Tabel van de toegangsvoorwaarden tot de niveaus en tot de graden.

OUDE TEKST

### **BIJLAGE III - TABELLEN VAN DE TOEGANGSVOORWAARDEN TOT DE NIVEAUS EN TOT DE GRADEN**

#### **ADMINISTRATIEF PERSONEEL**

KOLOM I	KOLOM II	Bijz tot c

Lijst van de niveaus en graden	Bijzondere beroepsbekwaamheid	Graden waarvan de titularissen toegang hebben tot de graden vermeld in kolom I	Kolom III Per aanwerving	Kolom IV Over de hiërarchie E4, B4
B1 Administratief secretaris	---	Administratief assistent Administratief hoofdassistent Administratief adjunct Administratief hoofdadjunct	Getuigschrift van de hogere studies + Aanwervingsexamen	---
	Directie-secretaris	Administratief assistent Administratief hoofdassistent Administratief adjunct Administratief hoofdadjunct	Getuigschrift van de hogere studies in directiesecretariaat + Aanwervingsexamen	
	Programmeur	Administratief assistent Administratief hoofdassistent Administratief adjunct Administratief hoofdadjunct	Getuigschrift van hogere studies in informatica + Aanwervingsexamen	---
	Sociaal assistent	---	Getuigschrift van hogere studies van sociaal assistent + Aanwervingsexamen	---

	Administratief secretaris Infonet	Administratief assistent Administratief hoofdassistent Administratief adjunct Administratief hoofdadjunct	Getuigschrift van hogere studies + getuigschrift van webmastersopleiding + Aanwervingsexamen	
--	--------------------------------------	--	---	--

## PERSONEEL VAN HET GRONDBELEID

KOLOM I		KOLOM II		Bijz tot
Lijst van de niveaus en graden	Bijzondere beroeps-bekwaamheid	Graden waarvan de titularissen toegang hebben tot de graden vermeld in kolom I	Kolom III Per aanwerving	Ko Do ove na ho - C D4 A4
<b>I. ADMINISTRATIEF PERSONEEL</b>				
B1 Administratief secretaris	Boekhouder	Administratief assistent	Bachelor in boekhouding + Aanwervingsexamen over de leerstof van het hoger onderwijs	---
<b>II – TECHNISCH PERSONEEL</b>				
B1 Technisch secretaris	---	Technisch secretaris	Zie technisch personeel	---

## TECHNISCH PERSONEEL

KOLOM I		KOLOM II		Bijz tot
Lijst van de niveaus en graden	Bijzondere beroeps-bekwaamheid	Graden waarvan de titularissen toegang hebben tot de graden vermeld in kolom I	Kolom III Per aanwerving	Kol Doc ove de l gra E4, B4

B1 Technisch secretaris	Stedenbouw	Technisch assistent Technisch hoofdassistent Technisch adjunct Technisch hoofdadjunct Werkman Ploegleider	Diploma van het hoger technisch onderwijs + van het korte type of gelijkgesteld Aanwervingsexamen	---
	Gebouwen	Technisch assistent Technisch hoofdassistent Technisch adjunct Technisch hoofdadjunct Werkman Ploegleider	Diploma van het hoger technisch onderwijs + van het korte type of gelijkgesteld Aanwervingsexamen	---
	Wegenis (Inrichting en onderhoud van wegen)	Technisch assistent Technisch hoofdassistent Technisch adjunct Technisch hoofdadjunct Werkman Ploegleider	Diploma van het hoger technisch onderwijs + van het korte type of gelijkgesteld Aanwervingsexamen	---
	Wegenis / groene dienst	Technisch assistent Technisch hoofdassistent Technisch adjunct Technisch hoofdadjunct Werkman Ploegleider	Diploma van het hoger technisch onderwijs + van het korte type of gelijkgesteld Aanwervingsexamen	---

NIEUWE TEKST

### BIJLAGE III - TABELLEN VAN DE TOEGANGSVOORWAARDEN TOT DE NIVEAUS EN TOT DE GRADEN

#### ADMINISTRATIEF PERSONEEL

KOLOM I		KOLOM II		Bijz tot c
Lijst van de niveaus en graden	Bijzondere beroepsbekwaamheid	Graden waarvan de titularissen toegang hebben tot de graden vermeld in kolom I	Kolom III Per aanwerving	Kol Doc ove de l gra E4, B4

B1 Administratief secretaris	---	Assistent Hoofdassistent Assistent- deskundige Adjunct Hoofdadjunct Werkman/vrouw Ploegleider	Getuigschrift van het hoger onderwijs + Aanwervingsexame n	---
	Directie- secretaris	Assistent Hoofdassistent Assistent- deskundige Adjunct Hoofdadjunct Werkman/vrouw Ploegleider	Getuigschrift van het hoger onderwijs in directiesecretariaat + Aanwervingsexame n	
	Field Technician	Assistent Hoofdassistent Assistent- deskundige Adjunct Hoofdadjunct Werkman/vrouw Ploegleider	Getuigschrift van het hoger onderwijs in informatica + Aanwervingsexame n	---

	Sociaal assistent	Assistent Hoofdassistent Assistent- deskundige Adjunct Hoofdadjunct Werkman/vrouw Ploegleider	Getuigschrift van het hoger onderwijs van sociaal assistent + Aanwervingsexame n	---
	Administratief secretaris Infonet	Assistent Hoofdassistent Assistent- deskundige Adjunct Hoofdadjunct Werkman/vrouw Ploegleider	Getuigschrift van het hoger onderwijs + getuigschrift van webmastersopleidin g + Aanwervingsexame n	

PERSONEEL VAN HET GRONDBELEID

KOLOM I		KOLOM II		Bij tot
Lijst van de niveaus en graden	Bijzondere beroeps- bekwaamheid	Graden waarvan de titularissen toegang hebben tot de graden vermeld in kolom I	Kolom III Per aanwerving	Ko Do ove na hog - C D4 et
<b>I. ADMINISTRATIEF PERSONEEL</b>				
B1 Administratief secretaris	Boekhouder	Assistent Hoofdassistent Assistent- deskundige Adjunct Hoofdadjunct Werkman/vrouw Ploegleider	Bachelor in boekhouding + Aanwervingsexame n over de leerstof van het hoger onderwijs	---
<b>II – TECHNISCH PERSONEEL</b>				

B1 Technisch secretaris	---	Assistent Hoofdassistent Assistent- deskundige Adjunct Hoofdadjunct Werkman/vrouw Ploegleider	Zie technisch personeel	---

## TECHNISCH PERSONEEL

KOLOM I		KOLOM II		Bijz tot o
Lijst van de niveaus en graden	Bijzondere beroeps-bekwaamheid	Graden waarvan de titularissen toegang hebben tot de graden vermeld in kolom I	Kolom III Per aanwerving	Kol Doc ove de l gra E4, B4
B1 Technisch secretaris	Stedenbouw	Assistent Hoofdassistent Assistent- deskundige Adjunct Hoofdadjunct Werkman/vrouw Ploegleider	Diploma van het hoger technisch onderwijs van het korte type of gelijkgesteld + Aanwervingsexamen	---
	Gebouwen	Assistent Hoofdassistent Assistent- deskundige Adjunct Hoofdadjunct Werkman/vrouw Ploegleider	Diploma van het hoger technisch onderwijs + van het korte type of gelijkgesteld Aanwervingsexamen	---



	Wegenis (Inrichting en onderhoud van wegen)	Assistent Hoofdassistent Assistent- deskundige Adjunct Hoofdadjunct Werkman/vrouw Ploegleider	Diploma van het hoger technisch onderwijs + van het korte type of gelijkgesteld Aanwervingsexame n	---
	Wegenis / groene dienst	Assistent Hoofdassistent Assistent- deskundige Adjunct Hoofdadjunct Werkman/vrouw Ploegleider	Diploma van het hoger technisch onderwijs + van het korte type of gelijkgesteld Aanwervingsexame n	---

Het punt wordt van de agenda gehaald.

---

## Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

22.05.2023/A/0014 **Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable -  
Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale –  
Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à

140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **03/04/2023** ;

Objet : Remplacement et réparation de châssis de fenêtres - Volets - Phase VII - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 135.120,00 € (HTVA) – 143.227,20 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 03/04/2023 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 €.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **03/04/2023** werd genomen:

Onderwerp: Vervanging en herstelling van de vensterramen - Rolluiken - Fase VII - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 135.120,00 € (EXCL. BTW) – 143.227,20 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 03/04/2023 betreffende een overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

22.05.2023/A/0015 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **03/04/2023** ;

Objet : Travaux de réparation du réseau d'alimentation de chauffage du restaurant sis 344 chaussée de Wavre - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 10.000,00 € (TVAC).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 03/04/2023 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **03/04/2023** werd genomen:

Onderwerp: Herstelwerkzaamheden aan het verwarmingsnet van het restaurant aan de 344 chaussée de Waver aan het verwarmingsnet van het restaurant gelegen 344 Waversesteenweg - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 10.000,00 € (BTW inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 03/04/2023 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

22.05.2023/A/0016 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **24/04/2023** ;

Objet : Travaux de jardinage dans divers jardins d'immeubles gérés par la Régie Foncière – Exercice 2023 - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 20.000,00 € (HTVA) – 24.200,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24/04/2023 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **24/04/2023** werd genomen:

Onderwerp: Tuinwerkzaamheden in verschillende tuinen van de gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid – Dienstjaar 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 20.000,00 € (EXCL. BTW) – 24.200,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24/04/2023 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

22.05.2023/A/0017 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **27/03/2023** ;

Objet : Réparation de deux balcons situés dans deux immeubles gérés par la Régie Foncière – Exercice 2023 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 24.000,00 € (HTVA) – 25.440,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27/03/2023 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het

College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **27/03/2023** werd genomen:

Onderwerp: Herstelling van twee balkons gelegen in twee gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid – Dienstjaar 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 24.000,00 € (EXCL. BTW) – 25.440,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27/03/2023 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

22.05.2023/A/0018 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **17/04/2023** ;

Objet : Etat des lieux de toutes les ferronneries des immeubles gérés par la Régie Foncière – Exercice 2023 - Approbation des conditions et de l'attribution -

Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (HTVA) – 2.650,00 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE de prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 17/04/2023 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van 17/04/2023 werd genomen:

Onderwerp: Inventaris van alle ijzerwerken van de gebouwen beheerd door de Regie van Grondbeleid - Dienstjaar 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € (EXCL. BTW) – 2.650,00 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 17/04/2023 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.



## Guichet Unique du Logement - Woonloket

22.05.2023/A/0019 **Logement – Modification du règlement relatif à l’octroi d’une prime « bonus-loyer » aux propriétaires confiant un logement à une agence immobilière sociale.**

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 20.12.2021 modifiant le règlement relatif à la prime « bonus-loyer » pour y introduire une prime pour les logements étudiants et en fixer le montant ;

Vu l’Ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement (*M.B.*, 18 juillet 2003) et notamment le Chapitre VII du Titre IV,

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les agences immobilières sociales (*M.B.*, 8 janvier 2016) qui prévoit notamment en son article 22 :

« *La Ministre peut également agréer une des agences immobilières sociales agréées, en tant qu’Agence Immobilière Sociale Etudiante* »,

Vu l’article 10§2,3° dudit arrêté qui dispose qu’un flat/studio « *doit avoir une surface minimale de 26 mètres pour une personne seule et de 29 mètres pour un couple marié ou vivant maritalement* » mais qui prévoit que le respect de ces normes n’est pas requis pour les logements étudiants (art. 10§4),

Vu l’article 4§2 l’arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 septembre 2003 déterminant les exigences élémentaires en matière de sécurité, de salubrité et d’équipement des logements (*M.B.*, 19 septembre 2003) qui prévoit que la surface minimale d’un logement « *est ramenée... à 18 m2 pour deux personnes pour les logements meublés et les logements d’étudiant* » et que par conséquent, la superficie d’un logement étudiant peut être inférieure à 26m2,

Vu le Règlement relatif à l’octroi d’une prime communale « bonus-loyer » aux propriétaires confiant un logement a une agence immobilière sociale approuvé par le Conseil communal du 08 mai 2017,

Considérant que l’Agence Immobilière Sociale Etudiante (ci-après l’A.I.S.E.), créée en 2016, fonctionne selon le principe des Agences Immobilières Sociales (A.I.S.) mais s’adresse exclusivement aux étudiants,

Considérant que l’A.I.S.E., est à ce jour, l’unique Agence Immobilière Sociale à destination des étudiants reconnue par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et que par conséquent, tout propriétaire désireux de confier un logement étudiant à une Agence Immobilière Sociale doit le faire par l’intermédiaire de l’A.I.S.E.,

Considérant que l’A.I.S.E. est la seule Agence Immobilière Sociale bruxellois à pouvoir prendre en location/gestion un bien dont la superficie est inférieure à 26 m2,

Considérant le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale distingue l’A.I.S.E. des autres A.I.S. en appliquant des plafonds de loyers différents ; qu’ainsi, en 2023, l’A.I.S.E. peut proposer un loyer de maximum 426,02€ à un propriétaire d’un kot

individuel alors qu'une A.I.S. peut aller jusqu'à 508,85€ pour un studio ;

Considérant qu'il n'est dès lors pas déraisonnable de maintenir une différence dans le montant des primes selon qu'il s'agisse d'une AIS ou d'une AISE ;

Considérant qu'il convient néanmoins de revoir le montant de la prime pour les logements étudiants de manière proportionnelle ;

Considérant que pour garantir la sécurité juridique et budgétaire, les présentes modifications du règlement relatif à l'octroi d'une prime communale « bonus-loyer » ne valent que pour l'avenir (et ne bénéficient pas de la rétroactivité),

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Décide de modifier les articles 4 du règlement communal relatif à l'octroi d'une prime aux propriétaires confiant un logement à une agence immobilière sociale de la manière suivante :

#### **Article 4**

La prime est versée annuellement. Son montant est fonction du nombre de chambres du logement en se référant aux critères énoncés à l'article 10 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 *organisant les agences immobilières sociales*.

Tableau de répartition de la prime :

Type de logement	Montant annuel de la prime
Logement étudiant	150€
Studio	300€
1 chambre	350€
2 chambres	500€
3 chambres et plus	1200€

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

#### **Huisvesting – Reglement betreffende de toekenning van een premie als bonus boven op de huurprijs aan de eigenaars die een woning toevertrouwen aan een sociaal verhuurkantoor**

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 20.12.2021 houdende wijziging van het reglement betreffende de premie als bonus boven op de huurprijs, met name de toevoeging van een premie voor studentenwoningen en de bepaling van het bedrag daarvoor;

gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode (B.S., 18 juli 2003) en in het bijzonder hoofdstuk VII van titel IV;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren (SB, 8 januari 2016) dat in artikel 22 het volgende bepaalt:

“De Minister kan een van de sociaal verhuurkantoor ook als “Sociaal

*Studentenverhuurkantoor” erkennen.”*

gelet op artikel 10 §2, 3° van dat besluit dat bepaalt dat een flat of studio “*een minimale oppervlakte [moet] hebben van 26 m voor een alleenstaande en 29 m voor een gehuwd of echtelijk samenwonend koppel*” maar dat de naleving van die normen niet wordt vereist voor de studentenwoning (artikel 10 §4);

gelet op artikel 4 §2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 september 2003 tot bepaling van de elementaire verplichtingen inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting van de woningen (SB, 19 september 2003) dat bepaalt dat deze minimale oppervlakte van een woning “*wordt teruggebracht ... tot 18 m2 voor twee personen voor gemeubelde woningen en studentenwoningen*” en dat bijgevolg de oppervlakte van een studentenwoning kleiner mag zijn dan 26m2;

gelet op het reglement betreffende de toekenning van een premie als bonus boven op de huurprijs aan de eigenaars die een woning toevertrouwen aan een sociaal verhuurkantoor dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van **8 mei 2017**;

overwegende dat het Sociaal Verhuurkantoor voor Studenten (hierna het SVKS), dat werd opgericht in 2016, werkt volgens de principes van de sociaal verhuurkantoren (SVK) maar zich enkel richt tot studenten;

overwegende dat het SVKS tot op vandaag het enige sociaal verhuurkantoor voor studenten is dat wordt erkend door de Brussels Hoofdstedelijke Regering en dat bijgevolg elke eigenaar die een studentenwoning wil toevertrouwen aan een sociaal verhuurkantoor dat moet doen via het SVKS;

overwegende dat het SVKS het enige Brusselse sociaal verhuurkantoor is dat een woning met een oppervlakte van minder dan 26 m2 kan verhuren/beheren;

overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een onderscheid maakt tussen het SVKS en de andere SVK door verschillende huurplafonds toe te passen; dat het SVKS dus in 2023 een huurprijs van maximaal 426,02 euro kan voorstellen aan een eigenaar van een individuele studentenwoning, terwijl een SVK tot 508,85 euro kan gaan voor een studio;

overwegende dat het bijgevolg niet onredelijk is een verschil in premiebedrag tussen een SVK en een SVKS te behouden;

overwegende dat het echter is aangewezen het bedrag van de premie voor een studentenwoning proportioneel te herzien;

overwegende dat deze wijzigingen van het reglement betreffende de toekenning van een gemeentelijke premie als bonus boven op de huurprijs geen terugwerkende kracht mogen hebben om de rechtszekerheid en de begrotingszekerheid te waarborgen;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om artikel 4 van het reglement betreffende de toekenning van een premie als bonus boven op de huurprijs aan de eigenaars die een woning toevertrouwen aan een sociaal verhuurkantoor als volgt te wijzigen:

#### **Artikel 4**

De premie wordt jaarlijks gestort. Het bedrag is afhankelijk van het aantal kamers van

de woning waarbij een beroep gedaan wordt op de criteria uit artikel 10 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren.

Tabel van de premieverdeling:

<u>Soort woning</u>	<u>Jaarlijks premiebedrag</u>
Studentenwoning	150 euro
Studio	300 euro
1 kamer	350 euro
2 kamers	500 euro
3 kamers en meer	1.200 euro

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Madame Bataille :*

Je voulais saluer la majoration de la prime et donc l'accroissement de la proportionnalité entre les différents montants de primes en fonction de la taille du loyer.

*Monsieur le Bourgmestre :*

Chose promise chose dûe, Madame Bataille.

*Mevrouw Bataille:*

Ik wilde de verhoging van de premie toejuichen en dus ook de verhoging van de evenredigheid tussen de verschillende premiebedragen, afhankelijk van de grootte van de huur.

*Mijnheer de burgemeester:*

Belofte maakt schuld, mevrouw Bataille.

---

22.05.2023/A/0020

**Adoption de la convention type d'occupation précaire pour les locataires relogés suite à un arrêté d'incapacité.**

Le Conseil communal,

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement (*M.B.*, 18 juillet 2003) et notamment le Chapitre I (« *des exigences de sécurité, salubrité et d'équipement des logements* ») du Titre III,

Vu la Nouvelle loi communale et notamment les articles 133 et s. qui dispose : « *les communes ont pour mission de faire jouir les habitants d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;*

Considérant que la Commune d'Etterbeek s'est résolument engagée à lutter fermement contre l'insalubrité ;

Considérant qu'il n'est pas pensable de maintenir un ménage dans un logement présentant des risques manifestes pour la sécurité des occupants ;

Considérant que cela peut impliquer de devoir reloger temporairement des ménages le temps que ces derniers puissent trouver une solution durable de logement ;

Considérant le manque criant de logement de transit et la nécessité de faire preuve d'innovation (droit de réquisition etc.) ;

Considérant le fait que la quasi-totalité des logements qui seront mis à disposition de la commune par l'intermédiaire du droit de gestion public seront utilisés comme des logements de transit pour les ménages évacués du fait du danger encouru au sein d'un logement insalubre ;

Décide :

D'adopter la convention type d'occupation précaire reprise ci-dessous en permettant des ajustements à la marge en fonction des situations.

# CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

## ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune d'Etterbeek, dont le siège social est établi à 1040 Etterbeek, avenue des Casernes 31 boîte 1, reprise sous le numéro BCE 0207.365.610 et représentée par Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Madame Annick PETIT, Secrétaire communale.

ci-après dénommée « la commune »  
d'une part,

Et

Madame/Monsieur XXX né à XXX le XX/XX/XXXX (R.N : XX XX XX XXX XX)  
Domicilié Rue XXX à XXXX XXXXXX.

ci-après dénommé(s) « l'occupant »  
d'autre part,

## IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### Article 1. Objet du contrat.

**1.1** La commune cède l'usage à titre précaire d'un logement non meublé  
situé ..... à  
..... à l'occupant, qui l'accepte.

Ce logement se compose de :  
.....

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

1.2 L'hébergement sera occupé par ... (nombres de) personnes.

1.3 L'usage à titre précaire du logement est cédé à l'occupant en raison d'un besoin urgent d'être relogé à la suite de l'exécution d'un arrêté d'inhabitabilité du Bourgmestre ou d'une interdiction de mise en location en vertu du Code bruxellois du logement et considérant qu'il n'a pas les moyens de remédier, dans l'immédiat, à cette situation.

1.4 L'occupant ne peut en aucun cas changer la destination d'occupation à titre précaire du bien et ne peut en aucun cas céder, en tout ou en partie, l'usage du logement visé à l'article 1.1, sans accord préalable et écrit de la commune.

1.5 Les parties reconnaissent explicitement que les dispositions du Chapitre II, Titre XI de l'Ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement (ci-après, le « Code ») ainsi que les dispositions relatives au bail de résidence principales du preneur (Chapitre III, Titre XI du Code) ne sont pas applicables à la présente convention. La présente convention est une convention d'occupation de logement de transit au sens de l'article 2,22° du Code.

1.6 L'occupant est tenu d'occuper effectivement le logement.

## **Article 2. Durée.**

2.1 La présente convention est consentie pour une durée de .... mois prenant cours le ..../..../..... pour finir le ..../..../.....

2.2 Elle ne peut être prorogée qu'avec l'accord exprès de la commune. Elle ne peut être prolongée par tacite reconduction.

2.3 La commune peut mettre fin à la présente convention, à tout moment, moyennant un préavis de 15 jours donné par lettre recommandée.

2.4 L'occupant peut mettre fin à la présente convention, à tout moment, moyennant un préavis de 15 jours donné par lettre recommandée. L'occupant, s'il trouve un logement et que le délai de préavis susmentionné lui porterait préjudice pour l'occupation de celui-ci, pourra remettre un préavis plus court avec un minimum de 3 jours.

## **Article 3. Prix et charges.**

3.1 L'occupant s'engage à payer anticipativement en contrepartie de cette occupation, une indemnité mensuelle de ..... EUR/mois, charges communes et individuelles comprises.

3.2 L'indemnité couvre forfaitairement les frais et charges suivantes : la consommation d'eau, de gaz, d'électricité, y compris la location et le coût des compteurs, ainsi que les frais de raccordement.

**3.3** L'indemnité sera payée **avant le 5<sup>ème</sup> jour** de chaque mois sur le compte n° **BEXXX** de la commune.

#### **Article 4. Garantie.**

**4.1** L'occupant s'engage à réaliser **une épargne mensuelle de .....** EUR/mois en vue de la constitution d'une garantie locative.

**4.2** Cette épargne sera versée à l'initiative de l'occupant sur un compte individualisé ouvert à son nom auprès de XXX et les intérêts seront capitalisés à son profit.

Par le placement, l'actif du compte est affecté en priorité au paiement de toute créance résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations de l'occupant.

#### **Article 5. Conditions d'occupation.**

**5.1** L'occupant s'engage à occuper le bien en personne prudente et raisonnable. Il reconnaît avoir pris connaissance du règlement d'ordre intérieur du bâtiment et s'engage à s'y conformer pleinement.

**5.2** A défaut de règlement d'ordre intérieur,

- l'occupant veillera à ne pas déranger les voisins par des activités bruyantes. Le calme doit être particulièrement respecté de 22h00 à 7h00 du matin ;

- l'occupant ne peut reproduire ou prêter ses clés ;

- sauf autorisation écrite et préalable de la commune, les animaux domestiques ne sont pas autorisés dans le bien.

#### **Article 6. Etat des lieux.**

**6.1** L'occupant reconnaît avoir reçu le logement visé à l'article 1.1 de la présente convention en bon état d'entretien et s'engage, au terme de la convention, à le restituer dans le même état à la commune.

**6.2** Les parties conviennent qu'il sera procédé, avant l'entrée de l'occupant, à l'établissement d'un état des lieux.

**6.3** Sauf convention contraire, le constat de l'état des lieux de sortie sera établi au plus tard le dernier jour de la convention, dès que l'occupant aura entièrement libéré les lieux.

Il sera établi par un expert à frais partagés.

#### **Article 7. Accompagnement social.**

**7.1** L'occupant accepte de recevoir la visite, sur rendez-vous, des travailleurs sociaux du CPAS qui sont délégués afin de vérifier l'état du logement et/ou d'assurer l'accompagnement social de l'occupant.

**7.2** Durant son séjour, l'occupant s'engage à :

- mettre tout en œuvre pour trouver rapidement un logement ;

- participer, minimum trois fois par semaine, à la « Table du Logement » organisée par la Cellule Logement du CPAS ;

- se procurer les listes de logement qui sont mises à disposition dès

- le lundi à la « Table du Logement » ;
- informer régulièrement, preuves à l'appui, la Cellule Logement du CPAS du résultat des démarches effectuées dans ce cadre ;
  - se présenter aux rendez-vous fixés par les agents de la Cellule Logement du CPAS ;
  - s'inscrire sur les listes d'attente des logements sociaux et des logements publics et renouveler sa demande annuellement ou semestriellement ;

**Article 8. Compétence des tribunaux.**

**8.1** En cas de litige entre les parties, celui-ci sera de la compétence des juridictions de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Fait en double exemplaire à Etterbeek, le ..... dont chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

Pour la commune

L'occupant

Par ordonnance :

La secrétaire communale, Le bourgmestre,

Annick PETIT

Vincent DE WOLF

Prénom, NOM et  
Signature

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**En cours de traduction**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
Convention d'occupation précaire.docx*

---

**Développement et financement de projets - Ontwikkeling en financiering van projecten**

22.05.2023/A/0021 **Signature d'une convention avec la Région de Bruxelles-Capitale concernant le financement d'un Coordinateur sécurité routière communal.**



Le Conseil communal,

Vu l'appel à projets (Bruxelles Mobilité) pour le financement d'un Coordinateur sécurité routière communal (voir détails ci-joint) ;

Vu la décision du Collège du 27/02/2023 de remettre une candidature pour la commune d'Etterbeek (voir ci-joint) dans le cadre de cet appel à projets ;

Considérant que la Région a approuvé la candidature etterbeekoise et a entretemps décidé d'augmenter le subside et de le faire passer à maximum 195.000 € sur 3 ans, pour financer 1 ETP de niveau A ou B ;

Vu la proposition de convention établie par la Région pour concrétiser cette collaboration ;

Décide de signer la convention avec la Région de Bruxelles-Capitale concernant le financement d'un Coordinateur sécurité routière communal, telle que ci-après :

## CONVENTION

Entre :

la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière, Madame Elke Van den Brandt,

Dénommée ci-après « La Région »

Et

la commune d'Etterbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent conjointement Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre et Madame Annick Petit, Secrétaire communale, agissant sous condition suspensive de l'approbation de la présente convention par le Conseil communal et de la non annulation dans le délai légal par l'autorité de tutelle sur les Pouvoirs locaux de ladite décision d'approbation,

Dénommée ci-après « Le Bénéficiaire »,

il est convenu ce qui suit :

### Article 1 - Objet de la convention

La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire, d'une subvention de la Région, d'un montant de 195.000,00 EUR conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du ..... 2023.

Descriptif du projet : La subvention est allouée au Bénéficiaire pour l'engagement d'un équivalent temps plein durant une période de trois ans, afin d'appuyer l'administration communale d'Etterbeek dans le développement, la mise en œuvre et le suivi du Plan d'actions Communal de Sécurité routière.

Objectifs du projet : le projet vise à aider la commune à développer, mettre en œuvre et suivre le Plan d'actions communal de Sécurité routière comme prévu dans le Plan

d'actions régional de sécurité routière 2021-2030.

Indicateurs de réalisation : la commune doit avoir approuvé son plan d'actions communal pour mars 2024 et commencé son suivi, elle doit également en communiquer les indicateurs à Bruxelles Mobilité.

Dépenses : Les dépenses qui pourront être prises en charge par la subvention sont celles renseignées par les fiches de paie.

Les documents à fournir pour justifier les frais de l'ETP sont les suivants :

- Le contrat de travail de la personne
- Les fiches de paie de la personne
- Les preuves de paiement des salaires
- Une déclaration sur l'honneur de l'agent engagé attestant du nombre d'heures/de mois qu'il a travaillé (exclusivement) sur le projet subventionné
- Un tableau reprenant le calcul de tous les frais qui devront être pris en considération dans la justification de la subvention.

#### Article 2 – Durée

La convention porte sur la période 15/06/2023 au 14/09/2026.

Cette période peut être prolongée en fonction des procédures de marché public, et de l'évolution des travaux de réaménagement moyennant l'accord de la Ministre chargée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité Routière, endéans la période de couverture de la subvention.

#### Article 3 – Communication

Il sera fait mention du soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de son logo et/ou du logo de Bruxelles Mobilité lors de toute communication du bénéficiaire relative à l'objet de la subvention, quel qu'en soit le support.

Dans toute reproduction du logo de la Région de Bruxelles-Capitale, le bénéficiaire veillera à respecter scrupuleusement la charte graphique du Service public régional de Bruxelles, disponible via [info@sprb.brussels](mailto:info@sprb.brussels).

Article 4 - Modalités de liquidation et pièces à fournir lors des demandes de paiement  
La subvention sera liquidée en trois tranches :

Une première tranche de 78.000,00 EUR sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni et envoyée sous format PDF à [invoice@sprb.brussels](mailto:invoice@sprb.brussels) , avec copie à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels) , après la notification du présent arrêté au bénéficiaire.

Une deuxième tranche de 52.000,00 EUR sur la base d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni et envoyée sous format PDF à [invoice@sprb.brussels](mailto:invoice@sprb.brussels) , avec copie à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels) , en 2025.

Le solde de 65.000,00 EUR sur présentation :

- d'une déclaration de créance établie selon le modèle fourni et envoyée sous format PDF à [invoice@sprb.brussels](mailto:invoice@sprb.brussels) , avec copie à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels) (une seule demande de paiement par mail, dans un fichier PDF unique).

- du dossier complet de justificatifs envoyé à [aldepeint@sprb.brussels](mailto:aldepeint@sprb.brussels) (+ [m Scorier@sprb.brussels](mailto:m Scorier@sprb.brussels) en copie) comprenant :
  - une copie de la déclaration de créance
  - le rapport financier (établi selon le modèle fourni) appuyé de tous les justificatifs des dépenses éligibles prévues par la convention qui sont nommés, numérotés et inventoriés. Chaque justificatif présenté doit être une copie certifiée conforme de l'original et doit obligatoirement être accompagné d'un extrait de compte ou d'un ticket prouvant la dépense
  - la déclaration sur l'honneur de bonne utilisation du subside (établie selon le modèle fourni)
  - la déclaration sur l'honneur relative aux frais de personnel (établie selon le modèle fourni)
  - le rapport d'activités complété et signé (établi selon le modèle fourni)
  - un exemplaire de chaque support promotionnel, s'il échet.

Les factures originales doivent mentionner qu'il s'agit d'une dépense financée par la Région de Bruxelles-Capitale ; la mention « Bruxelles Mobilité » doit être apposée sur chaque pièce originale.

Le dossier complet de justificatifs doit être introduit au plus tard le 14/12/2026 selon les modalités reprises ci-dessus. Si le dossier de justificatifs est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement annulée.

L'introduction du dossier de justificatifs donne lieu au décompte final du montant effectivement dû. L'envoi ultérieur de pièces justificatives supplémentaires n'est dès lors pas pris en compte, sauf demande expresse émanant du contrôleur financier de Bruxelles Mobilité.

#### Article 5 - Présentation des pièces justificatives

En cas de financements multiples et de diverses origines, il est du devoir du bénéficiaire de lever toute équivoque sur les pièces présentées, tant au moment de la demande de paiement que lors d'éventuels contrôles ultérieurs, que ces contrôles soient sur pièces ou sur place.

Lorsqu'une pièce justificative est présentée à plusieurs pouvoirs subsidiaires, la ventilation entre pouvoirs subsidiaires devra être acceptée au préalable et sera reprise sur chaque pièce originale.

Les pièces justificatives seront soit acquittées, soit accompagnées des preuves de leur paiement (extraits de comptes bancaires ou toute autre forme de preuve de paiement). Comme tempérament à cette règle, des copies de pièces justificatives et des copies de preuves de paiement sont admises.

Elles doivent être numérotées selon l'ordre chronologique et précédées d'une liste reprenant, dans l'ordre des numéros de pièces, le nom du fournisseur, la date de la pièce, le montant hors TVA, le montant TVA comprise si elle est due, c'est-à-dire effectivement supportée. La liste doit se clôturer par un total et être datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

#### Article 6 - Contrôle des subventions

Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les

dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application. Ces articles sont reproduits, in extenso, ci-dessous :

Art 92 : Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, précitée, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.

Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par la bénéficiaire de la subvention.

Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art 93 : Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art 94 : Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art 95 : Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93.

Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article.

#### Article 7 – Paiements

Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

#### Article 8 – Responsabilité

Le Bénéficiaire est l'unique responsable comme maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution des Travaux et s'engage à garantir la Région contre tout recours de tiers ou des participants ou les adjudicataires qui trouvent son origine dans l'exécution des Travaux, des services ou fournitures pour la réalisation des Travaux.

La Région ne peut en aucun cas être tenue ou liée par des obligations contractuelles, quasi contractuelles délictuelles ou quasi délictuelles qui ont été conclues par le

Bénéficiaire dans le cadre des marchés de services, de fournitures et de travaux.

Article 9 - Marchés publics

Le Bénéficiaire est soumis aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Article 10 - Imputation budgétaire

Le montant de la subvention est imputable sur l'allocation de base 17.007.27.02.4322 EF du budget 2023 de la Région de Bruxelles-Capitale.

Article 11 – Litiges

Tout litige relatif à la présente convention relève de la compétence des Tribunaux de Bruxelles.

Article 12 - Demande de modification

Toute demande de modification (période de couverture, délai de remise du dossier de justificatifs, répartition du budget entre les différents postes de dépenses) doit obligatoirement faire l'objet d'une demande d'établissement d'un avenant au plus tard 6 semaines avant la fin de la période de couverture de la subvention (c'est-à-dire pour le 3 août 2026 au plus tard).

Article 13 - Transmission des documents

Toutes les notifications ou communications à faire en vertu de la présente convention seront valablement adressées par les parties aux adresses suivantes :

1. POUR LA RÉGION

Iris Tower

Bruxelles Mobilité - Direction Mobilité et Sécurité routière

A l'attention de Mr Kristof De Mesmaeker, Directeur-Chef de Service

Place Saint-Lazare 2

1035 BRUXELLES

1. POUR LE BÉNÉFICIAIRE

La commune d'Etterbeek

Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires, le .....

Pour la commune d'Etterbeek

Vincent De Wolf, Bourgmestre

Annick Petit, Secrétaire communale

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière

Elke Van den Brandt

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Ondertekening van een overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in verband met de financiering van een gemeentelijke coördinator voor verkeersveiligheid.**

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep (Brussel Mobiliteit) voor de financiering van een gemeentelijke coördinator voor verkeersveiligheid (zie bijgevoegde details);

gelet op de beslissing van het college van 27/02/2023 om een kandidatuur in te dienen voor de gemeente Etterbeek (zie bijlage) in het kader van deze projectoproep;

overwegende dat het Gewest de kandidatuur van Etterbeek heeft goedgekeurd en in de tussentijd heeft beslist om de subsidie te verhogen tot maximaal 195.000 euro over een periode van 3 jaar om 1 VTE van niveau A of B te financieren;

gelet op de voorgestelde overeenkomst opgesteld door het Gewest om die samenwerking concreet te maken;

BESLIST om de overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in verband met de financiering van een gemeentelijke coördinator voor verkeersveiligheid te ondertekenen zoals hieronder opgenomen:

**OVEREENKOMST**

Tussen:

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid, mevrouw Elke Van den Brandt,

Hierna “het Gewest” genoemd,

En

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar college van burgemeester en schepenen, in naam waarvan gezamenlijk optreden de heer Vincent De Wolf, burgemeester en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris, handelend onder de opschortende voorwaarde van de goedkeuring van deze overeenkomst door de gemeenteraad en het niet-vernietigen van voornoemde goedkeuringsbeslissing binnen de wettelijke termijn door de overheid die toezicht houdt op de plaatselijke besturen,

Hierna “de Begunstigde” genoemd,

wordt overeengekomen wat volgt:

**Artikel 1 - Voorwerp van de overeenkomst**

Onderhavige overeenkomst bepaalt de modaliteiten voor de toekenning aan de Begunstigde, van een subsidie van het Gewest voor een bedrag van 195.000,00 € overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van ..... 2023.

Beschrijving van het project: De subsidie wordt toegekend aan de Begunstigde voor de indienstneming van een voltijds equivalent voor een periode van drie jaar, om het gemeentebestuur van Etterbeek te ondersteunen bij de ontwikkeling, uitvoering en opvolging van het gemeentelijk actieplan verkeersveiligheid, hierna “de Werken” genoemd.

Doelstellingen van het project: het project wil de gemeente helpen bij de ontwikkeling, uitvoering en opvolging van het Gemeentelijk Actieplan Verkeersveiligheid zoals voorzien in het Gewestelijk Actieplan Verkeersveiligheid 2021-2030.

Indicatoren voor de realisatie van het project: de gemeente moet haar gemeentelijk actieplan goedgekeurd hebben tegen maart 2024 en moet met de opvolging zijn begonnen, ze moet er ook de indicatoren van meedelen aan Brussel Mobiliteit.

Uitgaven: De uitgaven die door deze subsidie kunnen gedekt worden zijn die vermeld op de loonfiches.

Volgende documenten moeten worden verstrekt om de kosten van de VTE te verantwoorden:

- De arbeidsovereenkomst van de persoon
- De loonfiches van de persoon
- De bewijzen dat het loon werd betaald
- Een verklaring op eer van het in dienst genomen personeelslid dat het aantal uren/maand bewijst dat hij/zij (exclusief) op het gesubsidieerde project gewerkt heeft.
- Een tabel met de berekening van alle kosten die in overweging moeten worden genomen bij de verantwoording van de subsidie.

#### Artikel 2 – Duur

De overeenkomst dekt de periode van 15/06/2023 t.e.m. 14/09/2026.

Deze periode kan verlengd worden naargelang de overheidsopdrachtprocedures en de evolutie van de heraanlegwerken, mits akkoord, binnen de dekkingsperiode van de subsidie, van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid.

#### Artikel 3 – Communicatie

Bij elke communicatie door de begunstigde met betrekking tot het voorwerp van de subsidie, ongeacht de drager, moet de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden vermeld en moet het logo van het Gewest en/of van Brussel Mobiliteit worden aangebracht.

Bij elke reproductie van het logo van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zal de begunstigde ervoor zorgen dat ze de huisstijl van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel naleeft, die beschikbaar is bij [info@gob.brussels](mailto:info@gob.brussels)

Artikel 4 - Betalingsmodaliteiten en te bezorgen stukken bij de aanvraag tot betaling  
De subsidie wordt in drie schijven uitbetaald:

Een eerste schijf van 78.000,00 EUR op basis van een schuldvordering, opgesteld

volgens het bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar [invoice@gob.brussels](mailto:invoice@gob.brussels) , met kopie voor [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels) , na de kennisgeving van dit besluit aan de begunstigde.

Een tweede schijf van 52.000,00 EUR op basis van een schuldvordering, opgesteld volgens het bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar [invoice@gob.brussels](mailto:invoice@gob.brussels) , met kopie voor [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels) , in 2025.

Het saldo van 65.000,00 EUR tegen overlegging van:

- een schuldvordering opgesteld volgens het bezorgde model en in pdf-formaat te versturen naar [invoice@gob.brussels](mailto:invoice@gob.brussels) , met kopie voor [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels) (één enkele betalingsaanvraag per e-mail, in de vorm van één enkel pdf-bestand).
- het volledige dossier met verantwoordingsstukken, te versturen naar [aldepeint@gob.brussels](mailto:aldepeint@gob.brussels) (+ [mscorier@gob.brussels](mailto:m scorier@gob.brussels) in kopie), dat het volgende omvat:
  - een kopie van de schuldvordering
  - het financiële verslag (opgesteld volgens het bezorgde model), gestaafd met alle verantwoordingsstukken voor de subsidi-eerbare uitgaven waarin de -3/6- overeenkomst voorziet, benaamd, genummerd en opgelijst. Elk ingediend verantwoordingstuk moet een eensluidend verklaarde kopie van het origineel zijn en moet vergezeld zijn van een rekeninguittreksel of kasticket waaruit de uitgave blijkt.
  - de verklaring op erewoord dat de subsidie correct aangewend zal worden (opgesteld volgens het bezorgde model)
  - de verklaring op erewoord met betrekking tot de personeelskosten (opgesteld volgens het bezorgde model)
  - het ingevulde en ondertekende activiteitenverslag (opgesteld volgens het bezorgde model)
  - een exemplaar van alle gebruikte promotiemateriaal, indien van toepassing

De originele facturen moeten vermelden dat het om een door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gefinancierde uitgave gaat; op elk origineel document moet de naam “Brussel Mobiliteit” vermeld staan.

Het volledige dossier met verantwoordingsstukken moet uiterlijk op 14/12/2026 volgens de bovenvermelde nadere regels. Als het dossier met verantwoordingsstukken na die datum wordt ingediend, verliest de begunstigde elk recht op de subsidie; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit verband vervalt dan automatisch.

Op basis van het ingediende dossier met verantwoordingsstukken wordt de eindafrekening opgemaakt die het daadwerkelijk verschuldigde bedrag bepaalt. Later verzonden bijkomende verantwoordingsstukken worden bijgevolg niet in aanmerking genomen, behalve op uitdrukkelijk verzoek van de financiële controleur van Brussel Mobiliteit.

Artikel 5 - Indiening van de verantwoordingsstukken



In geval van meerdere financieringen van diverse oorsprong, dient de Begunstigde ervoor te zorgen dat er geen enkele onduidelijkheid bestaat over de ingediende stukken, zowel op het ogenblik van de aanvraag tot betaling als tijdens eventuele latere controles. Deze controles kunnen zowel een controle van de stukken als een controle ter plaatse inhouden.

Wanneer een verantwoordingsstuk bij meerdere subsidiërende overheden wordt ingediend, dient de verdeling tussen de subsidiërende overheden vooraf aanvaard te zijn en dient ze vermeld te worden op alle originele stukken.

De verantwoordingsstukken dienen ofwel gekwiteerd te zijn, ofwel vergezeld van het bewijs van betaling (rekeninguittreksels of eender welke andere vorm van bewijs van betaling). Als matiging van deze regel worden ook kopieën van de verantwoordingsstukken en kopieën van de betalingsbewijzen toegelaten.

Ze moeten chronologisch worden genummerd en moeten voorafgegaan worden door een lijst waarin, in de volgorde van de genummerde stukken, de naam van de leverancier, de datum van het document, het bedrag exclusief BTW en desgevallend het bedrag inclusief BTW, d.w.z. als er BTW verschuldigd is, dient te worden vermeld. De lijst moet worden afgesloten met een totaal en moet worden gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om verbintenissen aan te gaan in naam van de Begunstigde.

#### Artikel 6 - De controle op de subsidies

De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, zijn van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso overgenomen:

Art 92 : Conform artikel 11 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door de gewestelijke entiteit wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend geldvoorschot, worden aangewend voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording.

Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent.

Art. 93 : Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aanvaarden van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden.

De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën.

Art. 94 : Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie de begunstigde:

1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;

- 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;
- 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert;
- 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen.

Art 95 : Conform artikel 14 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen.

Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

#### Artikel 7 – Betalingen

De betalingen gebeuren binnen de limieten van de budgettaire kredieten. Ze gebeuren zo spoedig mogelijk, rekening houdende met de voorwaarden inzake controle.

#### Artikel 8 – Verantwoordelijkheid

Als opdrachtgever blijft de Begunstigde de enige verantwoordelijke voor de uitvoering van de Werken. Hij verbindt zich ertoe het Gewest te vrijwaren van elke vordering van derden, deelnemers of opdrachtnemers waaraan de uitvoering van de Werken, met inbegrip van de eraan verbonden levering en diensten, ten grondslag ligt.

Het Gewest kan onder geen beding gehouden of verbonden worden geacht door contractuele, quasi-contractuele, delictuele of quasi-delictuele verbintenissen die door de Begunstigde zijn aangegaan in het kader van overheidsopdrachten voor werken, leveringen of diensten.

#### Artikel 9 – Overheidsopdrachten

De Begunstigde is onderworpen aan de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

#### Artikel 10 - Budgettaire aanrekening

Het bedrag van de subsidie wordt aangerekend op basisallocatie 17.007.27.02.4322 EF van de begroting 2023 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

#### Artikel 11 – Geschillen

Alle geschillen betreffende deze overeenkomst vallen onder de bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

#### Artikel 12 - Verzoek om wijziging

Voor elk verzoek om wijziging (de dekkingsperiode, de termijn voor de indiening van bewijsstukken, de verdeling van de begroting over de verschillende uitgavenposten) moet uiterlijk 6 weken vóór het einde van de dekkingsperiode van de subsidie een wijzigingsverzoek worden ingediend (dat wil zeggen uiterlijk op 3 augustus 2026).

#### Artikel 13 - Bezorgen van de documenten

Alle notificaties en kennisgevingen die krachtens deze overeenkomst gegeven moeten worden, dienen door de partijen op geldige wijze te worden verstuurd naar de

volgende adressen:

1. VOOR HET GEWEST

Iris Tower  
Brussel Mobiliteit - Directie Mobiliteit en Verkeersveiligheid  
Ter attentie van de heer Kristof De Mesmaeker, Directeur-Diensthooft  
Sint-Lazarusplein 2  
1035 BRUSSEL

1. VOOR DE BEGUNSTIGDE

Gemeente Etterbeek  
De heer Vincent De Wolf, Burgemeester  
Kazernenlaan 31/1  
1040 Etterbeek

Opgemaakt te Brussel in twee exemplaren, op .....

Voor de gemeente Etterbeek

Vincent De Wolf, Burgemeester

Annick Petit, Gemeentesecretaris

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Mobiliteit,  
Openbare Werken en Verkeersveiligheid  
Elke Van den Brandt

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Appel à projet RH\_v4.pdf, SUP23.766\_ETT-RH\_convNL.pdf, Appel à projet  
RH\_v4\_NL.pdf, SUP23.766\_ETT-RH\_convFR.pdf, Coordinateur securite routiere  
communal - Candidature Etterbeek V210223.pdf*

---

**Propreté (sauf personnel) - Netheid (behalve personeel)**

22.05.2023/A/0022 **Convention pour la collecte des déchets textiles, avec OXFAM, et placement  
d'une bulle à textile devant la crèche Aimé Dupont.**

Le Conseil communal,

Considérant la décision du Collège du 10.11.2022 relative à la suppression des bulles  
à vêtement hors sol présentes sur l'espace public à Etterbeek et à la recherche d'un site  
communal accessible au public, sur lequel en accueillir ;

Considérant la proposition d'installer une bulle à vêtement hors sol Oxfam devant  
l'entrée de la crèche Aimé Dupont (à l'extérieur), moyennant le retrait de 2 arceaux à

vélo ;

Notant que ce site bénéficie d'une bonne fréquentation et donc d'une visibilité correcte, qu'il est accessible uniquement en journée durant les heures d'ouverture des Jardins de Fontenay-sous-bois (de janvier à mai : 9h - 18h30 ; en juin et juillet : 9h - 21h ; en août : 9h - 20h ; de septembre à décembre : 9h - 18h30), et qu'à ce titre il est moins exposé au risque de violation du mobilier urbain ;

Sachant que l'asbl « Les Petits Riens » disposent déjà de 2 bulles à vêtement enterrés, malgré le retrait des 3 bulles à vêtement hors sol (attendus en définitive pour le 31.05.2022) et qu'une convention existe déjà pour ces 2 bulles à vêtement enterrées ;

Notant par contre que l'asbl « Oxfam » ne dispose aujourd'hui plus d'aucune bulle à vêtement sur le territoire d'Etterbeek, qu'il est donc légitime de leur proposer d'en placer à nouveau par soucis d'équité, et qu'il convient dans ce cas de s'accorder sur les termes d'une convention ;

DECIDE

1. D'approuver le placement par OXFAM d'une bulle à textile, à l'entrée de la crèche Aimé Dupont (au niveau du chemin d'accès aux Jardins de Fontenay-sous-bois, accessible via le n° 67 de la rue des Champs), moyennant le retrait de 2 arceaux à vélo ;
2. D'approuver la Convention pour la collecte des déchets textiles ménagers

ENTRE :

La commune d'Etterbeek, établie à 1040 Etterbeek, 31/1, avenue des Casernes, représentée par Monsieur Vincent De Wolf, Bourgmestre et Madame Annick Petit, secrétaire communale,

dénommée ci-après « la commune »

D'UNE PART,

ET :

L'asbl Oxfam-Solidarité, dont le siège social est établi à Bruxelles, 60 rue des quatre-vents à 1080 Molenbeek, représentée par Monsieur Eneman Johannes, chef du département textile, enregistré sous le numéro C/001 455 368 au titre de collecteur de déchets non dangereux de déchets en région bruxelloise,

dénommée ci-après « l'opérateur »,

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Champ d'application.

La présente convention règle les modalités de collecte des textiles usagés sur le territoire de la commune, lorsque la collecte est réalisée par le biais de points d'apports volontaires, ci-après dénommés bulles à textiles, ou en porte-à-porte.

Elle s'inscrit dans le cadre des dispositions suivantes :

- Article 27 de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets « Ordonnance Déchets » ;
- Arrêté du gouvernement bruxellois (AGB) du 21 juin 2012 relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets non dangereux

autres que ménagers ;

La présente convention porte sur l'ensemble des bulles à textiles et/ou des collectes en porte-à-porte mises en place par l'opérateur sur le territoire de la commune.

#### Art. 2. Objectifs.

L'opérateur collecte des déchets textiles ménagers sur le territoire de la commune dans le but premier de les réutiliser ou de les recycler.

Par déchets textiles ménagers, on entend les vêtements (textile et cuir), la maroquinerie (chaussures, sacs), la literie, le linge de maison (rideaux, draperies, nappes, serviettes) et autres matériaux textiles dont les ménages souhaitent se défaire.

#### Art. 3. Collecte des déchets textiles ménagers.

§ 1er. La collecte des déchets textiles ménagers peut être organisée selon les méthodes suivantes :

1. bulles à textiles (y compris des bulles à textiles spéciales pour chaussures) installées sur le territoire de la commune ;
2. bulles à textiles (y compris des bulles à textiles spéciales pour chaussures) installées sur des terrains privés ;
3. collecte en porte-à-porte des textiles.

§ 2. Lorsque la collecte est organisée par le biais de bulles à textiles placées sur le territoire communal, l'opérateur respecte les dispositions suivantes :

1. l'emplacement des bulles à textiles est déterminé de commun accord avec la commune ;
2. la description de la bulle à textiles (dimensions, structure et couleur - joindre une photo en exemple) est précisée en annexe ;
3. les bulles à textiles ne peuvent pas porter de publicité commerciale ;
4. la commune n'accepte aucune responsabilité en matière de vol, vandalisme et autres dégâts à la bulle à textiles ou aux déchets textiles collectés ;
5. l'opérateur est légalement responsable des dommages occasionnés par les bulles à textiles ou à cause de celles-ci lors de leur installation ou de leur vidange ;
6. la commune est entièrement préservée de toute revendication de tiers relative aux dommages mentionnés à l'article 3, § 2, e ;
7. l'opérateur déclare annuellement à la commune les quantités de déchets textiles ménagers collectées ainsi que leur destination et le traitement effectué ;
8. l'opérateur est tenu de notifier à la commune tout enlèvement de bulles à textiles ;
9. l'opérateur s'assure que les bulles à textiles soient vidées au moins 2 fois par semaine, endéans les heures d'accessibilité des sites retenus s'il y a lieu si les bulles sont placées sur un site inaccessible dans certains horaires, par exemple la nuit (horaires communiqués par la commune lors du choix des emplacements).

Lorsqu'une bulle à textiles est remplie avant cette échéance, l'opérateur la vide dans les 24 heures après signalement par la commune à l'adresse email [collect.textile@terre.be](mailto:collect.textile@terre.be) ou par téléphone au 04 24 58 58 ;

1. l'opérateur veille au bon fonctionnement, à l'entretien et à la propreté de la bulle à textiles. L'ensemble de la bulle à textiles, en ce compris l'entrée et la sortie, les aires de stationnement et les abords de la bulle à textiles, sont nettoyés régulièrement par l'opérateur. En outre, tout dépôt clandestin aux

abords de la bulle à textiles, quel qu'il soit, est enlevé dans les 24h après signalement par la commune ;

§ 3. Lorsque la collecte est organisée par le biais de bulles à textiles placées sur des terrains privés, la commune communique à l'opérateur les dispositions applicables en matière d'urbanisme et de salubrité ainsi que les dispositions relatives au contrôle de l'application de celles-ci.

L'opérateur respecte les dispositions du § 2, b à j.

Art. 4. Collecte en porte-à-porte (non-applicable)

§ 1er. L'opérateur collecte les déchets textiles ménagers en porte-à-porte sur le territoire communal à raison de ..... fois par an (à déterminer entre l'opérateur et la commune).

§ 2. La fréquence des collectes est fixée comme suit :  
.....

(à déterminer entre l'opérateur et la commune).

§ 3. La collecte en porte-à-porte concerne :

1. l'ensemble de la commune \*\*

2. l'entité

de

.....  
.....

\*\* = biffer les mentions inutiles.

§ 4. L'opérateur peut distribuer des récipients et/ou tracts pour la collecte en porte-à-porte mentionnée au § 1er.

Les récipients et les tracts mentionnent la date et l'heure du début de la collecte, ainsi que le nom, l'adresse complète et le numéro de téléphone de l'opérateur.

L'utilisation de récipients et/ou tracts mentionnant un autre opérateur que l'opérateur signataire de la présente convention est strictement interdite.

§ 5. Les récipients et/ou tracts sont soumis à l'approbation de la commune avant toute utilisation.

§ 6. L'opérateur déclare les quantités collectées à la commune conformément à l'article 3, § 2, k.

§ 7. Pour toute modification des §§ 1er à 3, une autorisation écrite de la commune est requise.

Art. 5. Sensibilisation et information.

L'opérateur diffuse régulièrement les informations relatives à la collecte des déchets textiles. Avec l'accord de la commune, il peut utiliser les canaux d'information et de sensibilisation de celle-ci.

En vue d'appliquer l'alinéa précédent, la commune peut mettre à la disposition de l'opérateur tout ou partie des canaux de communication dont elle dispose, sans toutefois introduire d'iniquité entre les différents opérateurs chargés de la collecte des textiles sur le territoire communal concerné, et sans qu'il ne soit possible de prévoir une fréquence précise anticipativement.

Art. 6. Fraction résiduelle des déchets de textiles ménagers collectés.

L'opérateur sensibilise les ménages à un tri adéquat des déchets de manière à réduire au maximum la fraction résiduelle et les impuretés dans les déchets textiles collectés.

Il est responsable de l'enlèvement de la fraction résiduelle et, sauf convention contraire, prend en charge les coûts qui en découlent.

Par fraction résiduelle, on entend les déchets textiles ménagers qui ne peuvent être réutilisés ou recyclés par l'organisation après le tri des déchets collectés.

Art. 7. Gestion des déchets textiles ménagers.

Toute activité de gestion des déchets textiles ménagers collectés en application de la présente convention, en ce compris l'exportation, est effectuée dans le respect de la législation en vigueur.

L'opérateur confie exclusivement leur traitement à des opérateurs de traitement dûment autorisés.

L'opérateur déclare annuellement à la commune la destination des déchets textiles ménagers collectés.

Art. 8. Contrôle.

Le ou les services de la commune désignés ci-après exercent un contrôle sur le respect de la présente convention :

- service propreté publique
- service coordination du plan propreté

A leur simple demande, tous les renseignements utiles leur sont fournis et les données concernant la présente convention peuvent être consultées.

Art. 9. Durée de la convention et clause de résiliation.

§ 1er. La présente convention prend effet le 1er juin 2023 pour une durée de 7 mois. Sauf manifestation d'une volonté contraire dans le chef de l'une des parties, la convention est reconduite tacitement au 1er janvier de chaque année pour une durée d'un an. Les parties peuvent mettre fin à la convention à tout moment, moyennant un délai de préavis de trois mois.

§ 2. Lorsque l'opérateur perd son enregistrement de collecteur de déchets non dangereux, la convention prend immédiatement fin de plein droit et l'opérateur est tenu de cesser immédiatement ses activités de collecte de textiles. Il enlève les bulles à textiles qu'il a installées dans un délai d'une semaine. A défaut, et s'il ne donne pas suite aux injonctions de la commune, celle-ci peut enlever ou faire enlever les bulles à textiles d'office, aux frais de l'opérateur en défaut.

§ 3. Le non-respect par l'opérateur des engagements repris à l'article 3 § 2, b à j, autorise la commune à rompre la convention unilatéralement avec effet immédiat, de sorte que l'opérateur soit dans ce cas tenu de faire enlever les bulles à textiles qu'il a installées dans un délai d'un mois. A défaut, et s'il ne donne pas suite aux injonctions de la commune, celle-ci peut enlever ou faire enlever les bulles à textiles d'office, aux frais de l'opérateur en défaut.

Art. 10. Tribunaux compétents.

Tout litige relatif à la présente convention est du ressort des tribunaux de l'ordre judiciaire territorialement compétents.

Art. 11. Clause finale.

La présente convention est établie en deux exemplaires, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour « La commune » :  
« l'opérateur » :

Pour

Par Ordonnance :

La Secrétaire communale  
Textile  
Annick PETIT  
ENEMAN

Le Bourgmestre

Vincent DE WOLF

Le chef de département

Johannes

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Overeenkomst voor de inzameling van textielafval, met OXFAM, en installatie van een textielcontainer voor de crèche van Aimé Dupont.**

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van het college van 10.11.2022 om de bovengrondse kledingcontainers in de openbare ruimte in Etterbeek weg te halen en op zoek te gaan naar een gemeentelijke site die toegankelijk is voor het publiek en waar de kledingcontainers geïnstalleerd zouden kunnen worden;

gelet op het voorstel om een bovengrondse kledingcontainer van Oxfam te plaatsen voor de ingang van crèche Aimé Dupont (buiten) door 2 fietsbogen weg te halen;

overwegende dat deze site druk bezocht wordt en dus goed zichtbaar is, dat de site enkel overdag toegankelijk is tijdens de openingsuren van de Tuinen van Fontenay-sous-Bois (van januari tot mei: 9 u. - 18.30 u.; in juni en juli: 9 u. - 21 u.; in augustus: 9 u. - 20 u.; van september tot december: 9 u. - 18.30 u.) en dat daardoor het risico op beschadiging van het straatmeubilair kleiner is;

overwegende dat de vzw Spullenhulp al over 2 ondergrondse kledingcontainers beschikt ondanks de 3 bovengrondse kledingcontainers die worden weggehaald (definitief verwacht voor 31.05.2022) en dat al een overeenkomst bestaat voor die 2 ondergrondse kledingcontainers;

overwegende dat de vzw Oxfam vandaag echter nog over geen enkele kledingcontainer op het grondgebied van Etterbeek beschikt en het dus gerechtvaardigd is om hen voor te stellen er opnieuw een te plaatsen voor de eerlijkheid en dat het in dat geval is aangewezen is om dit vast te leggen in een overeenkomst;

**BESLIST**

1. Om goedkeuring te geven voor de plaatsing van een kledingcontainer door Oxfam voor de ingang van de crèche Aimé Dupont (ter hoogte van de toegangsweg van de Tuinen van Fontenay-sous-Bois, Veldstraat 67) door 2 fietsbogen weg te halen;
2. Om de overeenkomst voor de inzameling van huishoudelijk textielafval goed te keuren.

**TUSSEN:**

De gemeente Etterbeek, gelegen in 1040 Etterbeek, Kazernenlaan 31/1, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris,  
hierna “de gemeente” genoemd,  
ENERZIJDS,

**EN:**

De vzw Oxfam-Solidarité met maatschappelijke zetel in Brussel, Vier Windenstraat 60



in 1080 Molenbeek, vertegenwoordigd door de heer Eneman Johannes, hoofd van het departement Textiel, geregistreerd onder het nummer C/001 455 368 als inzamelaar van niet-gevaarlijk afval in het Brussels Gewest, hierna “de operator” genoemd,  
ANDERZIJDS,  
WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

### **Artikel 1: Toepassingsgebied.**

Deze overeenkomst regelt de modaliteiten voor de inzameling van gebruikt textiel op het grondgebied van de gemeente wanneer de inzameling plaatsvindt via vrijwillige aanvoerpunten, hierna textielcontainers genoemd, of via huis-aan-huisophaling.

Deze overeenkomst sluit aan op de volgende bepalingen:

- Artikel 27 van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen;
- Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 juni 2012 betreffende de registratie van ophalers en vervoerders van niet-gevaarlijke niet-huishoudelijke afvalstoffen.

*Deze overeenkomst heeft betrekking op alle textielcontainers en/of huis-aan-huisophalingen van de operator op het grondgebied van de gemeente.*

### **Artikel 2. Doelstellingen.**

De operator zamelt huishoudelijk textielafval in op het grondgebied van de gemeente met als belangrijkste doel om dat afval te hergebruiken of te recycleren.

Onder huishoudelijke textielafval wordt verstaan kleding (textiel en leer), lederwaren (schoenen, tassen), beddengoed, linnengoed (gordijnen, overgordijnen, tafellakens, servetten) en andere textielmaterialen waarvan gezinnen zich willen ontdoen.

### **Artikel 3. Inzameling van huishoudelijk textielafval.**

§1. De inzameling van het huishoudelijke textielafval kan volgens de volgende methoden worden georganiseerd:

- a. textielcontainers (met inbegrip van speciale textielcontainers voor schoenen) geplaatst op het grondgebied van de gemeente;
- b. textielcontainers (met inbegrip van speciale textielcontainers voor schoenen) geplaatst op privéterrein;
- c. huis-aan-huisophaling van textiel.

§2. Als de inzameling plaatsvindt via textielcontainers geplaatst op het grondgebied van de gemeente moet de operator de volgende bepalingen naleven:

- a. de locatie van de textielcontainers wordt in gezamenlijk overleg met de gemeente bepaald;
- b. de omschrijving van de textielcontainer (afmetingen, structuur en kleur – een foto als voorbeeld bijvoegen) wordt in bijlage verduidelijkt;
- c. de textielcontainers mogen niet worden voorzien van commerciële reclame;
- d. de gemeente aanvaardt geen enkele aansprakelijkheid inzake diefstal, vandalisme en andere schade aan de textielcontainer of aan het ingezamelde textielafval;
- e. de operator is wettelijk aansprakelijk voor de schade die door of wegens de textielcontainers wordt veroorzaakt tijdens hun installatie of lediging;
- f. de gemeente wordt volledig gevrijwaard van alle vorderingen van derden met betrekking tot de schade bedoeld in artikel 3, § 2, e;
- g. de operator doet bij de gemeente jaarlijks aangifte van de hoeveelheden ingezameld huishoudelijk textielafval en van de bestemming en de verwerking ervan;

- h. de operator moet elke verwijdering van textielcontainer aan de gemeente meedelen;
- i. de operator zorgt ervoor dat de textielcontainers minstens 2 keer per week worden leeggemaakt tijdens de uren waarop de gekozen sites toegankelijk zijn in het geval dat de containers werden geplaatst op een site die op bepaalde uren niet toegankelijk is, bijvoorbeeld 's nachts (uren worden door de gemeente doorgegeven bij de keuze van de locatie).

Als een textielcontainer vol is voor het verstrijken van die termijn, maakt de operator die leeg binnen 24 uur na de melding van de gemeente via e-mail naar collect.textile@terre.be of telefonisch op het nummer 04 24 58 58;

- a. de operator waakt over de goede werking, het onderhoud en de netheid van de textielcontainer. De volledige textielcontainer, met inbegrip van de in- en uitgang, de parkeerplaatsen en de omgeving van de textielcontainer, wordt regelmatig schoongemaakt door de operator. Bovendien wordt alle sluikestortafval in de omgeving van de textielcontainer, wat dat afval ook moge zijn, binnen 24 uur opgeruimd na melding door de gemeente.

§3. Als de inzameling plaatsvindt via textielcontainers geplaatst op privéterreinen, bezorgt de gemeente de bepalingen die van toepassing zijn op het vlak van stedenbouw en gezondheid en de bepalingen met betrekking tot de controle van de toepassing ervan aan de operator.

De operator moet de bepalingen van §2, b tot j naleven.

**Artikel 4. Huis-aan-huisophaling (niet van toepassing).**

§1. De operator haalt huishoudelijk textiel op van deur tot deur op het grondgebied van de gemeente, met name ..... keer per jaar (te bepalen in overleg tussen de operator en de gemeente).

§2. De frequentie van de ophalingen wordt als volgt vastgelegd: ..... (te bepalen in overleg tussen de operator en de gemeente).

§3. De huis-aan-huisophaling geldt voor:

- 1. de volledige gemeente \*\*
- 2. de entiteit .....

\*\* = schrappen wat niet past.

§4. De operator mag recipiënten en/of folder voor de in §1 vermelde huis-aan-huisophaling uitdelen.

De recipiënten en folders vermelden de datum en het uur waarop de ophaling start en de naam, het volledige adres en het telefoonnummer van de operator.

Het gebruik van recipiënten en/of folders waarop een andere operator is vermeld dan de operator die deze overeenkomst heeft ondertekend is strikt verboden.

§5. De recipiënten en/of folders worden ter goedkeuring voorgelegd aan de gemeente voordat ze worden gebruikt.

§6. De operator doet bij de gemeente aangifte van de ingezamelde hoeveelheden in overeenstemming met artikel 3, §2, k.

§7. Voor elke wijziging van §§1 tot 3 is de schriftelijke toestemming van de gemeente vereist.

**Artikel 5. Bewustmaking en informatie.**

De operator verspreidt regelmatig informatie over de inzameling van textielafval. Met toestemming van de gemeente kan hij de bewustmaking- en informatiekkanalen van de gemeente gebruiken.

In toepassing van de vorige alinea kan de gemeente alle of een deel van haar communicatiekanalen ter beschikking stellen van de operator, zonder echter oneerlijkheid te creëren tussen de verschillende operatoren die belast zijn met de

inzameling van textiel op het betrokken gemeentelijke grondgebied, en zonder dat vooraf een precieze frequentie kan worden vastgesteld.

**Artikel 6. Residuele fractie van het ingezamelde huishoudelijke textielafval.**

De operator sensibiliseert de gezinnen in verband met een aangepaste sortering van het afval om de residuele fractie en de onzuiverheden in het ingezamelde textielafval zoveel mogelijk te beperken.

Hij is aansprakelijk voor de verwijdering van de residuele fractie en, behalve andersluidende overeenkomst, neemt hij de kosten die daaruit voortvloeien voor zijn rekening.

Onder residuele fractie wordt verstaan het huishoudelijk textielafval dat door de organisatie niet kan worden hergebruikt of gerecycleerd na sortering van het ingezamelde afval.

**Artikel 7. Beheer van het huishoudelijk textielafval.**

Elke activiteit van beheer van het ingezamelde huishoudelijk textielafval in toepassing van deze overeenkomst, met inbegrip van de export, wordt uitgevoerd met inachtneming van de geldende wetgeving.

De operator vertrouwt de verwerking van het huishoudelijk textielafval uitsluitend toe aan vergunde verwerkingsoperatoren.

De operator doet bij de gemeente jaarlijks aangifte van de bestemming van het ingezamelde huishoudelijk textielafval.

**Artikel 8. Controle.**

De hierna aangestelde dienst(en) van de gemeente controleren of deze overeenkomst wordt nageleefd:

- dienst Openbare Netheid
- dienst Coördinatie van het Netheidsplan

Op hun verzoek wordt alle nuttige informatie aan hen bezorgd en kunnen de gegevens met betrekking tot deze overeenkomst worden geraadpleegd.

**Artikel 9. Duur van de overeenkomst en opzeggingsclausule.**

§1. Deze overeenkomst treedt in werking op 1 juni 2023 voor een periode van 7 maanden. Behalve als een van de partijen dit anders aangeeft, wordt de overeenkomst stilzwijgend verlengd op 1 januari van elk jaar voor een periode van één jaar. De partijen kunnen de overeenkomst op elk moment beëindigen op voorwaarde van een opzegtermijn van drie maanden.

§2. Wanneer de operator zijn registratie als inzamelaar van ongevaarlijke afval verliest, wordt de overeenkomst onmiddellijk van rechtswege beëindigd en moet de operator zijn activiteiten van textielinzameling onmiddellijk stopzetten. Hij verwijdert de textielcontainers die hij heeft geplaatst binnen de week. Zo niet, en als hij geen gevolg geeft aan de bevelen van de gemeente, kan de gemeente de textielcontainers ambtshalve verwijderen of laten verwijderen op kosten van de in gebreke gebleven operator.

§3. De niet-naleving door de operator van de verbintenissen uit artikel 3 §2, b tot j, geeft de gemeente toestemming om de overeenkomst eenzijdig te verbreken met onmiddellijke ingang waardoor de operator in dat geval verplicht is om zijn textielcontainers binnen een maand weg te halen. Zo niet, en als hij geen gevolg geeft aan de bevelen van de gemeente, kan de gemeente de textielcontainers ambtshalve verwijderen of laten verwijderen op kosten van de in gebreke gebleven operator.

**Artikel 10. Bevoegde rechtbanken.**

Alle geschillen met betrekking tot deze overeenkomst behoren tot de bevoegdheid van de voor het grondgebied bevoegde rechtbanken van de rechterlijke macht.

**Artikel 11. Slotbepaling.**

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee exemplaren. Elke partij bevestigt haar exemplaar te hebben ontvangen.

Voor de  
gemeente:

Voor de operator:

In opdracht:

De gemeentesecretaris  
departement Textiel

Annick PETIT

De burgemeester

Vincent DE WOLF

Het hoofd van het

Johannes ENEMAN

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Monsieur le Bourgmestre :*

Ceux qui suivent les dossiers en la matière savent que la difficulté n'est pas de travailler avec Oxfam ou les Petits Riens, ces asbl ou ces sociétés très respectables. La difficulté est évidemment que certains croient utile, avec ou sans petite lampe de front, de sortir tout ce qu'il y a dans la bulle ou le dispositif, de laisser par terre tout ce qui ne les intéresse pas et puis de repartir muni de ce qu'ils ont choisi.

Les plaintes des riverains en la matière, à différents endroits sont légion. Donc, après discussion et réflexion et parce qu'on répugne évidemment à supprimer toute possibilité (je rappelle qu'une série d'initiatives qui sont prises par le CPAS ou de la commune en la matière), on a alors choisi cet endroit à la crèche Aimé Dupont.

Pourquoi ?

Parce qu'il y a un contrôle social, puisque vous savez que c'est la plus grande crèche de Belgique francophone donc, le nombre de va-et-vient de parents ou d'usagers est très important, mais surtout l'accès est sécurisé, le matin et le soir, par les grilles qui sont fermées. On espère ainsi éviter les problèmes que je viens de citer, mais je voulais honorer le Conseil en expliquant la subtilité d'avoir choisi cet endroit.

*Mijnheer de burgemeester:*

Degenen die het dossier volgen, weten dat de moeilijkheid niet zit in de samenwerking met Oxfam of Spullenhulp, zeer respectabele vzw's en bedrijven. Het probleem is duidelijk dat sommige mensen het nuttig vinden om, al dan niet met een kleine hoofdamp, alles uit de container of voorziening te halen, alles wat hen niet interesseert op de grond achter te laten en dan te vertrekken met wat ze gekozen hebben.

Hierover zijn veel klachten binnengekomen van omwonenden op verschillende plaatsen. Dus, na overlegd en nagedacht te hebben, en omdat we natuurlijk niet alle mogelijkheden willen afschaffen (ik herinner u eraan dat er een reeks initiatieven zijn genomen door het OCMW of de gemeente op dit vlak), hebben we gekozen voor deze locatie bij de crèche Aimé Dupont.

Waarom?

Omdat het, zoals u weet, de grootste crèche in Franstalig België is, dus er komen en gaan veel ouders en gebruikers, maar bovenal is de toegang beveiligd, 's ochtends en 's avonds, met gesloten hekken. Op deze manier hopen we de problemen die ik net heb genoemd te vermijden, maar ik wilde de raad eren door de subtiliteit van de keuze voor deze locatie uit te leggen.

---

## Coordination du plan propreté - Coördinatie van het netheidsplan

22.05.2023/A/0023 **Dispositif « Caméras » de lutte contre les actes de malpropreté : poursuite & actualisation de l'avis au regard de l'évolution de la loi du 21.03.2007.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 135 de la nouvelle Loi Communale qui définit les nuisances concernées par les faits visés ci-après ;

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation des caméras de surveillance, modifiée par les lois des 12/11/2009, 03/08/2012, 04/04/2014, 21/04/2106, 21/03/2018 et 30/07/2018 ;

Vu l'arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra (modifié par l'arrêté royal du 21 août 2009) ;

Vu l'arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'image de caméras de surveillance ;

Vu l'avis positif du chef de corps de la zone de police Montgomery, en date du 24 avril mai 2023 (voir annexe) ;

Considérant que l'effort mené par la Commune en matière de lutte contre les salissures mérite d'être poursuivi ;

Considérant que la stratégie menée jusqu'ici par le service répression en matière de propreté, dépendant du service "Coordination du Plan Propreté", est grandement facilitée par l'utilisation de caméras de surveillance fixes temporaires ciblant la voie publique du territoire de la commune d'Etterbeek ;

Vu que, bien qu'installées provisoirement, et ayant vocation à être déplacées, les caméras dont il est question sont bien considérées comme des « caméras fixes », dans la mesure où elles ne seront jamais déplacées durant l'observation ;

Considérant que cette stratégie peut s'appliquer à l'ensemble du territoire communal, tel que prévu par l'article 5 § 2/1, alinéa 4 de la loi, la décision portant sur les emplacements précis revenant au responsable du traitement des images, à savoir le Collège des Bourgmestre et Échevin·e·s, en sa qualité d'organe de représentation de la commune d'Etterbeek ;

Considérant que l'installation de telles caméras sera notifiée aux services de police, tel que le prévoit l'article 5 § 3, alinéa 1 de la loi ;

Considérant qu'un registre reprenant les activités de traitement d'images par caméra sera tenu par la

Commune, responsable du traitement, tel que le prévoit l'article 5 § 3, alinéa 4 de la loi ;

Considérant que l'enregistrement d'images par les caméras de surveillance n'auront d'autre but que de réunir la preuve d'incivilités et d'en identifier les auteurs ;

Sachant que la Commune, au travers de son Collège, désigne des agents constatateurs du service répression propreté en tant que seuls « destinataires » des images qui, une fois téléchargées depuis la mémoire intégrée des caméras elles-mêmes (en différé donc et jamais en direct), font l'objet d'un traitement en vue de dresser constat s'il y a lieu, en application du Règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises ;

Considérant l'apposition de pictogrammes signalant l'existence de vidéosurveillance installée sur les voies d'accès à la commune, ce qui satisfait à l'obligation d'apposer un pictogramme aux principaux points d'accès au périmètre filmé ;

Notant que, pour éviter toute interruption de service en début de prochaine législature, la proposition porte sur la période déterminée du 22.05.2023 au 30.06.2025 ;

Notant enfin qu'une attention sera prise pour que l'emplacement et l'orientation des caméras de surveillance respecte le « principe de proportionnalité » requis pour tout traitement de données à caractère personnel, y compris au niveau des images filmées, que ce soit en dirigeant les caméras spécifiquement vers des lieux qui relève de la compétence de l'autorité communale, ou que ce soit par le recours à des moyens techniques permettant de masquer les parties sur les images de lieux pour lesquelles l'administration communale n'est pas responsable du traitement des données (ex : habitation privée, commerce, espace privé, etc.) à moins d'avoir obtenu l'autorisation du responsable de traitement des images pour un tel lieu, et ce dans le respect du Règlement général sur la Protection des Données personnelles (RGPD) ;

Notant également qu'en termes de délais de conservation, les images issues des caméras de surveillance sont conservées dans le respect des délais légaux : les images ne donnant pas lieu à un constat sont en effet supprimés directement ; celles permettant de dresser un constat S.A.C. sont quant à elles conservées durant une période de 6 ans afin de garantir de pouvoir y avoir recours en cas de réclamation par les contrevenants ;

Notant enfin que le point de contact pour le droit d'accès aux images est le Responsable des données personnelles de l'administration communale (dpo@etterbeek.brussels) ;

#### DECIDE

1. D'approuver l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance fixes temporaires contrôlant les lieux ouverts sur l'ensemble du territoire communal, dans le cadre de la lutte contre les incivilités en matière de propreté dans l'espace public, et ce pour la période allant du 22.05.2023 au 30.06.2025 inclus ;
2. D'approuver la désignation des agents « destinataires » des images de vidéosurveillance chargés de visionner et de traiter les images en vue de dresser des sanctions administratives communales s'il y a lieu, au nom de la Commune d'Etterbeek : Alexia Cornet, Boniface Kabisa Bular, Payam Samie Far, Emre Olcayto, et Ismaël Reynewaeter.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

**Systeem "Camera's" voor de bestrijding van onreinheid: voortzetting & actualisering van het advies met betrekking tot de wetswijzigingen van 21.03.2007.**

De gemeenteraad,

gelet op artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet dat de overlast definieert waarop de hierna vermelde feiten betrekking hebben;

gelet op de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, gewijzigd bij de wetten van 12/11/2009, 03/08/2012, 04/04/2014, 21/04/2016, 21/03/2018 en 30/07/2018;

gelet op het koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt (gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 augustus 2009);

gelet op het koninklijk besluit van 8 mei 2018 betreffende de aangiften van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's en betreffende het register van de beeldverwerkingsactiviteiten van bewakingscamera's;

gelet op het positief advies van de korpschef van de politiezone Montgomery op 24 april mei 2023 (zie bijlage);

overwegende dat de inspanningen van de gemeente op het vlak van de bestrijding van vervuiling moeten worden voortgezet;

overwegend dat de strategie die tot nu toe werd gevoerd door de dienst Repressie op het vlak van netheid, die deel uitmaakt van de dienst Coördinatie van Netheidsplan, in grote mate wordt vergemakkelijkt door het gebruik van tijdelijke vaste bewakingscamera's die gericht zijn op de openbare weg op het grondgebied van de gemeente Etterbeek;

overwegende dat de betrokken camera's, hoewel zij tijdelijk zijn geïnstalleerd en bedoeld zijn om te worden verplaatst, wel degelijk als "vaste camera's" worden beschouwd, aangezien zij tijdens de observatie nooit zullen worden verplaatst;

overwegende dat deze strategie kan worden toegepast op het volledige gemeentelijke grondgebied, zoals bepaald in artikel 5, § 2/1, vierde lid, van de wet, waarbij de beslissing over de precieze locaties wordt genomen door de verantwoordelijke voor de verwerking van de beelden, namelijk het college van burgemeester en schepenen, in zijn hoedanigheid van vertegenwoordigend orgaan van de gemeente Etterbeek;

overwegende dat de installatie van die camera's zal worden gemeld aan de politiediensten, zoals bepaald in artikel 5, § 3, eerste lid, van de wet;

overwegende dat een register van de beeldverwerkingsactiviteiten per camera zal worden bijgehouden door de gemeente, die verantwoordelijk is voor de verwerking, zoals bepaald in artikel 5, § 3, vierde lid, van de wet;

overwegende dat de opname van beelden door de bewakingscamera's geen ander doel zal hebben dan het verzamelen van bewijzen van onburgerlijk gedrag en het identificeren van de daders;

overwegende dat de gemeente via haar college de vaststellende ambtenaren van de dienst Repressie Netheid aanstelt als de enige “bestemmingen” van de beelden die, zodra ze uit het geïntegreerde geheugen van de camera's zelf zijn gedownload (dus uitgesteld en nooit live), het voorwerp uitmaken van verwerking met het oog op het opstellen van een vaststelling, indien nodig, in toepassing van het gemeenschappelijk algemeen politiereglement van de 19 Brusselse gemeenten;

overwegende dat pictogrammen worden aangebracht die wijzen op het bestaan van videobewaking op de toegangswegen tot de gemeente, waarmee wordt voldaan aan de verplichting om een pictogram aan te brengen op de belangrijkste toegangen tot het gefilmde gebied;

overwegende dat het voorstel, om onderbreking van de dienst aan het begin van de volgende legislatuur te voorkomen, betrekking heeft op de periode van 22.05.2023 tot en met 30.06.2025;

overwegende tot slot dat erop zal worden toegezien dat de plaats en de richting van de bewakingscamera's in overeenstemming zijn met het “evenredigheidsbeginsel” dat vereist is voor elke verwerking van persoonsgegevens, ook op het vlak van de gefilmde beelden, hetzij door de camera's specifiek te richten op plaatsen die onder de bevoegdheid van de gemeentelijke overheid vallen, hetzij door technische middelen te gebruiken om de delen van de beelden af te schermen van plaatsen waarvoor het gemeentebestuur niet bevoegd is voor de gegevensverwerking (bv. particuliere woning, bedrijf, privéruimte, enz. ), tenzij toestemming is verkregen van de persoon die bevoegd is voor de verwerking van de beelden voor een dergelijke plaats, en dit met inachtneming van de algemene verordening gegevensbescherming (AVG);

overwegende ook dat, wat de bewaartermijnen betreft, de beelden van de bewakingscamera's worden bewaard met inachtneming van de wettelijke termijnen: de beelden die geen aanleiding geven tot een vaststelling worden onmiddellijk gewist; de beelden die het mogelijk maken een GAS-vaststelling op te stellen worden gedurende een periode van 6 jaar bewaard om te garanderen dat zij kunnen worden gebruikt in geval van een bezwaar van de overtreders;

overwegende tot slot dat het contactpunt voor het recht op toegang tot de beelden de functionaris voor persoonsgegevens van het gemeentebestuur is (dpo@etterbeek.brussels);

## BESLIST

1. Goedkeuring te geven voor de installatie en het gebruik van tijdelijke vaste bewakingscamera's die toezicht houden op niet-besloten plaatsen in de hele gemeente, in het kader van de bestrijding van onburgerlijk gedrag op het vlak van netheid in de openbare ruimte, voor de periode van 22.05.2023 tot en met 30.06.2025;
2. Goedkeuring te geven voor de aanstelling van de ambtenaren die de videobewakingsbeelden zullen ontvangen en die belast zijn met het bekijken en verwerken van de beelden met het oog op de eventuele opstelling van gemeentelijke administratieve sancties, in naam van de gemeente Etterbeek: Alexia Cornet, Boniface Kabisa Bular, Payam Samie Far, Emre Olcayto en Ismaël Reynewaeter.



De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Madame Bataille :*

Est-ce qu'on peut avoir de l'information sur le déploiement de ce "dispositif caméras" ou bien c'est une information qu'on recevra éventuellement dans le cadre de la réponse à l'interpellation sur les problèmes des dépôts sauvages place Saint-Pierre ?

*Monsieur le Bourgmestre :*

Votre œil aiguisé aura retenu que nous avons contracté depuis, je n'ai pas la mémoire du temps, je dirais 3 ans, une convention de location avec une société spécialisée pour le placement de caméras factices ou non, destinées à lutter contre les incivilités en matière de propreté.

Ça avait défrayé la chronique, parce que ça avait été repris je ne sais plus dans quel média. Nous avons maintenant une brigade de répression propreté qui comprend 8 personnes, dont une responsable.

Ces caméras sont placées à différents endroits de la commune, on ne dit pas lesquels bien entendu. Ce sont des caméras dites intelligentes, c'est-à-dire que quand il y a du mouvement, elles se mettent en route et elles enregistrent automatiquement ce qui se passe. L'arrivée, le dépôt, le départ.

Évidemment, ça fonctionne mieux la nuit puisque la nuit tous les chats sont gris dit-on, mais la caméra fonctionne bien et filme évidemment les plaques minéralogiques des véhicules qui se permettent de déposer des encombrants à différents endroits.

La cheffe du service répression découvre tout ça le matin en prenant son service. Les vidéos sont envoyées directement sur son ordinateur, elle rédige directement les procès-verbaux y relatifs en reprenant les éléments scannés qui font preuve, adresse cela aux contrevenants qui peuvent évidemment faire un recours mais les preuves sont assez irréfutables en général de la situation qu'il y est trouvée.

Je me bats avec le secrétaire de la zone de police Montgomery depuis fort longtemps pour que le même service puisse être obtenu par mutualisation des images via les caméras de police qui sont très nombreuses sur la zone et on est sur le point d'aboutir, mais la complexité juridique du dossier dans une démocratie appuyée fait que, parfois, on attrape des cheveux gris, puis des cheveux blancs, puis on les perd. Jusqu'à présent, pour moi ça va encore, mais le taux d'énervement est considérable parce qu'on aurait déjà pu améliorer fortement les choses si on avait pu mutualiser ces images après les interventions auprès de multiples services de différents niveaux de cet état, on va, je pense y arriver, mais ça, c'est un élément qui sera soumis à votre conseil prochainement.

*Madame Mandaila :*

Depuis l'installation de ces caméras que nous saluons, que nous avons votée, je voulais savoir si le nombre des procès-verbaux avait augmenté ?

*Monsieur le Bourgmestre :*

Il y a des endroits où les poissons mordent plus qu'à d'autres endroits, et dès lors on laisse plus longtemps les caméras à ces endroits-là.

On peut vous adresser un relevé précis de l'évolution.

En tout cas, les contrevenants sont nombreux. Est-ce que la présence des caméras

entraîne des diminutions ? Je dirais oui, mais si c'était des etterbeekoïes, ce serait rapide, mais le problème, c'est que ça vient d'un peu partout.

Un peu se faire prendre, un autre peut arriver sans savoir que l'autre s'est fait prendre, et donc le taux de connaissance qui va entraîner une diminution de récidive est quand même difficile à mesurer.

*Mevrouw Bataille:*

Kunnen we enige informatie krijgen over de inzet van dit deze camera's of is dit informatie die we wellicht krijgen als onderdeel van het antwoord op de interpellatie over de problemen met sluikstorten op het Sint-Pietersplein?

*Mijnheer de burgemeester:*

Uw scherpe blik zal gemerkt hebben dat we, ik denk zo'n 3 jaar geleden, een huurovereenkomst hebben gesloten met een gespecialiseerd bedrijf voor de installatie van al dan niet namaakcamera's om overlastgedrag op het vlak van netheid tegen te gaan.

Het haalde de krantenkoppen omdat het in een of ander mediakanaal werd gemeld. We hebben nu een afdeling Repressie Netheid die bestaat uit 8 mensen, waaronder een verantwoordelijke.

Deze camera's zijn op verschillende plaatsen in de gemeente geïnstalleerd, hoewel we natuurlijk niet zeggen waar. Het zijn zogenaamde slimme camera's, wat betekent dat als er beweging is, ze opstarten en automatisch registreren wat er gebeurt. Aankomst, sluikstorten, vertrek.

Natuurlijk werkt het 's nachts beter, want er wordt gezegd dat bij nacht alle katjes grauw zijn, maar de camera werkt goed en filmt duidelijk de nummerplaten van voertuigen die de vrijheid nemen om grofvuil op verschillende plaatsen achter te laten.

Het hoofd van de dienst Netheid ontdekt dit alles 's ochtends als ze aan haar dienst begint. De video's worden rechtstreeks naar haar computer gestuurd en ze stelt de nodige processen-verbaal op met behulp van het gescande bewijsmateriaal en stuurt ze naar de overtreders, die natuurlijk in beroep kunnen gaan, maar het bewijs is over het algemeen vrij onweerlegbaar.

Ik ben al heel lang in gevecht met de secretaris van de politiezone van Montgomery om dezelfde dienst te krijgen door beelden te delen via de politiecamera's, waarvan er heel veel zijn in de zone, en we staan op het punt iets te bereiken, maar de juridische complexiteit van de kwestie in een ondersteunde democratie betekent dat je soms grijze haren krijgt, dan witte haren, dan weer verlies je ze. Tot nu toe gaat het voor mij nog steeds goed, maar het ongeduld is groot omdat we al veel hadden kunnen verbeteren als we deze beelden hadden kunnen delen na interventies met meerdere diensten op verschillende niveaus van deze staat. Ik denk dat we er wel komen, maar dat is iets dat binnenkort aan uw raad wordt voorgelegd.

*Mevrouw Mandaila:*

Sinds de installatie van deze camera's, waar we blij mee zijn, waar we voor hebben gestemd, wilde ik weten of het aantal boetes is toegenomen?

*Mijnheer de burgemeester:*

Er zijn plaatsen waar de vissen meer bijten dan op andere plaatsen, dus laten we de camera's daar langer hangen.

We kunnen u een gedetailleerd verslag sturen over hoe de situatie zich ontwikkelt.

Er zijn in ieder geval veel overtreeders. Leidt de aanwezigheid van camera's tot een vermindering van het aantal overtreeders? Ik zou zeggen van wel, maar als het Etterbekenaren waren, zou het snel gaan, maar het probleem is dat ze overal vandaan komen.

De een kan gepakt worden, de ander kan aankomen zonder te weten dat de ander gepakt is, en dus is de mate van kennis die zal leiden tot een vermindering van recidive moeilijk te meten.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Avis\_Police\_sur\_caméras\_propreté\_Etterbeek\_2023-04-27\_07-09-47-996.pdf*

---

## **Académies - Academies**

### **22.05.2023/A/0024 Académie des arts et métiers Constantin Meunier d'Etterbeek - Projet pédagogique et artistique d'établissement - Approbation**

Le Conseil communal,

Vu le décret du 06/06/1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 02/06/1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu l'article 3bis du décret du 02/06/1998 susmentionné, précisant l'obligation pour tout établissement de rédiger un projet pédagogique et artistique définissant l'ensemble des choix mis en œuvre pour atteindre les objectifs et les compétences inhérentes à l'enseignement artistique ;

Considérant qu'il convient d'adapter le projet pédagogique et artistique tous les cinq ans conformément au prescrit décrétoal ;

Vu le projet pédagogique et artistique ci-joint de l'académie des arts et métiers Constantin Meunier d'Etterbeek ;

Considérant que ce projet a reçu un avis favorable de la commission paritaire locale, en date du 06/04/2023 ;

Vu les articles 117, 118 et 119 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE d'adopter le projet pédagogique et artistique de l'académie des arts et métiers Constantin Meunier, tel que repris en annexe.

Copie de la présente délibération sera adressée à Mme la Ministre de l'Education de la Fédération Wallonie Bruxelles et à la Direction de l'établissement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Académie des arts et métiers Constantin Meunier d'Etterbeek - Pédagogisch en artistiek inrichtingsproject - Goedkeuring**

De gemeenteraad,

gelet op het decreet van 06/06/1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;

gelet op het decreet van 02/06/1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

gelet op artikel 3bis van het bovengenoemde decreet van 02/06/1988 met betrekking tot de verplichting tot elke instelling op een pedagogisch en artistiek project op te stellen dat alle keuzes definieert die worden gemaakt om de doelstellingen en vaardigheden te bereiken die inherent zijn aan het kunstonderwijs;

overwegende dat het aangewezen is om het pedagogisch en artistiek project om de vijf jaar aan te passen in overeenstemming met de voorschriften uit het decreet;

gelet op het bijgevoegde pedagogisch en artistiek project van Académie des arts et métiers Constantin Meunier d'Etterbeek;

overwegende dat dit project een gunstig advies heeft gekregen van de lokale paritaire commissie op 06/04/2023;

gelet op artikels 117, 118 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om het bijgevoegde pedagogisch en artistiek project van Académie des arts et métiers Constantin Meunier d'Etterbeek goed te keuren.

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan de minister van Onderwijs van de Federatie Wallonië-Brussel en aan de directie van de inrichting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*PROJET\_PEDAGOGIQUE\_ET\_ARTISTIQUE\_ACA\_MEUNIER\_2023\_04\_06\_VF.pdf*

---

22.05.2023/A/0025 **Académie de musique, danse et arts de la parole « Jean Absil » d'Etterbeek - Contrat de location d'une salle de spectacle du Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor ASBL en vue de l'organisation des évaluations et spectacles de fin d'année (2022/2023) - Approbation**

Le Conseil communal,

Considérant que l'académie de musique, danse et arts de la parole « Jean Absil » sollicite l'occupation d'une salle de spectacle du Centre Culturel d'Etterbeek – Le

Senghor ASBL, en l'occurrence la salle 1900, pour les périodes du 2 au 4 juin 2023 et du 3 au 7 juillet 2023, en vue de l'organisation de ses évaluations et spectacles de fin d'année scolaire ;

Vu le devis ci-joint d'un montant de 5.634,00 € relatif à l'occupation de la salle pendant les périodes susmentionnées ;

Considérant qu'une facture unique reprenant les frais fixes et les frais variables (adaptés) inhérents à l'occupation de la salle sera transmise à l'issue des représentations de l'académie ;

DECIDE d'approuver les termes du contrat de location tels que repris ci-dessous, entre d'une part, le Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor ASBL et d'autre part, la Commune d'Etterbeek, et visant à permettre à l'académie de musique, danse et arts de la parole « Jean Absil » d'occuper la salle de spectacle 1900 pour les périodes du 2 au 4 juin 2023 et du 3 au 7 juillet 2023, en vue de l'organisation de ses évaluations et spectacles de fin d'année scolaire.

#### CONTRAT DE LOCATION (N° Réf. : 011/EP/DDC/2023)

ENTRE :

Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor ASBL, dont le siège social est situé Avenue du Maelbeek, 18 – 1040 Etterbeek représentée par Madame Colette NJOMGANG-FONKEU, Présidente et Madame Emmanuelle POZNANSKI, directrice, ci-après dénommé le BAILLEUR, d'une part.

ET :

LA COMMUNE D'ETTERBEEK,

Elisant domicile à Etterbeek (B-1040), en l'Hôtel communal, avenue des Casernes 31/1,

Pouvoir organisateur de l'établissement suivant :

Académie de musique, danse et arts de la parole Jean Absil d'Etterbeek

Sise à Etterbeek (B-1040), rue Fétis 29

Directrice : Mme Véronique RAVIER

Contact : 02 647 19 57 – [academiejeanabsil@gmail.com](mailto:academiejeanabsil@gmail.com)

Représentée par son Collège des bourgmestre et échevin·e·s, au nom duquel agissent :

- Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre,
- Madame Annick PETIT, Secrétaire communale,

Ci-après dénommée le LOCATAIRE, d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Objet

Dans le cadre d'une location, le Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor loue la(les) salle(s) suivante(s) : Salle 1900

La location est prévue les 2, 3, 4 juin 2023 et les 3, 4, 5, 6, 7 juillet 2023.

Article 2. Modalités du contrat

Toute demande d'occupation signée suppose de la part du demandeur qu'il a pris connaissance et qu'il accepte sans réserve le règlement et les conditions inhérentes au présent contrat de location. Toute dérogation à ces conditions doit être notifiée par écrit.

La présence du régisseur attaché au Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor est dans tous les cas indispensable. En fonction de la fiche technique de la manifestation à communiquer un mois avant la signature du contrat, un devis de prestations techniques sera établi d'un commun accord, prévoyant le cas échéant, le coût du matériel complémentaire à mettre à disposition.

### Article 3. Frais

La participation aux frais pour la location est fixée selon le devis annexé à ce contrat. La partie fixe est composée : du droit d'occupation de la salle, des frais de maintenance et des frais de personnel d'accueil. La partie variable est composée des frais de régisseur (article 2) et de la location matériel scénique (du Senghor ou d'un tiers). Une facture unique reprenant la partie fixe et variable (adaptée) sera envoyée au locataire à l'issue de la représentation et sera due dans les 30 jours date facture.

### Article 4. Annulation

En cas d'annulation du chef du locataire dans un délai de moins de 20 jours, le droit d'occupation dans son entièreté sera dû au Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor.

### Article 5. Règlementation

D'une manière générale, le locataire veillera au respect des différentes réglementations qui régissent la manifestation dont il est l'organisateur au sein du Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor. Le cas échéant, il sera notamment responsable des formalités et des règlements de ses propres charges sociales et fiscales.

Le locataire assurera le libre passage au personnel du Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor dont l'identité lui aura été communiquée lors de la signature du contrat et aux invités du Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor dont le nombre n'excède pas 3 places par représentation.

Si des mesures particulières de sécurité devaient être prises, un contact préalable sera pris obligatoirement avec la direction qui organisera, avec les intéressés, une réunion sur ce sujet précis.

### Article 6. Responsabilité

Le locataire s'engage à utiliser les locaux en bon père de famille et à indemniser le Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor en cas de dommages causés à l'immeuble et à son contenu.

Le locataire veillera à ce que l'interdiction de boire et de manger soit respectée dans tous les locaux occupés à l'exception du bar et des loges. Il est interdit de fumer dans le bâtiment.

Les locaux et le mobilier sont présumés en bon état et propres. Ils seront remis dans cet état après l'occupation par le locataire. Dans le cas où cette obligation ne serait pas remplie, le nettoyage sera exécuté aux frais du locataire.

Durant l'activité proprement dite, c'est-à-dire lorsque le Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor est accessible au public, le locataire prévoira en permanence une personne dans le hall d'accueil du rez-de-chaussée et le cas échéant, à l'arrière pour l'accueil des loges.

Le locataire veillera au respect de la réglementation sur le bruit dans les salles de spectacle; le cas échéant, il prendra toutes les initiatives et dispositions pour obtenir les dérogations nécessaires.

### Article 7. Installation technique

Les régisseurs accompagnent obligatoirement toute installation technique mais une aide à l'installation doit évidemment être prise en charge par le locataire. L'installation des décors, le déchargement et le chargement, les éventuelles manipulations de mobilier (installation de chaises supplémentaires, etc.) doivent également être prises

en charge par le locataire.

#### Article 8. Droits d'auteurs

Il appartient au locataire de régler directement aux sociétés d'auteurs, compositeurs et éditeurs les droits d'auteurs, compositeurs et éditeurs exigibles.

#### Article 9. Bar

Si le locataire a choisi de gérer lui-même le bar et que la caution de 500 € a été payée, le locataire pourra avoir accès aux installations du bar dès le matin du jour de représentation. Il en deviendra entièrement responsable. Si le locataire a choisi que la gestion du bar était déléguée au Senghor, aucune caution n'est demandée.

#### Article 10. Droit de regard

Le Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor étant agréé par le Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles, il se réserve le droit d'interrompre toute activité ou partie d'activité ou préparation d'activité qu'il estimerait contraire à sa mission et d'interdire la distribution dans les locaux de tout imprimé, document ou publication qu'il jugerait de nature à nuire à la réputation du Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor.

#### Article 11. Promotion

Il est demandé que tout support promotionnel soit accompagné de la mention suivante :

Le Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor - 366, chaussée de Wavre (piétonnier - place Jourdan) à 1040 Etterbeek.

Le cas échéant, le locataire déposera au Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor, un exemplaire des supports de promotion utilisés pour la manifestation et lui précisera le numéro de téléphone où se prennent les réservations, l'horaire et les dates de la manifestation proprement dite ainsi que le prix d'entrée.

#### Article 12. Vol et déprédations

La responsabilité du locataire est totalement engagée en cas de vol et/ou de déprédation du matériel mis à la disposition par le Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor.

Le Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor décline, toute responsabilité dans les cas de vol et/ou de déprédations qui pourraient survenir aux biens et aux objets personnels du locataire, de ses préposés, de ses sous-traitants et de tout autre participant à l'activité décrite à l'article 1. Il décline également toute responsabilité en cas de dommages causés aux personnes à l'occasion de la manifestation. Les éventuelles équipes techniques, artistiques ou autres engagées à quelque titre que ce soit par le locataire n'ayant aucun lien de subordination à l'égard du Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor, ce dernier n'est pas responsable des accidents qui pourraient survenir à l'occasion de cette occupation. En accord avec l'Administration d'Etterbeek, le centre culturel abandonne tout recours contre le locataire des lieux en matière d'incendie.

#### Article 13. COVID

Le locataire est tenu de se tenir au courant des dernières règles sanitaires en vigueur et de les respecter. Celui-ci s'engage à faire respecter les mesures sanitaires et de contrôler si les participants sont bien en ordre de CST pour tout événement de plus de 50 personnes.

#### Article 14. Force majeure

S'il est dûment prouvé que des circonstances se sont produites après la signature du contrat et en rendent l'exécution impossible en raison de faits insurmontables et

indépendants de la volonté des co-contractants (y compris en cas de pandémie type covid-19), la partie empêchée en avertit immédiatement l'autre afin de suspendre le contrat et négocier une autre date et/ou un autre lieu dès qu'auront pris fin les circonstances qui empêchent l'exécution du contrat. Aucune indemnité est due dans ces cas de force majeure, mais le report des séances à une date ultérieure sera privilégiée (à convenir entre les parties). Un remboursement complet de l'acompte sera effectué en cas de force majeure.

#### Article 15. Assurance

L'équipe artistique et technique de ce projet n'ayant aucun lien de subordination à l'égard du Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor, ce dernier n'est pas responsable des accidents qui pourraient survenir à l'occasion de l'événement. Le locataire a l'obligation de se faire couvrir par une police d'assurance adaptée à son activité.

Les deux parties s'engagent à exécuter la présente convention de bonne foi et à chercher en cas de litige ou de manquement une solution à l'amiable. En cas de non-résolution à l'amiable, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.

Fait à Etterbeek en 2 exemplaires, chaque partie ayant reçu le sien le 22 mai 2023.

Pour le locataire,  
Par ordonnance :

La secrétaire communale, Pour Le bourgmestre,  
Par délégation,

Annick PETIT

Patrick LENAERS

Pour le Centre Culturel d'Etterbeek – Le Senghor,  
Emmanuelle POZNANSKI Colette NJOMGANG-FONKEU  
Directrice Présidente

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Académie de musique, danse et arts de la parole Jean Absil d'Etterbeek - Huurcontract voor een voorstellingszaal in het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor vzw voor de organisatie van de evaluaties en voorstellingen op het einde van het schooljaar (2022/2023) - Goedkeuring**

De gemeenteraad,

overwegende dat Académie de musique, danse et arts de la parole Jean Absil d'Etterbeek het gebruik vraagt van een voorstellingszaal van het cultureel centrum van Etterbeek Le Senghor vzw, namelijk zaal 1900, voor de periodes van 2 tot 4 juni 2023 en van 3 tot 7 juli 2023, voor de evaluatie en voorstellingen op het einde van het schooljaar;

gelet de bijgevoegde offerte ten bedrage van 5.634,00 euro voor het gebruik van de zaal tijdens bovengenoemde periodes;

overwegende dat na afloop van de voorstellingen van de Academie één enkele factuur zal worden verstuurd waarin de vaste kosten en de variabele kosten (aangepast) die inherent zijn aan het gebruik van de zaal zijn opgenomen;



BESLIST de voorwaarden goed te keuren van het onderstaande huurcontract tussen, enerzijds, het cultureel centrum van Etterbeek - Le Senghor vzw en anderzijds de gemeente Etterbeek om Académie de musique, danse et arts de la parole Jean Absil d'Etterbeek gebruik te laten maken van de voorstellingszaal 1900, voor de periodes van 2 tot 4 juni 2023 en van 3 tot 7 juli 2023, voor de evaluatie en voorstellingen op het einde van het schooljaar.

HUURCONTRACT (Referentienummer: 011/EP/DDC/2023)

TUSSEN:

Het cultureel centrum van Etterbeek Le Senghor vzw, met maatschappelijke zetel op de Maalbeeklaan 18 – 1040 Etterbeek vertegenwoordigd door mevrouw Colette NJOMGANG-FONKEU, voorzitter, en mevrouw Emmanuelle POZNANSKI, directrice, hierna de VERHUURDER genoemd, enerzijds,

EN:

DE GEMEENTE ETTERBEEK,

Gelegen in Etterbeek (B-1040), in het gemeentehuis, Kazernenlaan 31/1,  
Inrichtende macht van de volgende instelling:

Académie de musique, danse et arts de la parole Jean Absil d'Etterbeek

Gelegen in Etterbeek (B-1040), Fétisstraat 29

Directrice: Mevrouw Véronique RAVIER

Contact: 02 647 19 57 – [academiejeanabsil@gmail.com](mailto:academiejeanabsil@gmail.com)

Vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen, in wiens naam handelen:

- De heer Vincent DE WOLF, burgemeester,
- Mevrouw Annick PETIT, gemeentesecretaris,

Hierna “de HUURDER” genoemd, anderzijds

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Artikel 1. Onderwerp

In het kader van een verhuur verhuurt het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor de volgende zaal/zalen: Zaal 1900

De huur is gepland op 2, 3, 4 juni 2023 en 3, 4, 5, 6, 7 juli 2023.

Artikel 2. Voorwaarden van het contract

Bij elke ondertekende gebruiksaanvraag wordt verondersteld dat de aanvrager kennis heeft genomen van de voorwaarden van dit huurcontract en dat hij het reglement en de voorwaarden van dit huurcontract zonder voorbehoud aanvaardt. Elke afwijking van deze voorwaarden moet schriftelijk meegedeeld worden.

De aanwezigheid van regisseur die is toegewezen aan het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor is in elk geval vereist. Naargelang de technische fiche van het evenement die een maand voor de ondertekening van het contract bezorgd moet worden, zal in onderling overleg een kostenraming opgesteld worden voor de technische prestaties. Die kostenraming vermeldt indien nodig de kostprijs van het bijkomende materiaal dat ter beschikking wordt gesteld.

Artikel 3. Kosten

De bijdrage in de kosten voor de huur wordt vastgesteld op basis van de kostenraming die bij dit contract wordt gevoegd. Het vaste bedrag bestaat uit: het gebruiksrecht van de zaal, de onderhoudskosten en de kosten voor het onthaalpersoneel. Het variabele

bedrag bestaat uit de kosten voor de regisseur (artikel 2) en de huur van podiummateriaal (van Le Senghor of van derden). Er wordt een enkele factuur met het vaste en variabele bedrag (aangepast) verstuurd naar de huurder na afloop van de voorstelling. Die moet binnen 30 dagen na de factuurdatum betaald worden.

#### Artikel 4. Annulering

In geval van annulering door de huurder binnen een termijn van minder dan 20 dagen is het volledige gebruiksrecht verschuldigd aan het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor.

#### Artikel 5. Reglement

De huurder zal er over het algemeen op toezien dat de verschillende regels met betrekking tot het evenement dat hij organiseert in het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor nageleefd worden. In voorkomend geval staat hij zelf in voor de formaliteiten en de betaling van zijn eigen sociale en financiële lasten.

De huurder garandeert vrije doorgang aan het personeel van het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor van wie de identiteit hem wordt meegedeeld bij de ondertekening van het contract en aan de genodigden van het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor, van wie het aantal niet hoger ligt dan 3 plaatsen per voorstelling.

Als er bijzondere veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen, moet de gebruiker vooraf contact opnemen met de directie, die hierover samen met de betrokkenen een vergadering beleggt.

#### Artikel 6. Aansprakelijkheid

De huurder verbindt zich ertoe de lokalen als een goede huisvader te gebruiken en om het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor te vergoeden in geval van schade aan het gebouw en zijn inboedel.

De huurder ziet erop toe dat het verbod om te drinken en te eten wordt nageleefd in alle gebruikte zalen, met uitzondering van de bar en de loges. Het is verboden te roken in het gebouw.

De lokalen en het meubilair worden geacht in goede en schone staat te verkeren. Ze worden in dezelfde staat teruggeven na het gebruik door de huurder. Als die verplichting niet wordt vervuld, zal de schoonmaak gebeuren op kosten van de huurder.

Tijdens de eigenlijke activiteit, met andere woorden wanneer het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor toegankelijk is voor het publiek, zal de huurder permanent iemand in de hal op de benedenverdieping laten postvatten en indien nodig aan de achterkant bij de loges.

De huurder ziet toe op de naleving van het reglement inzake het geluidsniveau in de voorstellingszalen. Indien nodig neemt hij alle initiatieven en maatregelen om de nodige afwijkingen te verkrijgen.

#### Artikel 7. Technische installatie

De regisseurs moeten verplicht aanwezig zijn bij elke technische installatie, maar de huurder staat uiteraard zelf in voor hulp bij de installatie. De huurder staat ook zelf in voor de installatie van decors, laden en lossen, eventuele verplaatsingen van meubilair (plaatsen van extra stoelen enzovoort).

#### Artikel 8. Auteursrechten

De huurder dient de verschuldigde auteurs-, componisten- en uitgeversrechten rechtstreeks te betalen aan de auteurs-, componisten- en uitgeversverenigingen.

#### Artikel 9. Bar

Als de huurder ervoor gekozen heeft om zelf de bar te beheren en als de waarborg van 500 euro werd betaald, zal de huurder toegang hebben tot de installaties van de bar vanaf de ochtend van de dag van de voorstelling. Hij wordt dan volledig verantwoordelijk voor de bar. Als de huurder ervoor gekozen heeft dat het beheer van de bar wordt toevertrouwd aan Le Senghor, wordt er geen waarborg gevraagd.

#### Artikel 10. Inzagerecht

Aangezien het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor erkend is door het Ministerie van de Federatie Wallonië-Brussel, behoudt het zich het recht voor om elke activiteit of elk deel van een activiteit of de voorbereiding van een activiteit die het in strijd acht met zijn opdracht te onderbreken en om de verspreiding in de lokalen te verbieden van drukwerk, documenten of publicaties die de reputatie van het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor kunnen schaden.

#### Artikel 11. Promotie

Er wordt gevraagd om op al het promotiemateriaal de volgende vermelding aan te brengen:

Cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor – Waversesteenweg 366 (voetgangerszone – Jourdanplein) in 1040 Etterbeek.

Indien nodig bezorgt de huurder een exemplaar van het promotiemateriaal dat voor het evenement gebruikt wordt aan het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor en deelt hij het telefoonnummer mee waar de reserveringen worden geregistreerd evenals het tijdstip en de datums van het evenement zelf en de toegangsprijs.

#### Artikel 12. Diefstal en schade

De huurder is volledig aansprakelijk in geval van diefstal en/of beschadiging van het materiaal dat ter beschikking wordt gesteld door het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor.

Het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor wijst alle aansprakelijkheid af in geval van diefstal en/of schade aan de goederen en persoonlijke voorwerpen van de huurder, zijn werknemers, onderaannemers en elke andere deelnemer aan de activiteit die omschreven staat in artikel 1. Het wijst ook elke aansprakelijkheid af voor schade die berokkend werd aan anderen tijdens het evenement. Aangezien de eventuele technische, artistieke of andere teams die in welke hoedanigheid dan ook aangesteld worden door de huurder geen ondergeschikte band hebben ten aanzien van het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor, is die laatste niet aansprakelijk voor ongevallen die zich zouden voordoen tijdens dit gebruik. In samenspraak met het gemeentebestuur van Etterbeek ziet het cultureel centrum af van elk beroep tegen de huurder van de lokalen in geval van brand.

#### Artikel 13. COVID

De huurder moet op de hoogte blijven van de meest recente gezondheidsregels die van kracht zijn en moet deze naleven. Hij verbindt zich ertoe de gezondheidsmaatregelen na te leven en te controleren of de deelnemers in orde zijn met het CST voor evenementen van meer dan 50 personen.

#### Artikel 14. Overmacht

Als wordt aangetoond dat zich na de ondertekening van het contract omstandigheden hebben voorgedaan die de uitvoering ervan onmogelijk maken als gevolg van onoverkomelijke feiten waarop de medecontractanten geen vat hebben (onder meer in geval van een pandemie van het type covid-19), stelt de verhinderde partij de andere partij onmiddellijk in kennis om het contract op te schorten en te onderhandelen over een andere datum en/of een andere plaats zodra de omstandigheden die de uitvoering van het contract verhinderen, zijn opgehouden. In deze gevallen van overmacht is

geen schadevergoeding verschuldigd, maar wordt de voorkeur gegeven aan uitstel van de voorstellingen naar een latere datum (overeen te komen tussen de partijen). In geval van overmacht wordt het voorschot volledig terugbetaald.

#### Artikel 15. Verzekering

Aangezien het artistieke en technische team van dit project geen ondergeschikte band hebben ten aanzien van het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor, is die laatste niet aansprakelijk voor ongevallen die zich zouden voordoen tijdens het evenement. De huurder moet zich laten verzekeren met een verzekeringspolis die is afgestemd op zijn activiteit.

Beide partijen verbinden zich ertoe deze overeenkomst te goeder trouw uit te voeren en in geval van een geschil of gebrek een minnelijke schikking te zoeken. Als geen minnelijke schikking wordt bereikt, zijn alleen de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Etterbeek in 2 exemplaren waarvan elke partij er een ontvangen heeft op 22 mei 2023.

Voor de huurder,  
In opdracht:

De gemeentesecretaris, Voor de burgemeester,  
Bij delegatie

Annick PETIT                      Patrick LENAERS

Voor het cultureel centrum van Etterbeek – Le Senghor  
Emmanuelle POZNANSKI Colette NJOMGANG-FONKEU  
Directrice                                      Voorzitster

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*DEVIS\_20230502\_ACA\_ABSIL\_LOCATION\_SALLE\_SENGHOR\_VF.pdf*

---

## Finances - Financiën

22.05.2023/A/0026    **Budget 2023 – Modification n°1 - services ordinaire et extraordinaire**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 26 votes positifs, 3 abstentions.

*Abstentions : André du Bus, Gisèle Mandaila, Louise-Marie Bataille.*

---

**Begroting 2023 - Wijzigingen n° 1 - gewone en buitengewone diensten**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 26 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

*Onthoudingen : André du Bus, Gisèle Mandaila, Louise-Marie Bataille.*

*Madame Mandaila :*

3 petites questions de précision, peut-être de compréhension.

Page 7 pour le point relation avec l'étranger, je vois qu'il y a une majoration de 9769 pour des contributions spécifiques, à quoi cela correspond ?

La même question se pose pour la page 15 pour les contributions spécifiques dans le cadre des aides sociales et familiales, emploi d'un montant de 17500.

Et à la page 17 contribution spécifique, une majoration de 93000, c'est la même question.

*Monsieur Demol :*

À la page 7, les 9769€, c'est un report de solde de subsides non utilisés en 2022.

À la page 15, vous avez effectivement un subside de 17550 qui correspond à un nouveau subside dans le cadre de la compétence de l'emploi. C'est un subside actiris pour un projet local.

À la page 17, les 93000€ correspondent à 2 subsides dans le cadre de la propreté. C'est dans le cadre de 2 conventions qui sont passées au Conseil communal du 23 janvier. Il y a une convention relative à la réforme du balayage et l'autre qui concerne la remise au net en profondeur des quartiers commerçants.

*Monsieur le Président :*

Est-ce qu'il y a d'autres questions, demandes, interventions sur cette modification budgétaire numéro un ?

Est-ce qu'on vote par groupe ? Je pense que du côté de la liste du Bourgmestre c'est ok, le groupe PS aussi Ecolo aussi pour Les Engagés, abstention et pour le groupe DÉFI abstention aussi.

*Mevrouw Mandaila:*

3 kleine vragen ter verduidelijking, om het beter te begrijpen misschien.

Op bladzijde 7 bij het punt met betrekking tot het buitenland zie ik een stijging van 9.769 voor specifieke bijdragen. Waarover gaat dat?

Dezelfde vraag rijst op pagina 15 voor specifieke bijdragen in het kader van sociale bijstand en gezinshulp, werkgelegenheid ten bedrage van 17.500.

En op pagina 17 voor specifieke bijdragen, een stijging van 93.000, dezelfde vraag.

*De heer Demol:*

Op pagina 7 is de 9.769 euro een overdracht van het saldo van subsidies die niet gebruikt zijn in 2022.

Op pagina 15 hebt u een subsidie van 17.550 euro die overeenkomt met een nieuwe subsidie in het kader van de bevoegdheid Werkgelegenheid. Dit is een subsidie van Actiris voor een lokaal project.

Op pagina 17 komt de 93.000 euro overeen met 2 subsidies in het kader van de netheid. Dit is in het kader van 2 overeenkomsten die werden goedgekeurd door de gemeenteraad op 23 januari. Er is één overeenkomst die betrekking heeft op de hervorming van het vegen en de andere betreft de grondige schoonmaak van handelswijken.

*Mijnheer de voorzitter:*

Zijn er nog andere vragen, verzoeken of opmerkingen over de eerste begrotingswijziging?

Stemmen we per fractie? Ik denk dat de lijst van de burgemeester voor is, de PS-Fractie is voor, Ecolo is voor, voor Les Engagés is het een onthouding en voor de fractie DÉFI ook een onthouding.

## Emploi - Werkgelegenheid

22.05.2023/A/0027 **Accord de Partenariat entre ALDA et la Commune d'Etterbeek**

Le Conseil communal,

Considérant la participation de la commune d'Etterbeek - en qualité de membre - au Réseau ALDA depuis octobre 2017, soit une association de droit français dédiée à la promotion de la bonne gouvernance et de la participation des citoyens au niveau local dans l'Union européenne, son voisinage et au-delà ;

Considérant l'appel à projets « Respond Locally to Global Issues » organisé par l'association ALDA en vue de permettre à ses membres de répondre localement aux défis globaux, en particulier 12 Objectifs de Développement Durables des Nations Unies ;

Considérant la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins, en date du 27 mars dernier, marquant accord pour la soumission d'une candidature par le Service Emploi dans le cadre de cet appel à projets ;

Considérant que l'entièreté des frais facturés pour le projet seront couverts par le subside ; la commune devant supporter 20% du budget du projet sur fonds propres (en l'occurrence, des frais salariaux de personnel communal déjà en place, donc neutre pour les finances communales) ;

Considérant la décision du Réseau ALDA, intervenue en date du 5 mai dernier, octroyant à la Commune d'Etterbeek un subside d'un montant de 15.360,00 euros pour la mise en place d'un programme dédié à l'entrepreneuriat féminin ;

Considérant la modification du budget initial proposé (voir Annex 2 – Budget) suite à un malentendu de calcul du Réseau ALDA, pour une augmentation finale du co-financement à 3.840,00 euros, restant neutre pour les finances communales puisque concerne des frais de personnel affecté au projet, et n'affectant pas le montant du subside alloué ;

Considérant l'accord de partenariat fixant la collaboration et l'octroi du subside (voir version originale en annexe) :

### **Accord de partenariat**

Entre

1. L'Association Européenne pour la Démocratie locale représentée par son Président, M. Oriano Otoöan, enregistré au Tribunal d'Instance de Strasbourg, volume 78, Folio 170, France

1. Commune d'Etterbeek, représentée par son Bourgmestre Vincent De Wolf et sa Secrétaire Communale Annick Petit, Avenue des Casernes 31/1, 1040, Etterbeek, Belgium

Préambule

Considérant :

- ALDA, l'Association Européenne pour la Démocratie Locale, coordonne le programme de subventions pour les initiatives locales dans le domaine des droits et valeurs de l'UE dans le cadre du projet : "Respond Locally to Global Issues - Call for proposal for local actions on Sustainability" financé par la Commission Européenne dans le cadre du CERV – Citizens, Equality, Rights and Values Programme (Référence de la subvention : CERV-2022-OG-SGA).
- Le projet "Respond Locally to Global Issues" est un appel à projets pour des actions locales sur la durabilité mené par l'ALDA, qui vise à soutenir des initiatives dans le domaine des droits et valeurs de l'UE afin de promouvoir à la fois un sentiment d'appartenance à l'UE en vue des élections européennes de 2024, et un sentiment de "propriété locale" et d'engagement au sein de la communauté locale.
- La Commune d'Etterbeek (ci-après le sous-bénéficiaire) a soumis une proposition de projet intitulée "Cycle de formation pour encourager l'esprit d'entreprise chez les femmes : "Osez l'entrepreneuriat féminin !" en réponse à l'appel à projets « Respond Locally to Global Issues » qui était ouvert jusqu'au 17 avril à 10:00 CET et a été sélectionné pour la mise en œuvre des activités proposées.

Les parties conviennent de ce qui suit :

#### Article 1 - Durée de l'Accord de partenariat

La présente convention de partenariat est valable du 8 mai 2023 au 5 novembre 2023 jusqu'à la remise du rapport final dûment complété selon les clauses de la Convention de Partenariat.

#### Article 2 - Objet de l'accord de partenariat

L'objet de l'accord de partenariat est la mise en œuvre de la proposition de projet soumise et jointe au présent accord et du budget sous-jacent. Le sous-bénéficiaire met en œuvre l'initiative telle qu'elle est présentée dans la proposition soumise.

#### Article 3 - Conditions d'éligibilité

Le sous-bénéficiaire déclare sous sa propre responsabilité que toutes les conditions

d'éligibilité incluses dans l'appel à projets sont correctement remplies. Plus précisément, le sous-bénéficiaire déclare :

- Être membre de l'ALDA au début de l'année 2023
- Être une entité légale, sous la forme d'une Organisation à but non lucratif, d'une Organisation de la société civile, d'une Association, d'une Autorité locale ou d'un Organisme public
- Être établi dans un Etat membre de l'Union Européenne (y compris les pays et territoires d'outre-mer - PTOM)
- Respecter les valeurs de l'UE - telles que définies à l'article 2 du traité sur l'Union européenne et dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE, la politique de l'ALDA en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et de lutte contre la discrimination. "Code d'éthique et de conduite" et "Politique de protection de l'enfance" de l'ALDA.
- Être directement responsable de la préparation et de la gestion de l'action, sans agir en tant qu'intermédiaire.
- Le candidat n'est pas le bénéficiaire d'une autre subvention de fonctionnement 2023 en cours financée dans le cadre du programme CERV (appel à projets CERV-2022-OG-SGA).

### Article 3 - Rémunération

Le budget total de la proposition s'élève à 19 200,00 € (dix-neuf mille deux cents) et le financement fourni pour la proposition de projet s'élève à 15 360,00 € (quinze mille trois cent soixante).

Le premier versement de 60% de la contribution à la subvention (9.216,00 EUR) sera effectué dans les 60 jours suivant la signature de la convention de partenariat, sur présentation de la demande de paiement correspondante à l'ALDA et du formulaire d'identification financière.

Le deuxième et dernier versement, correspondant à 40% du solde des dépenses réelles encourues (6 144,00 EUR), sera effectué sur présentation de la deuxième demande de paiement et du rapport final, dans un délai de soixante jours à compter de l'approbation du rapport final (rapports narratif et financier, accompagnés de tous les documents justificatifs et pièces jointes en originaux), dûment complété conformément aux clauses du présent accord de partenariat.

Tous les documents doivent être envoyés par courrier électronique aux personnes de contact de l'ALDA. Le sous-bénéficiaire est tenu de conserver tous les documents originaux, comptables et justificatifs relatifs au présent contrat pendant cinq ans après le paiement du solde et, en tout état de cause, jusqu'à ce qu'il ait été mis fin à tout audit, vérification, recours, litige ou action en justice en cours.

### Article 4 - Rapport

Le rapport final doit être soumis avant le 19 novembre en remplissant les modèles narratif et financier fournis avec le présent contrat. L'ALDA se réserve le droit de demander certains documents à l'avance, afin de mieux soutenir les sous-bénéficiaires dans leurs rapports continus, tout au long de l'action.

Rapport narratif : le sous-bénéficiaire est prié de soumettre le rapport narratif dûment rempli. Pour chaque événement public, une liste de participants avec signatures doit



être établie, ainsi qu'au moins trois photos significatives des activités les plus pertinentes. S'il est organisé en ligne, l'événement doit être enregistré et étayé par la liste officielle téléchargeable des participants, des captures d'écran et des documents présentés. Le sous-bénéficiaire est prié d'inclure les indicateurs clés de performance (KPIs) du projet et le suivi qualitatif et quantitatif de l'action.

Veillez noter que tout matériel élaboré pour les activités (par exemple, l'ordre du jour, la liste des participants, etc.) doit être conforme à la clause de visibilité et de communication (article 6). Le logo du CERV de l'UE et le logo de l'ALDA doivent être affichés.

Rapport financier : le sous-bénéficiaire est tenu de soumettre le rapport financier et de l'accompagner de toutes les factures énumérées en fonction du numéro consécutif des postes (tel que mentionné dans le tableau Excel du rapport financier). Chaque facture figurant dans le rapport financier qui n'est pas rédigée en anglais doit être accompagnée de sa traduction à l'aide du modèle fourni. Tous les éléments énumérés dans le rapport financier qui ne sont pas accompagnés des factures correspondantes ne seront pas éligibles. Le rapport financier doit être conforme au document « Lignes directrices concernant les rapports financiers ».

Le financement (fourni par l'ALDA) et le cofinancement (fourni par le sous-bénéficiaire) doivent correspondre aux montants présentés dans la proposition soumise, avec un pourcentage minimum de 20% de cofinancement couvert par le budget propre et ne provenant pas d'autres financements de l'UE. Le budget total de l'action : 19.200,00 €.

Les factures soumises et les autres documents justificatifs doivent tous être adressés au sous-bénéficiaire. Les contributions en nature et les indemnités journalières ne sont PAS des coûts éligibles, et tous les coûts doivent être des dépenses réelles.

Les contrats de services (experts, promotion, etc.) et les contrats de fournitures (produits, matériaux, etc.) supérieurs à 2 500 euros doivent être attribués à l'offre la plus efficace (c'est-à-dire au demandeur offrant le meilleur rapport qualité-prix). Trois offres de fournisseurs différents doivent être obtenues par écrit et incluses dans le rapport financier en tant qu'annexes. Pour tout contrat (services ou fournitures) supérieur à 2 500 euros, un appel d'offres public doit être organisé avec la publication de l'appel d'offres dans plusieurs sources publiques (sites web, journaux, etc.), ce qui devra être prouvé lors de l'établissement du rapport.

Taux de change : Les rapports financiers doivent être présentés en euros.

Pour chaque catégorie de coûts, une liste de pièces justificatives est établie dans les lignes directrices financières. Toutes ces pièces justificatives doivent être jointes au rapport financier afin de vérifier l'éligibilité et la conformité aux activités du projet.

Au cours de la deuxième partie de la période de mise en œuvre, une réunion bilatérale avec l'ALDA est prévue afin de suivre les activités et de soutenir le développement de l'action.

#### Article 5 - Résiliation de l'Accord de Partenariat

Les signataires peuvent mettre fin au contrat moyennant un préavis de 30 jours si les activités ne sont pas mises en œuvre conformément à la proposition soumise. L'ALDA peut suspendre le paiement du solde ou demander le remboursement de la

première tranche si le sous-contractant ne remplit pas ses obligations. En cas de présentation de rapports non satisfaisants dans les délais impartis, l'ALDA se réserve le droit d'exiger le remboursement des tranches déjà versées.

Le présent accord a été rédigé conformément aux règles juridiques internationales et le Tribunal de Strasbourg (France) sera compétent pour tout litige entre les parties.

#### Article 6 - Visibilité et communication

Toutes les activités de communication liées à l'initiative (y compris sous forme électronique, via les médias sociaux, etc.), telles que les ordres du jour, les listes de participants et toute infrastructure, tout équipement et tout résultat majeur financé par la subvention doivent :

Afficher le logo du CERV de l'UE (ainsi que la mention "avec le soutien financier de l'UE" et la clause de non-responsabilité) (Logo du CERV de l'UE).

Afficher le logo de l'ALDA (Logo de l'ALDA).

Le sous-bénéficiaire s'assure que tous les logos affichés dans le matériel de visibilité ont la même taille. Le sous-bénéficiaire doit respecter les règles de communication et de visibilité dans le cadre des actions extérieures financées par l'UE (Communication et visibilité dans le cadre des actions extérieures financées par l'UE). Le bénéficiaire de la sous-subvention doit inviter l'équipe chargée de l'octroi des subventions à assister à l'événement au moins 20 jours avant la mise en œuvre de l'activité.

En cas de production, de rédaction et/ou de publication de documents, d'enquêtes, de papiers, de brochures et d'autres matériels promotionnels ou liés au projet, ceux-ci sont produits sous la seule responsabilité du sous-bénéficiaire (bénéficiaire du soutien financier) et ne peuvent en aucun cas être considérés comme reflétant les points de vue de l'ALDA ou de l'UE. La clause de non-responsabilité suivante doit donc être insérée dans tous les documents, papiers, publications, matériels promotionnels, etc., produits dans le cadre de ce projet subventionné ou résultant de celui-ci :

"Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.

Les annexes suivants font partie intégrante de l'Accord de Partenariat :

- Annex 1 — Project Proposal
- Annex 2 — Budget Proposal
- Annex 3 — Request for Payment
- Annex 3a — Financial Identification Form
- Annex 4 — Narrative Report template
- Annex 4b — List of Participants And Signatures template
- Annex 5 — Financial Report template
- Annex 5a — Template for invoices translation
- Annex 5b — Template of timesheets
- Annex 5c — Staff calculator template

- Annex 5d — Template for contract translation
- Annex 6 — Financial reporting guidelines
- Annex 7 — EU CERV logo
- Annex 7a- ALDA logo
- Annex 8 — Communication and Visibility in EU-financed external actions

Fait en deux originaux.

Le représentant légal de  
L'ALDA – European Association For Local Democracy  
Mr. Oriano Otoöan – Président  
Fait à Strasbourg, le 08/05/2023

Le représentant légal de la  
Commune d'Etterbeek  
Mr. Vincent De Wolf, Bourgmestre  
Mme. Annick Petit, Secrétaire Communale  
Fait à Etterbeek, le 08/05/2023

## DÉCIDE

D'approuver la Convention de Partenariat entre le Réseau ALDA – European Association for Local Democracy – et la Commune d'Etterbeek.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Partnerovereenkomst tussen ALDA en de Gemeente Etterbeek**

De gemeenteraad,

gelet op de deelname van de gemeente Etterbeek, als lid, aan het netwerk ALDA sinds oktober 2017, een vereniging onder Frans recht gewijd aan de promotie van goed bestuur en participatie van burgers op lokaal niveau in de Europese Unie, haar buurlanden en daarbuiten;

gelet op de projectoproep “Respond Locally to Global Issues” georganiseerd door de vereniging ALDA om haar leden de kans te geven lokaal te reageren op globale uitdagingen, in het bijzonder 12 duurzame ontwikkelingsdoelstellingen van de Verenigde Naties;

gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 27 maart om akkoord te gaan met de indiening van een kandidatuur door de dienst Werkgelegenheid in het kader van deze projectoproep;

overwegende dat alle facturen voor het project zouden worden gedekt door de subsidie; dat de gemeente 20% van het budget van het project met eigen middelen zou moeten betalen (in dit geval de lonen van het gemeentepersoneel dat al in dienst is, dus een neutrale actie voor de gemeentefinanciën);

gelet op de beslissing van het netwerk ALDA van 5 mei om aan de gemeente Etterbeek een subsidie toe te kennen van 15.360,00 euro voor de uitvoering van een

programma gewijd aan vrouwelijk ondernemerschap;

Overwegende dat de oorspronkelijk voorgestelde begroting (zie Annex 2 - Budget) werd gewijzigd als gevolg van een rekenfout van het Netwerk ALDA, voor een definitieve verhoging van de medefinanciering tot 3.840,00 euro, die neutraal blijft voor de gemeentefinanciën aangezien het gaat om personeelskosten die aan het project worden toegewezen, en geen gevolgen heeft voor het bedrag van de toegekende subsidie;

gelet op het partnerschapsakkoord waarin de samenwerking en de toekenning van de subsidie worden vastgelegd (zie originele versie in bijlage):

### **Partnerschapsakkoord**

Tussen

1. De European Association for Local Democracy, vertegenwoordigd door haar voorzitter, dhr. Oriano Otoöan, geregistreerd bij het kantongerecht van Straatsburg, Volume 78, Folio 170, Frankrijk,
1. De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar burgemeester Vincent De Wolf en haar gemeentesecretaris Annick Petit, Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek, België,

Preambule

Gelet op het volgende:

- ALDA, de Europese vereniging voor lokale democratie, coördineert het subsidieprogramma voor lokale initiatieven op het gebied van rechten en waarden van de EU in het kader van het project: “Respond Locally to Global Issues - Call for proposal for local actions on Sustainability”, dat door de Europese Commissie wordt gefinancierd in het kader van het CERV - Citizens, Equality, Rights and Values Programme (Referentie van de subsidie: CERV-2022-OG-SGA).
- Het project “Respond Locally to Global Issues” is een projectoproep voor lokale acties op het gebied van duurzaamheid onder leiding van ALDA, die tot doel heeft initiatieven op het gebied van rechten en waarden van de EU te ondersteunen om zowel het gevoel bij de EU te horen te bevorderen met het oog op de Europese verkiezingen in 2024, als ook een gevoel van “lokaal eigendom” en betrokkenheid binnen de lokale gemeenschap te bevorderen.
- De gemeente Etterbeek (hierna de subbegunstigde) heeft een projectvoorstel ingediend onder de titel “Opleidingscyclus ter bevordering van de ondernemingszin bij vrouwen: “Durf [vrouwelijk ondernemerschap!]” in antwoord op de projectoproep “Respond Locally to Global Issues”, die tot 17 april om 10.00 uur CET openstond, en is geselecteerd om de voorgestelde activiteiten uit te voeren.

De partijen komen overeen wat volgt:

### Artikel 1 - Duur van het partnerschapsakkoord

Deze partnerschapsovereenkomst is geldig van 8 mei 2023 tot 5 november 2023 totdat het eindverslag wordt ingediend dat is ingevuld volgens de bepalingen van de partnerschapsovereenkomst.

### Artikel 2 - Voorwerp van het partnerschapsakkoord

Het doel van het partnerschapsakkoord is de uitvoering van het ingediende projectvoorstel dat bij dit akkoord is gevoegd en van het bijhorende budgetvoorstel. De subbegunstigde voert het initiatief uit zoals het wordt toegelicht in het bijgevoegde voorstel.

#### Artikel 3 – Voorwaarden om in aanmerking te komen

De subbegunstigde verklaart op eigen verantwoordelijkheid dat alle voorwaarden om in aanmerking uit de projectoproep correct zijn vervuld. Meer in het bijzonder verklaart de subbegunstigde:

- Lid te zijn van ALDA aan het begin van het jaar 2023
- een rechtspersoon te zijn in de vorm van een non-profitorganisatie, een organisatie van het maatschappelijk middenveld, een vereniging, een lokale overheid of een openbare instelling
- gevestigd te zijn in een lidstaat van de Europese Unie (met inbegrip van de landen en gebieden overzee - LGO)
- De waarden van de EU te respecteren - zoals gedefinieerd in artikel 2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie en in het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, ALDA's gendergelijkheid en antidiscriminatiebeleid. ALDA's “Code of Ethics and Conduct” en “Child Protection Policy”.
- Rechtstreeks verantwoordelijk te zijn voor de voorbereiding en het beheer van de actie, zonder als tussenpersoon op te treden.
- De kandidaat is geen begunstigde van een andere lopende werkingssubsidie in 2023 gefinancierd in het kader van het programma CERV (projectoproep CERV-2022-OG-SGA).

### Artikel 3 - Vergoeding

Het totaalbudget van het voorstel bedraagt 19.200,00 euro (negentienduizend tweehonderd euro) en de aangeboden financiering voor het projectvoorstel bedraagt 15.360,00 euro (vijftienduizend driehonderdzestig euro).

De eerste storting van 60% van de bijdrage van de subsidie (9.216,00 euro) zal worden betaald binnen 60 dagen na de ondertekening van de partnerschapsovereenkomst, na indiening van het overeenkomstige betalingsverzoek bij ALDA en het formulier van financiële identificatie.

De tweede en laatste storting, die overeenkomt met 40% van het saldo van de werkelijke uitgaven (6.144,00 euro), zal worden betaald na indiening van het tweede betalingsverzoek en het eindverslag, binnen zestig dagen vanaf de goedkeuring van het eindverslag (beschrijvend en financieel verslag, samen met alle originele bewijsdocumenten en bijlagen), dat correct is ingevuld volgens de bepalingen van dit partnerschapsakkoord.

Alle documenten moeten via e-mail worden verstuurd naar de contactpersonen van ALDA. De subbegunstigde is verplicht alle originele, boekhoudkundige en

bewijsstukken met betrekking tot deze overeenkomst te bewaren gedurende vijf jaar na de betaling van het saldo en in ieder geval tot de beëindiging van elke audit, verificatie, verhaal, geschil of rechtsvordering.

#### Artikel 4 – Verslag

Het eindverslag moet vóór 19 november worden ingediend door het invullen van de verhalende en financiële modellen die bij deze overeenkomst worden verstrekt. ALDA behoudt zich het recht voor om bepaalde documenten vooraf op te vragen om de subbegunstigden beter te ondersteunen bij hun lopende verslaggeving tijdens de actie.

Beschrijvend verslag: de subbegunstigde wordt verzocht het ingevulde beschrijvend verslag in te dienen. Voor elk openbaar evenement moet een lijst van deelnemers met handtekeningen worden ingediend alsook ten minste drie significante foto's van de meest relevante activiteiten. Als het evenement online wordt georganiseerd, moet het worden opgenomen en ondersteund door de officiële downloadbare lijst van deelnemers, schermafbeeldingen en voorgestelde documenten. De subbegunstigde wordt verzocht de kernprestatie-indicatoren (KPI's) van het project en de kwalitatieve en kwantitatieve opvolging van de actie bij te voegen.

Merk op dat al het materiaal dat voor de activiteiten wordt ontwikkeld (bv. agenda, deelnemerslijst, enz.) in overeenstemming moet zijn met de zichtbaarheids- en communicatiebepaling (Artikel 6). Het logo van CERV van de EU en het logo van ALDA moeten zijn afgebeeld.

Financieel verslag: de subbegunstigde moet het financieel verslag indienen samen met alle facturen die zijn opgesomd volgens het opeenvolgende postnummer (zoals vermeld in de Exceltabel van het financieel verslag). Elke factuur uit het financieel verslag die niet in het Engels is opgesteld, moet vergezeld gaan van de vertaling, die moet worden gemaakt met behulp van het verstrekte model. Alle elementen uit het financieel verslag die niet vergezeld gaan van de bijbehorende facturen, komen niet in aanmerking. Het financieel verslag moet in overeenstemming zijn het document “Richtlijnen in verband met de financiële verslagen”.

De financiering (door ALDA) en de cofinanciering (door de subbegunstigde) moeten overeenstemmen met de bedragen uit het voorstel, met een minimumpercentage van 20% van de medefinanciering dat door het eigen budget wordt gedekt en niet afkomstig is van andere EU-financiering. Totaalbudget van de actie: 19.200,00 euro.

Alle ingediende facturen en andere bewijsstukken moeten aan de subbegunstigde zijn gericht. Bijdragen in natura en dagvergoedingen zijn geen in aanmerking komende kosten en alle kosten moeten werkelijke uitgaven zijn.

Contracten voor diensten (deskundigen, promotie, enz.) en contracten voor leveringen (producten, materialen, enz.) voor een bedrag van meer dan 2.500 euro moeten worden gegund aan de meest voordelige offerte (dat wil zeggen aan de aanvrager die de beste prijs-kwaliteitverhouding biedt). Drie offertes van verschillende leveranciers moeten schriftelijk worden verkregen en bij het financieel verslag worden gevoegd. Voor elk contract (diensten of leveringen) van meer dan 2500 euro moet een openbare aanbesteding worden georganiseerd met de publicatie van de offerteoproep in verschillende openbare bronnen (websites, bladen, enz.), waarvan het bewijs moet worden geleverd bij de opstelling van het verslag.

Wisselkoers: De financiële verslagen moeten in euro worden opgesteld.

Voor elke kostencategorie is in de financiële richtlijnen een lijst van bewijsstukken opgenomen. Al deze bewijsstukken moeten bij het financieel verslag worden gevoegd om de subsidiabiliteit en de conformiteit van de projectactiviteiten te verifiëren.

In de loop van het tweede deel van de uitvoeringsperiode is een bilaterale vergadering met ALDA gepland om de activiteiten te volgen en de ontwikkeling van de actie te ondersteunen.

## Artikel 5 - Ontbinding van het partnerschapsakkoord

De ondertekenende partijen kunnen een einde maken aan de overeenkomst met een opzegtermijn van 30 dagen als de activiteiten niet overeenkomstig het ingediende voorstel worden uitgevoerd. ALDA kan de betaling van het saldo opschorten of de terugbetaling van de eerste schijf vragen als de onderaannemer zijn verplichtingen niet nakomt. Als binnen de opgelegde termijn verslagen worden ingediend die niet voldoen, behoudt ALDA zich het recht voor om de terugbetaling te eisen van eerder gestorte schijven.

Deze overeenkomst is opgesteld in overeenstemming met de internationale rechtsregels en de rechtbank van Straatsburg (Frankrijk) is bevoegd voor geschillen tussen de partijen.

## **Artikel 6 – Zichtbaarheid en communicatie**

**Alle communicatieactiviteiten in verband met het initiatief (ook in elektronische vorm, via sociale media, enz.), zoals agenda's, deelnemerslijsten en alle infrastructuur, alle voorzieningen en alle grote resultaten die door de subsidie worden gefinancierd, moeten:**

**Het logo van CERV van de EU bevatten (met de vermelding “met de financiële steun van de EU” en het beding van afwijzing van aansprakelijkheid) (logo CERV van de EU).**

**Het logo van ALDA vermelden (Logo van ALDA)**

**De subbegunstigde zorgt ervoor dat alle logo's in het zichtbaarheidsmateriaal dezelfde afmetingen hebben. De subbegunstigde moet de regels in verband met communicatie en zichtbaarheid in het kader van de externe acties die worden gefinancierd door de EU naleven (Communicatie en zichtbaarheid in het kader van de externe acties die worden gefinancierd door de EU). De begunstigde van de subsubsidie moet het team dat verantwoordelijk is voor de toekenning van de subsidies ten minste 20 dagen voordat de activiteit plaatsvindt, uitnodigen om aan het evenement deel te nemen.**

**In geval van productie, opstelling en/of publicatie van documenten, enquêtes, papieren, brochures en ander promotiemateriaal of projectgerelateerd materiaal, worden deze geproduceerd onder de uitsluitende verantwoordelijkheid van de subbegunstigde (begunstigde van de financiële steun) en kunnen op geen enkele wijze worden opgevat als de weergave van de standpunten van ALDA of de EU. De volgende bepaling van afwijzing van verantwoordelijkheid moet daarom worden opgenomen in alle documenten, papieren, publicaties, reclamemateriaal, enz., die in het kader van dit gesubsidieerde project of naar aanleiding daarvan zijn gemaakt:**

**“Deze publicatie is tot stand gekomen met de financiële steun van de Europese Unie. De inhoud ervan is uitsluitend de verantwoordelijkheid van en geeft niet noodzakelijkerwijs de meningen van de Europese Unie weer.”**

De volgende bijlagen maken onlosmakelijk deel uit van het partnerschapsakkoord:

- Annex 1 — Project Proposal
- Annex 2 — Budget Proposal
- Annex 3 — Request for Payment
- Annex 3a — Financial Identification Form
- Annex 4 — Narrative Report template

- Annex 4b — List of Participants And Signatures template
- Annex 5 — Financial Report template
- Annex 5a — Template for invoices translation
- Annex 5b — Template of timesheets
- Annex 5c — Staff calculator template
- Annex 5d — Template for contract translation
- Annex 6 — Financial reporting guidelines
- Annex 7 — EU CERV logo
- Annex 7a — ALDA logo
- Annex 8 — Communication and Visibility in EU-financed external actions

Opgemaakt in twee originele exemplaren.

De wettelijke vertegenwoordiger van  
ALDA – European Association For Local Democracy  
Dhr. Oriano Otoöan – Voorzitter  
Opgemaakt in Straatsburg op 08/05/2023

De wettelijke vertegenwoordiger van de  
Gemeente Etterbeek  
Dhr. Vincent de Wolf – Burgemeester  
Mevr. Annick Petit – Gemeentesecretaris  
Opgemaakt in Etterbeek op 08/05/2023

BESLIST

De partnerschapsovereenkomst tussen het netwerk ALDA – European Association for Local Democracy – en de gemeente Etterbeek goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*16 annexes / 16 bijlagen*

*Annex 5a\_Template simplified translation of professional services or consultancy contract.xlsx, Annex 3a\_FIF template.xlsx, Annex 5\_Financial Report Template.xlsx, Annex 6\_Financial reporting Guidelines.pptx.pdf, PARTNERSHIP AGREEMENT\_Municipality of Etterbeek.docx.pdf, Annex 5d\_Simplified translation of payroll contract.xlsx, Annex 5a\_Translations of invoices.xlsx, Annex 5c\_staff\_calculator\_sheet\_template\_.xlsx, Annex 5b\_Timesheet template\_ENG.xlsx, Annexe 4a.pdf, Annex 2 -OG09\_Budget.pdf, Annex 1- OG09\_Proposal.pdf, Annexe 4.pdf, Annexe 3.pdf, Annex 8\_Communication and Visibility in EU-financed external actions.pdf, Annexe 7\_EU.pdf*

---

## Cultes et Laïcité - Erediensten en Laïciteit

22.05.2023/A/0028 **Eglise Notre Dame du Sacré coeur - Compte 2022**



Le Conseil Communal,

Vu le compte 2022 arrêté par le Conseil de fabrique de l'Eglise N.D. du Sacré-Cœur ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Attendu qu'il est par ailleurs impossible de vérifier l'intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P. , gestionnaires de la paroisse ;

Vu l'article 255,9° de la loi communale

Attendu que ce document se présente comme suit :

### RECETTES

ordinaires	€32.592,78
extraordinaires	€5.544,15
<b>Total</b>	<b>€38.136,93</b>

### DEPENSES

relatives au culte	€18.931,75
ordinaires	€17.635,11
extraordinaires	€ 0,00
<b>Total</b>	<b>€36.566,86</b>

**SOIT AVEC UN BONI DE €1.570,07**

DECIDE d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2022 de l'Eglise N.D. du Sacré-Cœur, compte tenu qu'il se clôture en positif.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Kerk van O.L.V. van het Heilig Hart - Rekening 2022**

De Gemeenteraad.

Gelet de rekening 2021 van de kerkfabriek van de kerk O.L.V. van het Heilig Hart ;

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten:

Overwegende dat het bovendien onmogelijk is om de bijdrage van de gemeente nauwkeurig te controleren gezien de niet-vermelding van de rekeningen van de O.A.P. , beheerders van de parochie ;

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet:

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft:

### ONTVANGSTEN

Gewone	€32.592,78
Buitengewone	€5.544,15
<b>Totaal</b>	<b>€38.136,93</b>

### UITGAVEN

betreffende de eredienst	€18.931,75
gewone	€17.635,11
Buitengewone	€ 0,00
<b>Totaal</b>	<b>€36.566,86</b>

**HETZIJ MET EEN BONUS VAN €1.570,07**

BESLIST een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de goedkeuring van de rekening 2022 van de Onze Lieve Vrouw van het Heilig Hartkerk, ondanks het feit dat deze in positief afgesloten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*2022\_COMPTE\_NDSC\_2156.pdf*

---

22.05.2023/A/0029 **Culte Catholique - Eglise St Antoine De Padoue - Compte 2022**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil de fabrique de l'Eglise St-Antoine de Padoue arrêtant son compte pour l'exercice 2022.

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Attendu qu'il est par ailleurs impossible de vérifier l'intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P. , gestionnaires de la paroisse ;

Vu l'article 255, 9° de la loi communale:

Attendu que ce document se présente comme suit ;

## RECETTES

ordinaires	€103.667,96
Extraordinaires	€38.414,56
<b>Total</b>	<b>€142.082,52</b>

## DEPENSES

relatives au culte	€27.493,04
ordinaires	€78.192,77
extraordinaires	€ 0.00
<b>Total</b>	<b>€105.685,81</b>

**SOIT AVEC UN BONI DE : €36.396,71**

DECIDE d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2022 de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, compte tenu qu'il se clôture en boni sans intervention de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Katholieke Eredienst - Kerk Sint-Antonius Van Padua - Rekening 2022**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Raad van de kerkfabriek van de kerk van St Antonius van Padua houdende vaststelling van zijn rekening over 2022:

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten:

Overwegende dat het bovendien onmogelijk is om de bijdrage van de gemeente nauwkeurig te controleren gezien de niet-vermelding van de rekeningen van de A.O.P., beheerders van de parochie ;

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet:

Overwegende dat deze rekening de volgende inhoud heeft;

## ONTVANGSTEN

Gewone	€103.667,96
Buitengewone	€38.414,56
<b>Totaal</b>	<b>€142.082,52</b>

## UITGAVEN

betreffende de eredienst	€27.493,04
Gewone	€78.192,77
Buitengewone	€ 0.00

Totaal €105.685,81

**HETZIJ MET EEN BONI VAN €36.396,71**

BESLIST een ongunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van de rekeningen over 2022 van de Kerk Sint Antonius van Padua aangezien dit zich afsluit met een boni zonder tussenkomst van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Madame Bataille :*

Lors d'un précédent conseil communal, on a adopté une convention tripartite avec Proximus pour l'octroi du loyer à la Fabrique d'Église Saint-Antoine comme la nouvelle ordonnance bruxelloise le prévoit à partir de 2023.

Mais sauf erreur de ma part, je n'ai pas retrouvé dans Bos d'avenant à la convention Télénét 2021 qui était avec la commune sans la fabrique d'Église et donc je voulais savoir si cette modification pour s'adapter à la nouvelle ordonnance bruxelloise était en cours et ce qu'il en était de la Convention télénét.

Monsieur Van Bockstal :

On va vérifier Madame.

*Madame Bataille:*

Comme ça s'est fait pour Proximus, le loyer de Télénét devrait également être accordé à la fabrique d'Église, parce que dans le cadre de la nouvelle ordonnance bruxelloise, les loyers, les antennes GSM font partie des revenus de la fabrique.

*Monsieur le Président :*

Je propose de vous adresser une réponse par écrit suite à votre question.

*Madame Bataille:*

Merci de ne pas m'oublier, Merci.

*Mevrouw Bataille:*

Tijdens een vorige gemeenteraad hebben we een driepartijenovereenkomst met Proximus goedgekeurd voor de toekenning van de huur aan de kerkfabriek van Sint-Antoon zoals de nieuwe Brusselse ordonnantie voorziet vanaf 2023.

Maar tenzij ik me vergis, kon ik in BOS geen aanhangsel vinden van de overeenkomst met Telenet uit 2021 met de gemeente zonder de kerkfabriek, dus ik wilde weten of deze wijziging om zich aan te passen aan de nieuwe Brusselse ordonnantie aan de gang was en wat er gebeurde met de Telenetovereenkomst.

De heer Van Bockstal:

We gaan het nakijken, mevrouw.

*Mevrouw Bataille:*

Net zoals bij Proximus zou ook de huur van Telenet aan de kerkfabriek moeten worden toegekend, want volgens de nieuwe Brusselse ordonnantie maakt de huur van de gsm-antennes deel uit van de inkomsten van de kerkfabriek.

*Mijnheer de voorzitter:*

Ik stel voor dat wij u een schriftelijk antwoord op uw vraag bezorgen.

*Mevrouw Bataille:*

Vergeet mij niet, alstublieft. Bedankt.

*1 annexe / 1 bijlage  
Compte 2022.pdf*

---

## **Participation citoyenne - Burgerparticipatie**

22.05.2023/A/0030 **Conseil de quartier de La Chasse - Procès-verbal de la deuxième séance 2023**

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant le document en annexe "CQ Chasse\_2023\_Séance 2\_PV" ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la deuxième séance 2023 du conseil de quartier de la Chasse.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

## **Wijkraad van De Jacht - Verslag van de tweede zitting 2023**

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op het document in bijlage "WR Jacht\_2023\_Zitting 2\_Verslag" ;

NEEMT KENNIS van het verslag van de tweede zitting 2023 van de wijkraad Jacht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Monsieur du Bus :*

C'est toujours intéressant de lire ces PV.

Je voulais savoir, puisque ce travail consultatif avec les quartiers se poursuit, si à un moment donné, on bénéficiera d'un travail d'évaluation sur la façon dont ces conseils consultatifs de quartier se sont déclinés sur la participation, sur le suivi, par rapport aux recommandations qui ont été formulées, sur la mise en œuvre des projets ? Est-ce à l'agenda du Collège que de prévoir une évaluation de ces différents conseils de quartiers?

*Madame Joway :*

Monsieur Sheikh Hassan est habilité à répondre à cette question mais il est absent

parce qu'il est en congé de paternité. Il est papa pour une 2ème fois depuis une semaine et donc voilà, c'est pour ça qu'il n'est pas là, mais je ne peux pas répondre à sa place ni au nom du collège donc, c'est une question qui reste ouverte mais que vous aurez l'occasion de reposer, ou en tout cas je propose de relayer la question à Karim.

*Monsieur du Bus :*

En lisant ces PV, je vois que systématiquement revient une demande qui est d'installer des bancs. Ce sont des demandes qui ont été formulées déjà en dehors de ces Conseils de quartier, par des habitants directement à des Échevins.

Il y a vraiment une demande de davantage de bancs qui est formulée et je vois que ça revient aussi ici, donc je me permets d'insister puisque c'est dans un PV. C'est un élément important qui joue sur la convivialité dans les quartiers, qui est par ailleurs fort apprécié.

Monsieur le Président :

Je propose peut-être, de le noter.

*De heer du Bus:*

Het is altijd interessant om deze verslagen te lezen.

Aangezien dit overleg met de wijken doorgaat, wilde ik weten of we op een gegeven moment een evaluatie zullen krijgen van hoe deze wijkadviesraden hebben gefunctioneerd op het gebied van participatie, opvolging, met betrekking tot de aanbevelingen die zijn gedaan, over de uitvoering van projecten? Staat het op de agenda van het college om een evaluatie van deze verschillende wijkraden uit te voeren?

*Mevrouw Joway:*

De heer Sheikh Hassan is bevoegd om deze vraag te beantwoorden, maar hij is afwezig omdat hij met vaderschapsverlof is. Hij is sinds een week voor de 2e keer vader en dat is het, daarom is hij er niet, maar ik kan niet in zijn plaats of namens het college antwoorden dus, het is een vraag die open blijft staan maar die u nog een keer kunt stellen, of in ieder geval stel ik voor om de vraag door te geven aan Karim.

*De heer du Bus:*

Als ik de verslagen lees, zie ik dat er altijd een vraag is om bankjes te plaatsen. Dat zijn verzoeken die al buiten deze wijkraden om zijn gedaan, door bewoners rechtstreeks aan de schepenen.

Er is echt vraag naar meer bankjes, en ik zie dat het hier ook ter sprake komt, dus ik ben zo vrij om erop aan te dringen omdat het in de verslagen staat. Het is een belangrijk element in het creëren van gezelligheid in de wijken en het wordt zeer gewaardeerd.

Mijnheer de voorzitter:

Ik stel voor om dit te noteren.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*CQ Chasse\_2023\_Séance 2\_PV.pdf, WR Jacht\_2023\_Zitting 2\_Verslag.pdf*

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant le document en annexe "CQ Chasse\_2023\_Séance 3\_PV" ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la troisième séance 2023 du conseil de quartier de la Chasse.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Wijkraad van De Jacht - Verslag van de derde zitting 2023**

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op het document in bijlage "WR Jacht\_2023\_Zitting 3\_Verslag" ;

NEEMT KENNIS van het verslag van de derde zitting 2023 van de wijkraad Jacht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*WR Jacht\_2023\_Zitting 3\_Verslag.pdf, CQ Chasse\_2023\_Séance 3\_PV.pdf*

---

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant le document en annexe "CQ JSP\_2023\_Séance 3\_PV" ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la troisième séance 2023 du conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Wijkraad van Jourdan / Sint-Pieter - Verslag van de derde zitting 2023**

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op het document in bijlage "WR JSP\_2023\_Zitting 3\_Verslag" ;

NEEMT KENNIS van het verslag van de derde zitting 2023 van de wijkraad Jourdan / Sint-Pieter.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*CQ JSP\_2023\_Séance 3\_PV.pdf, WR JSP\_2023\_Zitting 3\_Verslag.pdf*

---

22.05.2023/A/0033 **Conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre - Procès-verbal de la deuxième séance 2023**

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant le document en annexe "CQ JSP\_2023\_Séance 2\_PV" ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la deuxième séance 2023 du conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Wijkraad van Jourdan / Sint-Pieter - Verslag van de tweede zitting 2023**

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op het document in bijlage "WR JSP\_2023\_Zitting 2\_Verslag" ;

NEEMT KENNIS van het verslag van de tweede zitting 2023 van de wijkraad Jourdan / Sint-Pieter.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*WR JSP\_2023\_Zitting 2\_Verslag.pdf, CQ JSP\_2023\_Séance 2\_PV.pdf*



---

## Garage communal - Gemeentelijke garage

22.05.2023/A/0034 **Mise à disposition d'un bus communal et une camionnette (aller/retour) pour la 35ème unité des ardents de Saint-Michel le 14 juillet 2023 (aller) et le 28 juillet 2023 (retour) en vue de se rendre à 6800 Libramont-Chevigny.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal et une camionnette (aller-retour) pour la 35ème unité des ardents de Saint-Michel le 14 juillet 2023 (aller) et le 28 juillet 2023 (retour) en vue de se rendre à 6800 Libramont-Chevigny.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la 35ème unité des ardents de Saint-Michel ;

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek  
Avenue des Casernes 31/1  
1040 Etterbeek

Et la 35ème unité des ardents de Saint-Michel  
Représentée par Monsieur ROBERT ELIAS  
Rue Père Eudore Devroye, 12  
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

### Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal et une camionnette destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 54 personnes, faisant partie du public de la 35ème unité des ardents de Saint-Michel, entre Etterbeek et Libramont-Chevigny les 14 et 28 juillet 2023.

Un chauffeur est également mis à disposition de la 35ème unité des ardents de Saint-Michel.

### Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La 35ème unité des ardents de Saint-Michel intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

### Article 3 – Obligation du Senghor

La 35ème unité des ardents de Saint-Michel s'engage à respecter la loi du 15 juillet

2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

#### Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

#### Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la 35ème unité des ardents de Saint-Michel devra le remettre dans l'état où elle l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » du véhicule. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

#### Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la 35ème unité des ardents de Saint-Michel est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

#### Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La 35ème unité des ardents de Saint-Michel est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, La 35ème unité des ardents de Saint-Michel est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de La 35ème unité des ardents de Saint-Michel ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

#### Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La 35ème unité des ardents de Saint-Michel est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Il prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

#### Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Terbeschikkingstelling van een gemeentebus en een busje (heen en terug) voor de 35e eenheid van de Saint-Michel ardents op 14 juli 2023 (heen) en 28 juli 2023 (terug) met het oog op een reis naar 6800 Libramont-Chevigny.**

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de eerste aanvraag is voor het jaar;

Overwegende dat “de 35e eenheid van de Saint-Michel ardents ” gevraagd heeft om over een gemeentebus en een busje (heen- en terugrit) te beschikken om op vrijdag 14 juli 2023 en op vrijdag 28 juli 2023 om naar Libramont-Chevigny te gaan ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Beslist om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en “de 35e eenheid van de Saint-Michel ardents ” goed te keuren.

**Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek**

Kazernenlaan 31/1  
1040 Etterbeek

**en de “35e eenheid van de Saint-Michel ardents ”**

Pater Eudore Devroyestraat, 12  
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

**wordt overeengekomen wat volgt:**

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus en een busje voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 54 personen, die deel uitmaken van het publiek van “ de 35e eenheid van de Saint-Michel ardents ”, tussen Etterbeek en Libramont-Chevigny op vrijdag 14 juli 2023 en op vrijdag 28 juli 2023.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de “ 35e eenheid van de Saint-Michel ardents ”;

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De 35e eenheid van de Saint-Michel ardents komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

#### Artikel 3 – Verplichting van de vierde troep

De 35e eenheid van de Saint-Michel ardents verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

#### Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

#### Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vierde troep de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

#### Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vierde troep aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vierde troep moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vierde troep de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de 35e eenheid van de Saint-Michel ardents of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De 35e eenheid van de Saint-Michel ardents is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van

Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening. De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Demande de bus aller\_retour pour les scouts - 35ème ardents de saint-michel.msg*

---

22.05.2023/A/0035 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour l'ASBL "LES TROIS POMMIERS" aux dates suivantes : - le mardi 4 juillet 2023 en vue de se rendre à Wenduine - le mardi 11 juillet 2023 en vue de se rendre à la mer (De Haan) - les mardis 18 juillet et 29 août 2023 en vue de se rendre au stade Falon - le vendredi 28 juillet 2023 en vue de se rendre à Kessel-Lo - le jeudi 3 août 2023 en vue de se rendre au Parc Georges Henri - le jeudi 10 août 2023 en vue de se rendre au Parc Reine Fabiola à Namur - le mardi 22 août 2023 en vue de se rendre à Middelkerke - le jeudi 14 septembre 2023 en vue de se rendre à la Ferme d'Anjou**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une seconde demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers " Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une seconde demande cette l'année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers " aux dates suivantes : - le mardi 4 juillet 2023 en vue de se rendre à Wenduine - le mardi 11 juillet 2023 en vue de se rendre à la mer (De Haan) - les mardis 18 juillet et 29 août 2023 en vue de se rendre au stade Falon - le vendredi 28 juillet 2023 en vue de se rendre à Kessel-Lo - le jeudi 3 août 2023 en vue de se rendre au Parc Georges Henri - le jeudi 10 août 2023 en vue de se rendre au Parc Reine Fabiola à Namur - le mardi 22 août 2023 en vue de se rendre à Middelkerke - le jeudi 14 septembre 2023 en vue de se rendre à la Ferme d'Anjou.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'Accueil Les Trois Pommiers.

## **Entre l'Administration Communale d'Etterbeek**

Avenue des Casernes 31/1  
1040 Etterbeek

## **Et la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »**

Avenue des Casernes 41  
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

### **Il est convenu ce qui suit :**

#### Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers », entre Etterbeek et différentes régions en Belgique.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil « Les Trois pommiers ».

#### Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

#### Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers »

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

#### Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

#### Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

#### Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de

remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

#### Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

#### Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'accueil « Les Trois Pommiers » est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

#### Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen en terug) voor de vzw "LES TROIS POMMIERS" op de volgende data: - op dinsdag 4 juli 2023 om naar Wenduine te gaan - op dinsdag 11 juli 2023 om naar zee te gaan (De Haan) - op dinsdag 18 juli en 29 augustus 2023 om naar het Falon-stadion te gaan - op vrijdag 28 juli 2023 om naar Kessel-Lo te gaan - op donderdag 3 augustus 2023 om naar Parc Georges Henri te gaan - op donderdag 10 augustus 2023 om naar het Parc Reine Fabiola in Namen te gaan - op dinsdag 22 augustus 2023 met het oog op afreis naar Middelkerke - op donderdag 14 september 2023 om naar de Ferme d'Anjou te gaan**

De Gemeenteraad,

Aangezien dit de tweede aanvraag is voor het jaar;

Overwegende dat de vzw "Les 3 Pommiers" gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken om op de volgende data: - op dinsdag 4 juli 2023 om naar Wenduine te gaan - op dinsdag 11 juli 2023 om naar zee te gaan (De Haan) - op dinsdag 18 juli en 29 augustus 2023 om naar het Falon-stadion te gaan - op vrijdag 28

juli 2023 om naar Kessel-Lo te gaan - op donderdag 3 augustus 2023 om naar Parc Georges Henri te gaan - op donderdag 10 augustus 2023 om naar het Parc Reine Fabiola in Namen te gaan - op dinsdag 22 augustus 2023 met het oog op afreis naar Middelkerke - op donderdag 14 september 2023 om naar de Ferme d'Anjou te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

Beslist om de voorwaarden van de hiernavolgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw “Les 3 Pommiers” goed te keuren.

### **Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek**

Kazernenlaan 31/1  
1040 Etterbeek

### **en de vzw “Les 3 Pommiers”**

Kasernelaan 41  
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

### **wordt overeengekomen wat volgt:**

#### Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw “Les 3 Pommiers”, tussen Etterbeek en verschillende regio's in België.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw “Les 3 Pommiers”;

#### Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw “Les 3 Pommiers” komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

#### Artikel 3 – Verplichting van de vzw Buurtwerk Chambéry

De vzw “Les 3 Pommiers” verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

#### Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt



overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

#### Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw “Les 3 Pommiers” de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

#### Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw “Les 3 Pommiers” aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw “Les 3 Pommiers” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw “Les 3 Pommiers” de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw “Les 3 Pommiers” of een van haar leden dan zal de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening nemen alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw “Les 3 Pommiers” is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*demande de bus pour cette été.msg, Demande de bus modifiée pour les Trois Pommiers.msg*

**Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à VZW Wijkfeest Chambery le 6 juillet 2023 (aller/retour) en vue de se rendre à Planckendael et le 13 juillet 2023 en vue de se rendre à Kessel-Lo et le 20 juillet 2023 en vue de se rendre à Mechelen.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une seconde demande cette année

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à VZW CHAMBERY le jeudi 6 juillet 2023 en vue de se rendre à Planckendael et le jeudi 13 juillet 2023 en vue de se rendre à Kessel-Lo et le jeudi 20 juillet 2023 en vue de se rendre à Mechelen.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et VZW CHAMBERY

**Entre l'Administration Communale d'Etterbeek**

Avenue des Casernes 31/1  
1040 Etterbeek

**Et VZW CHAMBERY**

c/o Monsieur Edwin VANHOLLEBEKE  
rue de Chambéry24  
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

**Il est convenu ce qui suit :**

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) le jeudi 6 juillet 2023 et le jeudi 13 juillet 2023 un groupe de maximum 48 personnes, faisant partie du public de VZW CHAMBERY, entre Etterbeek et Planckendael, Kessel-Lo et Mechelen.

Un chauffeur est également mis à disposition de VZW CHAMBERY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

VZW CHAMBERY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de VZW CHAMBERY

VZW CHAMBERY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du

Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

#### Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

#### Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, VZW CHAMBERY devra les remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clés nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résuleraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

#### Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, VZW CHAMBERY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

#### Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

VZW CHAMBERY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, VZW CHAMBERY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de VZW CHAMBERY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

#### Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

VZW CHAMBERY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

#### Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des

parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen-en terugrit) aan Wijkfeest Chambéry op 6 juli 2023 (heen-en terugrit) om naar Planckendael te gaan en op 13 juli 2023 om naar Kessel-Lo te gaan en op 20 juli 2023 om naar Mechelen.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de tweede aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat de vzw Chambéry vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen-en terugrit) op donderdag 6 juli 2023 om naar Planckendael te gaan en op donderdag 13 juli 2023 om naar Kessel-Lo te gaan en op donderdag 20 juli 2023 om naar Mechelen;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Chambéry goed te keuren.

**Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek**

Kazernenlaan 31/1  
1040 Etterbeek

**En de vzw CHAMBERY**

c/o Edwin VANHOLLEBEKE  
Chambérystraat 24  
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

**wordt overeengekomen wat volgt:**

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 48 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw Chambéry op donderdag 6 juli 2023 en donderdag 13 juli 2023 en donderdag 20 juli 2023 tussen Etterbeek en de gemeenten Planckendael, Kessel-Lo en Mechelen.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw chambéry.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Chambéry komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Chambéry

De vzw Chambéry verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

#### Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

#### Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Chambéry de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

#### Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Chambéry aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Chambéry moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Chambéry de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Chambéry of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Chambéry is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.  
De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
busaanvragen zomer 2023.pdf*

---

## **Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen**

### **22.05.2023/A/0037 Propreté publique - Installation d'un parc à containers avenue de la Force Aérienne - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/LG/2023/03 relatif au marché "Propreté publique - Installation d'un parc à containers avenue de la Force Aérienne" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 600.000,00 € (incl. 21% TVA) (régime TVA co-contractant pour la partie travaux) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Agence Bruxelles Propreté, Avenue de Broqueville 12 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre, et que cette partie est limitée à 70.000,00 € ;

Considérant qu'un montant de 350.000,00 € est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 875/721-60 avec un une recette en subside de 70.000,00 € ;

Considérant qu'un montant de 250.000,00 € devra être inscrit au budget extraordinaire de 2024 avec un éventuel subside égal à celui de 2023 par l'ABP afin de couvrir le solde des dépenses lié à ce marché ;

Sur proposition du collègue;

## **DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

D'approuver le cahier des charges N° TP/LG/2023/03 et le montant estimé du marché "Propreté publique - Installation d'un parc à containers avenue de la Force Aérienne". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 600.000,00 € (incl. 21% TVA) (régime TVA co-contractant pour la partie travaux).

### **Article 2**

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

### **Article 3**

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante Agence Bruxelles Propreté, Avenue de Broqueville 12 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre.

### **Article 4**

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

### **Article 5**

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

### **Article 6**

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2023, article 875/721-60 et de prévoir le solde de la dépense au budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

## **Openbare netheid - Installatie van een containerpark Luchtmachtlaan – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze**

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Openbare Netheid - Installatie van een containerpark Luchtmachtlaan” een bestek met nr. TP/LG/2023/03 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 600.000,00 € (incl. 21% btw) (regime BTW medecontractant op deel werken);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat een deel van de kostprijs gesubsidieerd wordt door het Agentschap Brussel Netheid, de Broquevillelaan 12 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, en dat dit deel beperkt is tot 70.000,00 €;

Overwegende dat een bedrag van 350.000,00 € ingeschreven is op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, artikel 875/721-60 met een subsidie inkomst van 70.000,00 € ;

Overwegende dat een bedrag van 250.000,00 € ingeschreven zal moeten worden op de buitengewone begroting van 2024 met een eventueel subsidie gelijk aan die van 2023 om het saldo van de uitgaven gebonden aan dit dossier te dekken ;

Op voorstel van het college;

**Besluit:**

### **Artikel 1**

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/LG/2023/03 en de raming voor de opdracht “Openbare Netheid - Installatie van een containerpark Luchtmachtlaan”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 600.000,00 € (incl. 21% btw) (regime BTW medecontractant op deel



werken).

### **Artikel 2**

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

### **Artikel 3**

Een subsidie zal aangevraagd worden bij de subsidiërende instantie Agenschap Brussel Netheid, de Broquevillelaan 12 te 1150 Sint-Pieters-Woluwe.

### **Artikel 4**

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld, goedgekeurd en bekendgemaakt op nationaal niveau.

### **Artikel 5**

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

### **Artikel 6**

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2023, op artikel 875/721-60 van de buitengewone dienst en het saldo van de uitgave voorzien op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Madame Bataille :*

Je m'en réjouis et j'espère que ça contribuera à réduire les dépôts sauvages un peu partout dans la commune puisque jusqu'à maintenant, pour les encombrants, il fallait aller, soit les jours fixés par les collectes organisées par la commune, soit aller à l'adeps à Auderghem.

À partir de quand sera-t-il mis en œuvre ?

*Monsieur le Bourgmestre :*

Sauf erreur de ma part, mais je pense que il y a maldonne, il s'agit d'un parc à conteneurs pour les services communaux, c'est pas pour les habitants, c'est pour la gestion des travaux de la commune. Voilà je peux vérifier mais donc là maintenant vous avez vu le cahier des charges ouvert jusqu'au mois d'octobre et donc après il y aura les appels d'offres, la désignation et puis il y a toute l'étude qui doit se faire.

*Madame Mandaila :*

Est-ce bien le parc à conteneurs mobile qui était là depuis quelques années ?

*Monsieur le Bourgmestre :*

Le parc à conteneur mobile, ça, c'est une initiative que nous avons prise à l'idée d'un fonctionnaire, malheureusement disparu parce que on n'a pas un espace qui nous permet en permanence d'avoir une déchetterie comme dans d'autres communes et donc, 10 mois par an, le samedi matin, quartier par quartier, on fait ça.

Le problème, c'est aussi la déchetterie qui est installée à côté de l'ancienne morgue sibérienne, à la rue Beckers, qui n'était pas conforme et qui devait être remplacée.

C'est notamment pour cet usage là que cet endroit-là avait été prévu, c'est très compliqué à réussir et puis finalement, avec l'ingénieur, on a beaucoup travaillé sur l'aspect des bruits, des inondations, des accès, du type de couverture et je pense qu'on va réussir.

*Mevrouw Bataille:*

Ik ben hier heel blij mee en ik hoop dat het zal helpen om het sluikestorten zowat overal in de gemeente te verminderen, want tot nu toe moest je voor grofvuil ofwel op de dagen van de door de gemeente georganiseerde ophalingen, ofwel naar Adeps in Oudergem.

Wanneer wordt dit ingevoerd?

*Mijnheer de burgemeester:*

Als ik me niet vergis, maar ik denk dat er een misverstand is, is dit een containerpark voor de gemeentediensten, het is niet voor de bewoners, het is voor het beheer van de werkzaamheden van de gemeente. Dat is wat ik kan nagaan, maar nu hebt u het bestek gezien, dat openstaat tot oktober, en dan komen de aanbestedingen, de aanstelling en dan is er nog de hele studie die gedaan moet worden.

*Mevrouw Mandaila:*

Is dit het mobiele containerpark dat al een paar jaar bestaat?

*Mijnheer de burgemeester:*

Het mobiele containerpark is een initiatief dat we hebben genomen op voorstel van een ambtenaar, omdat we niet de ruimte hebben om een permanent containerpark te hebben zoals in andere gemeenten, dus doen we het 10 maanden per jaar, op zaterdagochtend, wijk per wijk.

Een ander probleem is het containerpark naast het oude Siberische mortuarium in de Beckersstraat, dat niet aan de normen voldeed en vervangen moest worden.

Het was daarvoor dat de locatie was gepland. Het is een heel ingewikkeld project om uit te voeren en uiteindelijk hebben we samen met de ingenieur veel werk verricht op het gebied van lawaai, overstromingen, toegang en het soort dakbedekking, en ik denk dat we zullen slagen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*2023\_05\_07\_CCH - Modele 3P.pdf, 2023\_05\_07\_Bestek - Model 3P.pdf, avis de marché FR.pdf, avis de marché NL.pdf*

---

## **Santé et Bien-être - Gezondheid en Welzijn**

22.05.2023/A/0038 **Prime « Protections Hygiéniques lavables » - modification du règlement**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 26 septembre 2022, le Conseil communal a approuvé le règlement portant sur l'octroi d'une prime « Protections hygiéniques lavables » visant à encourager et soutenir les personnes qui désirent investir dans des alternatives aux protections hygiéniques jetables, meilleures pour leur santé ;

Considérant que le budget 2023 a rapidement été épuisé suite au grand succès rencontré par cette prime, amenant à devoir réviser ce règlement en vue de pouvoir mieux répondre à toutes les demandes des citoyen·e·s etterbeekoi·e·s (au vu du budget disponible) ;

Considérons que nous proposons dès lors les adaptations suivantes :

- Remboursement des achats pour des culottes et serviettes de protections hygiéniques lavables à hauteur de 50% du prix d'achat (sur base des factures), avec un plafonnement à maximum 50€ ;
- Introduction d'une prime unique par demandeur.se (suppression de la possibilité d'introduire une nouvelle demande de prime annuellement) ;
- Introduction de la demande de prime maximum 4 mois à partir de la date d'achat du matériel de protection hygiénique lavable ;

Considérant qu'en date du 03 avril 2023, le collège des bourgmestre et échevin·e·s a validé d'inscrire à la prochaine modification budgétaire le transfert de 3.823€ de l'article budgétaire « observatoire santé et bien-être – fournitures techniques » N°871/124-02/03 vers l'article « politique de la santé - Prime protections hygiéniques lavables » N°871/331-01/02 de l'exercice 2023 ;

Considérant l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Règlement communal relatif à l'achat de protections hygiéniques lavables

#### Article 1 - Objet

Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, la commune d'Etterbeek octroie une prime communale destinée à encourager l'utilisation de protections hygiéniques lavables.

L'objectif de cette prime est de sensibiliser les Etterbeekoises et les Etterbeekois à l'usage de protections menstruelles saines (sans composés chimiques, parfums, colorants, additifs, perturbateurs endocriniens, etc.) et zéro déchet.

#### Article 2 - Définitions

Cette prime vise à soutenir financièrement l'achat de protections hygiéniques lavables à usage externe, c'est-à-dire :

- Les culottes menstruelles ou culottes de règles : ce sont des culottes classiques disposant d'un cœur absorbant en tissu qui retient le flux de sang. ;
- Les serviettes hygiéniques lavables : ce sont des bandes constituées de plusieurs couches de tissus que l'on attache au sous-vêtement ordinaire par des boutons pressions ou un petit scratch. Le tissu reste étanche grâce à une couche synthétique en nylon ou en polyester respirant.

Sont exclues de cette prime les protections hygiéniques lavables à usage interne :

- Les cups ou coupes menstruelles ;
- Les éponges menstruelles ;
- Les tampons lavables.

Ces dispositifs internes, qui retiennent les menstruations à l'intérieur du vagin, ne sont pas pris en charge par cette prime du fait de leur usage interne qui retient les menstruations à l'intérieur du vagin. Ces systèmes présentent un risque plus important pour la santé puisqu'ils empêchent l'écoulement des règles, pouvant entraîner des conséquences pour la flore vaginale, voir des risques de syndromes plus graves tel que le choc toxique.

Pour la santé, il est recommandé de privilégier des protections qui respectent les normes en vigueur (CE) et qui possèdent des labels de qualité (tels que Oeko-tex 100, GOTS, Soil association, Nordic Swan, ICEA, USDA Certified, Biobased Product). Il est également préférable de privilégier des matières naturelles, comme le coton Bio ou le chanvre.

#### Article 3 - Montants de l'intervention

La prime est octroyée une seule fois par bénéficiaire. Son montant équivaut à 50 % des factures d'achat et est plafonné à 50€.

Plusieurs factures d'achat concernant les deux types de protections hygiéniques réutilisables concernées peuvent être cumulées. La prime sera toutefois versée en une seule fois (un seul dossier de demande), par bénéficiaire.

#### Article 4 - Modalités du paiement

Le versement des primes protections hygiéniques lavables se fera en intégralité en chèques locaux «Broebel » et ce, sous réserve de leur disponibilité, vu le règlement relatif à la mise en place d'un système de chèques locaux dénommés « Broebel » pour soutenir les commerçants et artisans de proximité ainsi que les acteurs locaux du secteur non-marchand, adopté par le conseil communal en date du 19 octobre 2020.

Les chèques locaux « Broebel » ont une valeur faciale de 5€. Ils sont à faire valoir auprès des établissements participants, dont la liste est remise en même temps que les chèques locaux. La liste mise à jour est également publiée sur le site web de la commune [www.etterbeek.brussels](http://www.etterbeek.brussels) ou le site web [www.broebeel.brussels](http://www.broebeel.brussels).

En cas de montant qui ne serait pas un multiple de 5, la prime sera arrondie à la valeur multiple de 5 supérieure (Ex : une prime de 42,5€ sera arrondie à 45€ soit 9 chèques « Broebel »).

#### Article 5 - Exclusion

Seules les protections hygiéniques lavables en tant que telles seront prises en compte dans le montant total des factures, et non les accessoires (pochettes de transports, produits d'entretiens, etc.).

#### Article 6 - Bénéficiaires de la prime

La prime peut être demandée par toute personne qui a des menstruations.

La prime peut être demandée par la mère, le père ou la tutrice ou le tuteur légal du ou de la bénéficiaire. Si la personne est mineure et à condition qu'elle habite sous le même toit. L'introduction du dossier de demande de prime ne peut être antérieure à l'inscription du ou de la bénéficiaire au registre de la population de la Commune. La ou les factures ne pourront pas non plus être antérieure(s) à cette date.

Le ou la bénéficiaire s'engage à utiliser les protections hygiéniques lavables, et sera invité(e) à suivre gratuitement un atelier organisé annuellement par le service Santé et Bien-être de la commune d'Etterbeek.

#### Article 7 - Modalités

La demande de prime doit être introduite via le formulaire disponible sur le site internet à compléter et

- À envoyer par mail à [primes.premies@etterbeek.brussels](mailto:primes.premies@etterbeek.brussels)
- ou à remettre à l'accueil de l'Administration communale
- ou à envoyer par courrier postal à l'Administration communale – gestion des primes.

Pour être recevable, le dossier de demande de prime doit contenir :

- Le formulaire de demande de prime dûment rempli ;
- Une déclaration de créance (avec mention des coordonnées de la demandeuse ou du demandeur) ;
- Une copie de la composition de ménage.

La demande de prime doit parvenir à l'Administration communale au maximum 4 mois après la date d'achat.

#### Article 8 - Suivi du dossier

Le ou la bénéficiaire de la prime recevra un accusé de réception, mentionnant un numéro de dossier à communiquer pour toute question relative au suivi de son dossier.

La personne sera avertie par courrier dès que sa prime sera acceptée.

#### Article 9 - En cas de fraude

Toute fraude ou tentative de fraude sera sanctionnée par la perte du bénéfice de la prime.

#### Article 10 - Entrée en vigueur et interprétation du règlement

Le présent règlement entre en vigueur dès sa publication le 00/00/2023 et concerne tout dossier introduit à partir de cette date.

Le collège des bourgmestre et échevins et échevins est compétent pour fixer les modalités de réception de la prime et approuver les modifications utiles aux formulaires y afférant.

Toute question d'interprétation relative au présent règlement, à l'attribution de la prime communale, à son paiement ou remboursement éventuel sera réglée par le Collège des bourgmestre et échevins et échevins.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Premie " Wasbare hygiënische bescherming" - wijziging van de reglement**

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad op 26 september 2022 het reglement betreffende de toekenning van een premie voor wasbaar menstruatiemateriaal heeft goedgekeurd die tot doel heeft mensen die willen investeren in alternatieven voor wegwerpmenstruatiemateriaal, die beter zijn voor de gezondheid, aan te moedigen en te ondersteunen;

overwegende dat het budget voor 2023 snel was uitgeput wegens het grote succes van deze premie waardoor dit reglement moet worden herzien om beter te kunnen beantwoorden aan alle aanvragen van Etterbeekse burgers (gezien het beschikbare budget);

overwegende dat wij bijgevolg de volgende aanpassingen voorstellen:

- Terugbetaling voor herbruikbare menstruatieondergoed en wasbaar maandverband van 50% van de aankoopprijs (op basis van de facturen) met een maximumbedrag van 50 euro.
- Invoering van een eenmalige premie per aanvrager (schrapping van de mogelijkheid om elk jaar een nieuwe premie aan te vragen).
- Indiening van de premieaanvraag maximaal 4 maanden na de aankoopdatum van het wasbaar menstruatiemateriaal.

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op 3 april 2023 goedkeuring heeft gegeven om bij de volgende begrotingswijziging 3.823 euro over te dragen van het begrotingsartikel "Observatorium voor gezondheid en welzijn - technische voorzieningen" 871/124-02/03 naar artikel "Gezondheidsbeleid - Premie wasbaar menstruatiemateriaal" 871/331-01/02 van het begrotingsjaar 2023;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST**

Gemeentelijk reglement betreffende de aankoop van wasbaar menstruatiemateriaal

## Artikel 1 – Voorwerp

Binnen de grens van de beschikbare kredieten kent de gemeente Etterbeek een gemeentelijke premie toe om het gebruik van wasbaar menstruatiemateriaal aan te moedigen.

Het doel van deze premie is om de Etterbekenaren bewust te maken van het gebruik van gezond menstruatiemateriaal (zonder chemicaliën, parfum, kleurstoffen, additieven, hormoonverstorende stoffen, enz.) zonder afval.

## Artikel 2 – Definities

Het doel van de premie is om de aankoop van wasbaar menstruatiemateriaal voor uitwendig gebruik financieel aan te moedigen, dat wil zeggen:

- Menstruatieondergoed of menstruatieslips: dit zijn klassieke slips met een absorberend gedeelte uit stof dat het bloed vasthoudt;
- Wasbaar maandverband: dit zijn strips bestaande uit verschillende lagen stof die in gewoon ondergoed worden gebruikt met behulp van haakjes of drukknopen. De stof blijft waterdicht dankzij een synthetische laag van ademend nylon of polyester.

Wasbaar menstruatiemateriaal voor inwendig gebruik is uitgesloten van deze premie:

- Menstruatiecups
- Menstruatiesponzen
- Wasbare tampons

Dat materiaal voor intern gebruik komt niet in aanmerking voor deze premie omdat het de menstruatie vasthoudt in de vagina. Het gebruik ervan houdt een hoger risico in voor de gezondheid omdat het verhindert dat de menstruatie wegvloeit. Dat kan gevolgen hebben voor de vaginale flora en ernstige ziektebeelden veroorzaken zoals toxische shock.

Voor de gezondheid van de gebruikers wordt aanbevolen materiaal te kiezen dat voldoet aan de geldende normen (CE) en dat kwaliteitslabels heeft (zoals Oeko-tex 100, GOTS, Soil association, Nordic Swan, ICEA, USDA Certified, Biobased Product). Natuurlijke materialen, zoals biologisch katoen of hennep, krijgen de voorkeur.

## Artikel 3 – Bedragen van de tussenkomst

De premie wordt slechts één keer per begunstigde toegekend. De premie bedraagt 50% van de aankoopfacturen met een maximumbedrag van 50 euro.

Meerdere aankoopfacturen voor de twee soorten herbruikbaar menstruatiemateriaal kunnen worden gecumuleerd. De premie wordt echter in één keer (één aanvraagdossier) per begunstigde uitbetaald.

## Artikel 4 – Betalingsvoorwaarden

De premie voor wasbaar menstruatiemateriaal wordt volledig uitbetaald in lokale broebelcheques, zolang de voorraad strekt, gelet op het reglement betreffende de invoering van een systeem van lokale cheques die “Broebel” worden genoemd om de buurthandelaars en -ambachtshandelaars en de lokale actoren uit de non-profitsector te steunen, goedgekeurd door de gemeenteraad van 19 oktober 2020.

De lokale broebelcheques hebben een nominale waarde van vijf euro. Ze kunnen worden gebruikt bij de deelnemende handelaars en verenigingen, waarvan de lijst samen met de lokale cheques wordt overhandigd. De bijgewerkte lijst staat ook op de website van de gemeente [www.etterbeek.brussels](http://www.etterbeek.brussels) en op de website [www.broebel.brussels](http://www.broebel.brussels).

In geval van een bedrag dat geen veelvoud is van 5 wordt de premie naar boven afgerond naar een veelvoud van 5 (bijvoorbeeld een premie van 42,50 euro wordt afgerond naar 45 euro ofwel 9 broebelcheques).

#### Artikel 5 – Uitsluiting

Enkel het wasbaar menstruatiemateriaal wordt meegeteld voor het totaalbedrag van de facturen en niet de toebehoren (zakjes voor het vervoer, onderhoudsproducten, enzovoort).

#### Artikel 6 – Begunstigden van de premie

De premie kan worden aangevraagd door iedereen die menstrueert.

De premie kan worden aangevraagd door de moeder, vader of wettelijke voogd van de begunstigde. Als de persoon minderjarig is en op voorwaarde dat die persoon onder hetzelfde dak woont. De premieaanvraag mag niet worden ingediend voordat de begunstigde in ingeschreven in het bevolkingsregister van de gemeente. De factuur (facturen) mag (mogen) ook niet voor deze datum zijn gedateerd.

De begunstigden verbinden zich ertoe om het wasbaar menstruatiemateriaal te gebruiken. Zij worden ook uitgenodigd voor een gratis workshop die de dienst Gezondheid en Welzijn van de gemeente Etterbeek elk jaar organiseert.

#### Artikel 7 – Praktische voorwaarden

De premieaanvraag moet ingediend worden aan de hand van het formulier op de website dat moet worden ingevuld

- En via e-mail verstuurd naar [primes-premies@etterbeek.be](mailto:primes-premies@etterbeek.be)
- of wordt afgegeven aan het onthaal van het gemeentebestuur
- of per post verstuurd naar het gemeentebestuur - Beheer van de gemeentelijke premies

Om ontvankelijk te zijn, moet het premieaanvraagdossier de volgende documenten bevatten:

- het correct ingevulde premieaanvraagformulier,
- Een schuldvordering (met vermelding van de gegevens van de aanvrager);
- Een kopie van de gezinssamenstelling.

De premieaanvraag moet uiterlijk vier maanden na de aankoopdatum aan het gemeentebestuur bezorgd worden.

#### Artikel 8 – Opvolging van het dossier

De begunstigden van de premie krijgen een ontvangstbewijs met daarop een dossiernummer dat zij moet vermelden wanneer zij vragen hebben over hun dossier. De begunstigden worden per brief op de hoogte gebracht wanneer hun aanvraag is goedgekeurd.

#### Artikel 9 – Fraude

Elke vorm van fraude wordt bestraft met het verlies van het voordeel van de premie.

#### Artikel 10 – Inwerkingtreding en interpretatie van het reglement

Dit reglement treedt in werking vanaf zijn publicatie op 00/00/2023 en is van toepassing op alle dossiers die worden ingediend vanaf die datum.

Het college van burgemeester en schepenen is bevoegd om de voorwaarden voor de ontvangst van de premie vast te leggen en de nodige wijzigingen aan de bijhorende formulieren goed te keuren.

Alle geschillen in verband met de interpretatie van dit reglement, de toekenning van de gemeentelijke premie, de betaling of de eventuele terugbetaling ervan worden geregeld door het college van burgemeester en schepenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*Madame Mandaila :*

Comme vous le savez, comme vous vous en doutez, je ne peux que me réjouir de cette prime et la modification de règlement de cette prime par rapport aux protections hygiéniques lavables.

*Mevrouw Mandaila:*

Zoals u weet, ben ik erg blij met deze premie en de wijziging van het reglement voor deze premie met betrekking tot wasbaar menstruatiemateriaal.

*1 annexe / 1 bijlage*

*2023- Règlement prime PHL - Conseillers communaux.docx*

---

## Secrétariat - Secretariaat

22.05.2023/A/0039 **Point inscrit à la demande d'un Conseiller Communal : information relative à l'activité au sein de l'intercommunale Vivaqua (Demande de Mme Taittinger)-report du 24/04/2023**

On ne se rend pas toujours compte de la chance qu'on a d'avoir chez soi au robinet sans rationnement une eau de qualité à disposition.

Ce service a un coût :

- Il faut produire l'eau, c'est-à-dire capter les eaux souterraines ou les eaux de surface en payant une taxe sur le captage, puis traiter celle-ci pour la rendre propre à la consommation;
- Il faut ensuite la distribuer et pour l'acheminer au robinet utiliser le réseau d'égouttage qui peu et mal entretenu durant des années concentre d'énormes investissements;
- Et enfin gérer l'assainissement des eaux usées, traiter celles-ci avant de les reverser dans la nature.

C'est VIVAQUA qui supporte financièrement le poids de l'entretien et de la renovation du réseau d'égouttage, la construction des bassins d'orage, le tarif social, la mise en place des mesures pour les foyers BIM

Les tarifs de l'eau ont été gelé de 2014 à 2021

En 2022 les devis travaux sur le réseau d'égouttage ont augmenté de 19%, les salaires des statutaires représentant 90% du personnel VIVAQUA ont augmenté 3 fois pour se conformer à la loi d'indexation des personnels statutaires, les tarifs de l'énergie ont explosés. Des coupes budgétaires importantes ont dû et sont encore réalisées pour assurer seulement les chantiers prioritaires, les tarifs ont dû être augmenté de 14,5% afin d'essayer de maintenir un équilibre financier en 2023. Car sans cet équilibre financier et le maintien des ratios BEI, VIVAQUA (sic) ne peut plus emprunter. Fort d'un endettement qui a déjà dépassé le milliard, la question d'un financement pérenne de notre service public de l'eau en region bruxelloise demeure entier et urgent.

Pourtant c'est encore à Bruxelles où l'eau est la moins chère de toute la Belgique près de 20% de moins qu'en Wallonie ou en Flandres.

Le Conseil entend l'interpellation.



---

**Punt ingeschreven op verzoek van een Gemeenteraadslid: informatie over de activiteit binnen de intercommunale Vivaqua (Op vraag van mevrouw Taittinger)- uitstel van 24/04/2023**

We beseffen niet altijd hoe gelukkig we zijn dat we thuis zonder rantsoenering toegang hebben tot kwaliteitsvol.

Aan deze dienst zijn kosten verbonden:

- Het water moet worden geproduceerd, dat wil zeggen het moet worden gewonnen uit grond- of oppervlaktewater en daarvoor moet belasting worden betaald, en vervolgens moet het worden behandeld om het geschikt te maken voor consumptie.
- Vervolgens moet het worden verdeeld en om het naar de kraan te brengen moet gebruik worden gemaakt van het rioleringsnetwerk, dat in de loop der jaren slecht is onderhouden en enorme investeringen vergt.
- En tot slot het beheer van de afvalwaterbehandeling, waarbij het afvalwater wordt behandeld voordat het wordt teruggegeven aan de natuur.

VIVAQUA draagt de financiële lasten van het onderhoud en de renovatie van de riolering, de aanleg van regenwaterbekkens, het sociale tarief, de uitvoering van maatregelen voor gezinnen die een verhoogde tegemoetkoming genieten.

De watertarieven werden bevroren van 2014 tot 2021.

In 2022 zijn de ramingen voor werkzaamheden aan het rioleringsnet met 19% gestegen, zijn de salarissen van statutair personeel, dat 90% van het personeel van VIVAQUA vertegenwoordigt, drie keer verhoogd om te voldoen aan de wet op de indexerings van statutair personeel, en zijn de energietarieven geëxplodeerd. Er moest en wordt nog steeds sterk bezuinigd om alleen prioritaire projecten te kunnen uitvoeren en de tarieven moesten met 14,5% worden verhoogd om te proberen in 2023 een financieel evenwicht te handhaven. Zonder dit financiële evenwicht en de handhaving van de ECB-ratio's kan VIVAQUA geen leningen meer aangaan. Met een schuld die al meer dan een miljard bedraagt, blijft de vraag naar een duurzame financiering van onze openbare watervoorziening in het Brusselse Gewest urgent.

Het is echter nog steeds in Brussel waar water het goedkoopste is in België, bijna 20% goedkoper dan in Wallonië of Vlaanderen.

De raad hoort de interpellatie.

*Madame Taittinger :*

Juste un petit mot pour dire que Vivaqua a dû augmenter les tarifs avec l'accord du régulateur Brugel en début d'année parce que :

1. Vivaqua a dû faire face à des dépenses en augmentation de 20% sur la gestion de tous les chantiers qui ont été effectués en 2022.
2. Qu'on a déjà fait un premier rattrapage suite au gel des tarifs depuis 2014, qui a été une catastrophe parce que malheureusement les coûts n'ont pas été en réduction depuis 2014 et on espère qu'on aura pas à ré augmenter encore les tarifs sachant que Vivaqua souffre d'un sous-financement terrible. On a un endettement de plus d'un milliard maintenant, et malgré tout, on doit, comme vous le savez, respecter les ratios BEI si on veut pas voir les banques, cesser de nous soutenir,

Donc à un moment donné, les dépenses sont là. On a eu beau réduire au maximum, comme vous le savez, le personnel de vivaqua et à Nonante pourcent statutaire, qu'il y a donc eu 5 augmentations en 2022 et qu'on a un taux d'absentéisme de 13%, il faut gérer ces situations sur lesquelles on n'a pas vraiment de grandes manœuvres.

On a beau réduire les chantiers, garder que ceux qui étaient les plus importants, on a quand même un dépassement de ces budgets d'investissement de rénovation des réseaux d'égouttage qui ont pas été rénovés parfois depuis plus de nonante ans. Cela explique aussi au passage pourquoi on a 15% de fuite entre les captages et la distribution au robinet, qu'il faut maintenir bien sur la qualité de l'eau qui est distribuée et qu'il n'est pas question de ne pas délivrer une eau de qualité aux usagers.

Malheureusement, les recettes viennent ou des usagers ou de la région ou de la commune, mais il y a pas d'autre solution pour maintenir un équilibre et aujourd'hui, on arrive à une situation très déséquilibrée qu'on a pu maintenir en faisant face aux problèmes de trésorerie pour pouvoir quand même maintenir, dans de condition cette intercommunale mais il y a une réflexion à entreprendre en dehors de toute notion politique pour assurer un financement pérenne à cette intercommunale qui, bien évidemment, le nécessite puisque je vous rappelle évidemment que c'est un service public prioritaire et qu'il n'est pas question de ne pas fournir cette eau dans de bonnes conditions dans les mois et les années qui viennent.

*Mevrouw Taittinger:*

Even een woordje om te melden dat Vivaqua begin dit jaar haar tarieven heeft moeten verhogen met instemming van de regulator Brugel omdat:

1. Vivaqua het hoofd heeft moeten bieden aan een stijging met 20% van de uitgaven voor het beheer van alle projecten die in 2022 werden uitgevoerd.
2. We hebben al een inhaalbeweging gemaakt na de bevriazing van de tarieven sinds 2014, die een ramp was omdat de kosten sinds 2014 helaas niet zijn gedaald en we hopen dat we de tarieven niet opnieuw moeten verhogen, aangezien Vivaqua lijdt onder een verschrikkelijke onderfinanciering. We hebben nu meer dan een miljard schuld en desondanks moeten we, zoals u weet, voldoen aan de EIB-ratio's als we niet willen dat de banken hun steun aan ons stopzetten.

Dus op een gegeven moment zijn er uitgaven. Zoals u weet, hebben we het personeelsbestand van Vivaqua zo veel mogelijk moeten inkrimpen, met een statutair personeelsbestand van negentig procent, dus er zijn 5 verhogingen geweest in 2022, en we hebben een arbeidsverzuim van 13 procent, maar we moeten deze situaties beheren en we kunnen er niet echt veel aan doen.

Zelfs als we het aantal projecten verminderen en alleen de belangrijkste projecten behouden, overschrijden we nog steeds de investeringsbudgetten voor de renovatie van rioleringsnetwerken, waarvan sommige al meer dan negentig jaar niet zijn gerenoveerd. Dit verklaart ook waarom we een lekpercentage van 15% hebben tussen de winning en de kraan, en waarom we de kwaliteit van het gedistribueerde water moeten handhaven en er geen sprake van is dat we geen water van goede kwaliteit leveren aan de gebruikers.

Helaas komen de inkomsten ofwel van de gebruikers ofwel van het Gewest of de gemeente, maar er is geen andere oplossing om het evenwicht te bewaren en vandaag hebben we een zeer onevenwichtige situatie die we in stand hebben kunnen houden door cashflowproblemen aan te pakken, maar we moeten buiten het politieke kader denken om ervoor te zorgen dat deze intercommunale op lange termijn kan worden gefinancierd, want ik herinner u eraan dat dit een prioritaire openbare dienst is en er is geen sprake van dat we dit water de komende maanden en jaren niet onder goede

voorwaarden kunnen leveren.

*Arnaud Van Praet quitte la séance / verlaat de zitting.*

---

22.05.2023/A/0040 **Interpellation de Madame Louise-Marie Bataille relative aux dépôts clandestins Place Saint-Pierre**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevin.e.s,  
Chers Collègues,

La qualité de vie dans une commune, dans un quartier, est fortement liée à la propreté qui y règne.

On sait que la propreté est une préoccupation majeure pour les autorités et les services communaux - et en particulier pour vous Monsieur le Bourgmestre -, mais il faut hélas déplorer que les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des actions entreprises.

Ainsi, il existe quelques « points noirs » dans la commune, spécialement autour des bulles à verre, et les riverains ne comprennent pas comment on ne peut en venir à bout. Je pense en particulier au site des bulles à verre à la jonction de la Place Saint-Pierre et de la rue Louis Hap, où il faut déplorer que les dépôts clandestins sont récurrents et que des rats sont hélas encore présents, malgré qu'une opération de dératisation ait eu lieu il y a, semble-t-il, quelques temps.

Si j'ai bien compris ce que m'a dit le service Propreté – qui est bien conscient du problème –, ce site est parfois surveillé par l'une de vos caméras mobiles. Mais pour 'pincer' et faire payer les pollueurs, ne conviendrait-il pas d'y placer une caméra en permanence et de faire des planques ?

Par ailleurs, un lieu propre suscite un comportement responsable de propreté, et dans un lieu sale on est moins attentif à avoir un bon comportement puisque de toute façon c'est déjà sale. Nous pensons donc qu'il faut revoir l'approche actuelle de laisser des dépôts clandestins pour que les pollueurs comprennent que ce n'est pas normal que la commune les ramasse ; non ces pollueurs ne comprendront que le langage de la sanction financière ; il faut donc davantage surveiller ces sites.

Mes questions sont donc, quelles solutions plus efficaces est-il possible de mettre en œuvre pour assainir ce site ?

- Une action 'choc', par une surveillance permanente par caméra et planques durant une période suffisamment longue pour prendre les pollueurs en flagrant délit ?
- Un renouvellement régulier d'opérations de dératisation ?
- Ou autres actions envisagées par le service Propreté ?

En tout cas, je souhaite féliciter et remercier les agents du service Propreté qui, jour après jour, font un travail pas toujours agréable mais très utile à la qualité de vie à Etterbeek.

Le Conseil entend l'interpellation.

---

## **Interpellatie van mevrouw Louise-Marie Bataille over illegaal storten op het Sint-Pietersplein**

Mijnheer de Voorzitter,  
Mijnheer de Burgemeester, Dames en Heren schepenen,  
Beste collega's,

De levenskwaliteit in een gemeente, in een wijk, hangt sterk samen met de netheid die er heerst.

Wij weten dat netheid een grote zorg is voor de autoriteiten en de gemeentelijke diensten - en in het bijzonder voor u, mijnheer de Burgemeester - maar helaas zijn de resultaten niet altijd gelijk aan de ondernomen acties.

Er zijn bijvoorbeeld enkele "zwarte vlekken" in de gemeente, vooral rond de glasbubblers, en de bewoners begrijpen niet waarom die niet kunnen worden aangepakt. Ik denk met name aan de glasbol op de kruising van het Sint-Pietersplein en de Louis Hapstraat, waar het te betreuren valt dat er steeds weer illegale stortingen plaatsvinden en dat er helaas nog steeds ratten aanwezig zijn, ondanks het feit dat er enige tijd geleden een rattenbestrijdingsactie heeft plaatsgevonden.

Als ik het goed begrepen heb, wordt dit terrein soms in de gaten gehouden door een van uw mobiele camera's. De dienst Netheid is op de hoogte van het probleem. Maar zou het, om de vervuilers te "vangen" en te laten betalen, niet beter zijn daar permanent een camera te plaatsen en uitkijkposten in te stellen?

Bovendien stimuleert een schone plek verantwoord gedrag, en in een vuile ruimte zijn mensen minder geneigd zich goed te gedragen omdat het toch al vies is. Wij vinden daarom dat de huidige aanpak tegen illegale stortplaatsen moet worden herzien, zodat de vervuilers begrijpen dat het niet normaal is dat de gemeente alles ophaalt; nee, deze vervuilers zullen alleen de taal van financiële sancties begrijpen; deze plaatsen moeten daarom strenger worden gecontroleerd.

Mijn vragen zijn dan ook: welke meer doeltreffende oplossingen kunnen worden toegepast om dit gebied schoon te maken?

- Een "schok"-actie, door permanent toezicht met camera's en uitkijkposten voor een voldoende lange periode om de vervuilers op heterdaad te betrappen?
- Een regelmatige vernieuwing van de rattenbestrijding?
- Of andere acties die de reinigingsdienst overweegt?

In ieder geval wil ik de agenten van de Dienst Netheid feliciteren en bedanken die dag na dag een werk doen dat niet altijd even aangenaam is, maar dat zeer nuttig is voor de levenskwaliteit in Etterbeek.

De raad hoort de interpellatie.

*Monsieur le Bourgmestre :*

Je commence par la fin, Madame Bataille.

Quand vous parlez de laisser les caméras en permanence pour attraper les contrevenants en permanence, la seule solution c'est d'utiliser les caméras de la police qui y sont. Il y a des caméras place Saint-Pierre et donc je n'ai pas attendu, pardonnez-moi, votre interpellation pour, je viens de relire la réponse, j'avais raison quand je vous ai dit 3 ans c'est exactement 3 ans et on est sur le point d'aboutir.

Simplément, ces images existent, mais on peut pas les employer parce qu'il n'y a pas d'autorisation de protocole de la police pour pouvoir le faire alors que c'est nous qui payons les caméras de la police.

C'est la Belgique, mais je suis de nature optimiste et vous verrez bientôt, comme on a fait pour Exobois, on va arriver devant vous avec une convention et ça va marcher, ça, ce sera la solution permanente évidemment parce que, rajouter en permanence une caméra mobile cela risque d'être difficile budgétairement, parce que dire quand j'annonce, on va baisser les impôts à l'école ou pas, si après je dois rajouter les caméras que ça va coûter de l'argent, vous serez la première à vous plaindre, c'est 20000€ par caméra. Donc ça on sait pas faire.

On a discuté de ça au collège. On a 40000€ de budget par an pour les caméras mobiles, et ça marche bien, mais c'est 20000€ par caméra, donc on a estimé par une balance d'intérêt que aller au-delà était difficile.

Alors les graphiques, on a commencé ça en 2018, en 2019 c'était faible. En 2020, on a eu 190 amendes pour dépôt clandestins, en 2021 219 en 22 91, évidemment, c'était la raison de COVID aussi, entre 20, 21, 22 c'était pas la période la plus l'adéquate et en 23 on est déjà à 85 alors qu'on est à quelques mois seulement de fonctionnement.

Le service répond ce que je vous ai répondu, c'est que osez dire qu'au plus vite on mettra des caméras au plus on va sanctionner, au moins il y aura de récidives, c'est trop facile et on est pas sûr de pouvoir le dire parce que ça ne se limite pas à un territoire donné et le taux de connaissance des amendes démonstratives mises, c'était une fois quelqu'un qui vient de votre bonne terre et une fois quelqu'un qui vient de Wallonie fois quelqu'un qui vient de Flandre, il a pas de contact avec d'autres sur le territoire, il va recevoir chez lui une amande, il va la payer, mais qui va le savoir ? Donc c'est compliqué d'avoir un effet de récidive.

Je vous rappelle, si vous l'ignorez, qu'étant un grand adversaire de la peine de mort j'avais lu qu'au 18e siècle, lorsque à Londres on pendait les pickpockets, l'effet dissuasif était magnifique puisque les amis du pickpocket, pendu, faisaient les poches de ceux qui regardaient le Pipo qui était en train de se faire pendre. Donc on peut pas dire que l'effet soit très utile.

Nous avons donc une équipe d'intervention rapide pour le ramassage des petites dépôts clandestins, l'aspirateur, la vaisselle, la chaise, le petit électro, et cetera, le four à micro-ondes et autres plaisanteries. On a donc un agent et un véhicule dédié à cet effet. Il le fait de manière spontanée, mais il le fait aussi sur base des signalements ou des observations de nos mec. Les mec, ce sont les médiateurs et concitoyens.

Les gros dépôts clandestins. Vous avez vu aussi qu'on a fait tout un travail avec la volonté de faire apparaître les dépôts clandestins, de ne pas les enlever tout de suite, de les mettre sous le spot avec des panneaux de circulation recyclés non utilisés et recyclés, expliquant ce qu'on fait.

On a des photos ici de rues balises avec des dépôts clandestins qu'on a, pendant 8 jours, entourés avec des panneaux explicatifs pour dire voilà ce qui se passe quand vous mettez vos saloperies sur le trottoir et donc on enlève plus de manière immédiate pour générer une réflexion dans le chef des riverains parce que quand vous dites, les riverains ne comprennent pas et moi non plus je ne comprend pas parce que souvent c'est les mêmes riverains qui salopent le truc et puis après ils disent enfin comment ça se fait que vous enlevez pas les choses ?

C'est comme celui qui se parque à côté d'une place de voiture en double file sans s'y

parquer, puis après, il est pas content parce qu'on l'a verbalisé alors qu'il aurait pu s'y parquer.

Les résultats du graphique je vous les ai expliqués, les sites les plus souvent impactés, ce sont les sites de bulles à verres. Effectivement, c'est toujours comme ça. Les gens s'amènent avec des caisses, avec des boîtes, déposent leurs crasses et pensent, que parce qu'il y a une bulle à verre, que c'est un site de déchetterie. Eh bien non.

Sur charge budgétaire, je vous ai répondu.

Les planques ça se fait, mais les planques, on a même un sous-marin qu'on loue à d'autres autorités, donc le sous-marin, vous savez ce que c'est, c'est un véhicule dans lequel on voit sans être vu. Ce sont des vitres sans teintes où quand vous passez à côté, vous voyez rien, mais à l'intérieur on vous voit, on vous filme et on vous photographie.

Évidemment, c'est pas quelque chose dont on dispose, donc ça fait quelques fois par an, y compris des planques de nuit avec différents services, que ce soit la région, que ce soit la STIB, que ce soit les inspecteurs de propreté ou que ce soit les policiers.

Je pense que la réponse que je vous ai fournie qui est que bientôt nous aurons je pense l'autorisation d'utiliser en live les images caméra qui se trouvent partout un peu chez nous sur Etterbeek, sur des places, les squares et les rues, ça va révolutionner le système et on va devoir engager à mon avis, encore quelqu'un de plus pour faire les PV. Mais le faire par caméra mobile, c'est pas sérieux de vous le promettre, on n'a pas l'argent pour le faire.

Pour les rats, vous savez que le neveu de Monsieur de Marken s'est fait connaître dans le monde entier avec ses furets. Cela fonctionne mais c'est relativement limité parce que ça a une vertu d'éloigner les rats comme les faucons éloignent les pigeons mais évidemment, un furet tue quelques rats mais n'en tue pas des milliers. Et donc c'est un souci qu'on constant parce que dans le passé, on pouvait avec VIVAQUA, je vois que l'administratrice n'est pas à l'écoute, on pouvait avec VIVAQUA gazer les rats dans les canalisations, c'est devenu interdit.

Il y a une protection animale, y compris pour les rats, on peut plus utiliser non plus de produits toxiques. Et donc par exemple sur le Square de Léopoldville, on a placé des grilles au-dessus des avaloirs parce que les rats en surpopulation dans les égouts sortaient et se créaient des terriers et des nids dans les parcs et les squares, et le fait d'avoir mis des grilles sur les avaloirs a permis de limiter le problème. Il y a une vraie difficulté dans tout Bruxelles. Le nourrissage des pigeons, qui sont une puissance en eux même, par des croûtes de pain, des morceaux de fromage et des déchets multiples en rues ne sont pas de nature à éloigner les rats.

Depuis lors, vous savez que le Jardin extraordinaire a filmé ici derrière les renards et sachez que les renards, on avait veillé à ne pas faire des travaux durant la période pas de nidification mais reproduction et donc on a profité de l'intervalle entre les 2 moments pour faire les travaux. Depuis lors, les renards sont toujours là et le grutier du Limbourg qui m'a interpellé très gentiment m'a dit que c'était extraordinaire parce que malgré les immenses engins de chantier, les renards ont continué à circuler tout à fait naturellement et poursuivaient même les engins de chantier et restaient à leur proximités sans la moindre gêne.

*Mijnheer de burgemeester:*

Ik zal beginnen bij het einde, mevrouw Bataille.

Als u het hebt over de camera's permanent te laten staan om overtreeders te pakken, is de enige oplossing om de politiecamera's te gebruiken die er zijn. Er zijn camera's op het Sint-Pietersplein en dus heb ik niet gewacht, vergeef me, op uw interpellatie. Ik heb net het antwoord herlezen, ik had gelijk toen ik zei dat 3 jaar precies 3 jaar is en we op het punt staan om dit te doen slagen. Heel eenvoudig: deze beelden bestaan, maar we kunnen ze niet gebruiken omdat er geen toestemming van de politie voor is, ook al zijn wij degenen die voor de politiecamera's betalen.

Het is België, maar ik ben van nature een optimist en u zult snel zien, zoals we deden voor Exobois, dat we naar u toekomen met een overeenkomst en dat zal werken, dat zal duidelijk de permanente oplossing zijn, want steeds een mobiele camera toevoegen zal waarschijnlijk moeilijk zijn vanuit budgettair oogpunt, want als ik aankondig dat we de belastingen op school gaan verlagen of niet, als ik daarna camera's moet toevoegen die geld gaan kosten, zult u de eerste zijn om te klagen, het is 20.000 euro per camera. Dus we weten niet hoe we dat moeten doen.

We hebben dit op het college besproken. We hebben een budget van 40.000 euro per jaar voor mobiele camera's, en het werkt goed, maar het is 20.000 euro per camera, dus we hebben op basis van een belangenafweging besloten dat het moeilijk zou zijn om verder te gaan dan dat.

De grafieken laten dus zien dat we in 2018 zijn begonnen en dat het aantal boetes in 2019 laag was. In 2020 hadden we 190 boetes voor sluikstorten, in 2021 219 en in 22 91. Uiteraard zat de coronapandemie er ook voor iets tussen: tussen 20, 21, 22 was niet de meest geschikte periode en in 23 zitten we al op 85 terwijl we nog maar een paar maanden operationeel zijn.

Het antwoord van de dienst is wat ik al zei: durven zeggen dat hoe eerder we camera's plaatsen, hoe meer we gaan straffen, hoe minder recidivisten er zullen zijn. Dat is te gemakkelijk en we weten niet zeker of we het kunnen zeggen, omdat het niet beperkt is tot een bepaald gebied, en de mate van kennis van de opgelegde boetes is erg laag: zodra iemand uit uw goede land komt, zodra iemand uit Wallonië komt, zodra iemand uit Vlaanderen komt, hebben ze geen contact met anderen op het grondgebied, ze krijgen een boete thuis, ze betalen het, maar wie gaat het weten? Het is dus moeilijk om recidive te voorkomen.

Als u het niet weet, ik ben een groot tegenstander van de doodstraf, dus ik las dat in het Londen van de 18e eeuw, toen zakkenrollers werden opgehangen, het afschrikwekkende effect geweldig was omdat de vrienden van de opgehangen zakkenroller de zakken stalen van degenen die toekeken hoe de Pipo werd opgehangen. We kunnen dus niet zeggen dat het effect erg nuttig was.

Daarom hebben we een snel interventieteam om klein sluikstortafval op te ruimen, zoals stofzuigers, servies, stoelen, kleine elektrische apparaten, magnetrons en andere grappen. We hebben dus een medewerker en een voertuig voor deze taak. Hij doet het spontaan, maar ook op basis van meldingen of observaties van onze bemiddelaars eco-burgerschap en medeburgers.

Groot sluikstortafval. U hebt ook gezien dat we veel werk hebben verzet om sluikstorten onder de aandacht te brengen, niet om ze meteen te verwijderen, maar om ze onder de aandacht te brengen met ongebruikte gerecyclede verkeersborden die uitleggen wat we aan het doen zijn.

We hebben hier foto's van afgebakende straten met sluikstortafval dat we 8 dagen lang

hebben omringd met borden met uitleg om te zeggen dat dit gebeurt als je je afval op de stoep zet en zo verwijderen we niet langer meteen om de buurtbewoners tot nadenken aan te zetten. Want als je zegt dat buurtbewoners het niet begrijpen en ik begrijp het ook niet omdat het vaak dezelfde buurtbewoners zijn die de boel overhoop halen en dan achteraf zeggen: hoe komt het dat jullie de dingen niet verwijderen? Het is net als de persoon die naast een dubbel geparkeerde auto parkeert zonder zelf dubbel te parkeren en dan achteraf niet blij is omdat hij een boete heeft gekregen terwijl hij daar ook had kunnen parkeren.

De resultaten van de grafiek die ik heb uitgelegd, zijn dat de plaatsen die het vaakst worden getroffen de plaatsen met glascontainers zijn. Dat is altijd zo. Mensen komen met kratten en dozen, brengen hun afval en denken dat omdat er een glascontainer is, het een containerpark is. Wel dat is het niet.

Ik heb uw vraag over het budget al beantwoord.

Verdoken acties, dat gebeurt, maar we hebben zelfs een onderzeeër die we huren van andere overheden. U weet wat een onderzeeër is: het is een voertuig waarin u kunt zien zonder gezien te worden. Het heeft ongetinte ramen zodat als je langsloopt, je niets kunt zien, maar van binnenuit kun je wel gezien, gefilmd en gefotografeerd worden.

Dit is natuurlijk niet iets wat we tot onze beschikking hebben, dus zijn er een paar keer per jaar nachtelijke verdoken acties met verschillende diensten, of het nu het Gewest, de MIVB, de netheidsinspecteurs of de politie is.

Ik denk dat het antwoord dat ik heb gegeven, namelijk dat we binnenkort toestemming krijgen om de live camerabeelden te gebruiken die overal in Etterbeek zijn, op pleinen en straten, een revolutie teweeg zal brengen in het systeem en dat we, volgens mij, nog iemand moeten aannemen om meer processen-verbaal op te stellen. Maar om het met een mobiele camera te doen, dat is niet serieus te beloven, daar hebben we het geld niet voor.

Wat betreft de ratten, u weet dat de neef van meneer de Marken over de hele wereld naam heeft gemaakt met zijn fretten. Het werkt, maar het is relatief beperkt omdat het de verdienste heeft dat het ratten weghoudt op dezelfde manier als valken duiven weghouden, maar het is duidelijk dat een fret een paar ratten doodt, maar geen duizenden. En dus is het een constante zorg, want in het verleden konden we met VIVAQUA, ik zie dat de bestuurster niet luistert, we konden met VIVAQUA de ratten in de leidingen vergassen, dat is nu verboden.

Er is een dierenbescherming, ook voor ratten, en we mogen geen giftige producten meer gebruiken. En zo hebben we bijvoorbeeld op het Leopoldstadplein roosters over de riolen geplaatst omdat de overbevolking van ratten in de riolen ervoor zorgde dat ze tevoorschijn kwamen en holen en nesten maakten in de parken en op de pleinen, en het feit dat we roosters over de riolen plaatsten hielp om het probleem te beperken. Er is een echt probleem in heel Brussel. Het voederen van duiven, die op zichzelf al een krachtpatser zijn, met broodkorsten, stukjes kaas en allerlei straatvuil helpt niet om de ratten weg te houden.

Sindsdien heeft de Jardin Extraordinaire, zoals u weet, hier achter de vossen gefilmd, en u moet weten dat we er goed op hebben gelet geen werkzaamheden uit te voeren in de periode dat ze niet aan het nestelen waren maar zich voortplantten, dus we hebben de pauze tussen de 2 periodes benut om de werkzaamheden uit te voeren. Sindsdien



zijn de vossen er nog steeds en de Limburgse kraanmachinist, die zo vriendelijk was om me te benaderen, vertelde me dat het buitengewoon was omdat de vossen, ondanks de enorme bouwmachines, op een heel natuurlijke manier bleven rondlopen en zelfs de bouwmachines achtervolgden en in de buurt bleven zonder ook maar de minste belemmering.

---

22.05.2023/A/0041 **Interpellation de Monsieur André du Bus relative aux règlement organisant l'accès à la piscine communale d'Etterbeek**

Monsieur le Bourgmestre,

Lors du dernier conseil communal nous avons eu l'occasion de bénéficier d'un exposé sur la situation financière de la piscine l'Espadon. Dans la foulée de cet intéressant échange qui a mis en évidence la gestion professionnelle de l'équipe de direction, nous souhaitons savoir comment sont gérées les demandes d'occupation de la piscine pour des publics spécifiques.

En effet, la piscine peut être occupée par des publics spécifiques, à des heures qui lui sont réservées. Qu'il s'agisse des écoles, des clubs de plongée sous-marine, des séances d'aquagym dans le cadre d'un programme de ré-éducation, de préparation pré-natale, de mise en forme, d'entretien, mais peut-être aussi de personnes dont la culture impose le port d'un maillot couvrant davantage le corps que les maillots « classiques ». Car, en cette matière, le règlement d'occupation de la piscine stipule que « Le port des short, bermuda est interdit, seul le port du maillot « classique » est autorisé ». On en déduit dès lors que le port des burkini n'est pas admis. Qu'en est-il face à l'ensemble de ces demandes ? Existent-elles, comment sont-elles gérées ?

Le point est reporté.

---

**Interpellatie van de heer André du Bus over het reglement voor de toegang tot het gemeentelijk zwembad van Etterbeek**

Meneer de burgemeester,

Tijdens de laatste Gemeenteraad kregen wij de presentatie over de financiële situatie van het zwembad Espadon. Naar aanleiding van deze interessante uiteenzetting, waarin het professionele beheer van het directieteam naar voren kwam, willen wij graag weten hoe de verzoeken om het zwembad te gebruiken voor specifieke groepen worden beheerd.

Het zwembad kan namelijk worden gebruikt door specifieke publieksgroepen op voor hen gereserveerde tijden. Dit kunnen scholen zijn, duikclubs, aquagym-sessies in het kader van een heropvoedingsprogramma, voorbereiding op de bevalling, fitness, training, maar misschien ook mensen die vanwege hun cultuur zwemkleding moeten dragen die meer van het lichaam bedekt dan de "klassieke" zwemkleding. In dit verband bepaalt het reglement van het zwembad namelijk dat "het dragen van shorts en bermuda's verboden is, alleen het dragen van de "klassieke" zwemkleding is toegestaan". Hieruit kan dus worden afgeleid dat het dragen van burkini niet is toegestaan. Hoe zit het met al deze verzoeken? Bestaan ze en hoe worden ze beheerd?

Het punt wordt verdaagd.

*Monsieur le Bourgmestre :*

La Secrétaire, m'a indiqué que Monsieur du Bus, a demandé le report de cette interpellation sauf erreur de ma part.

Monsieur le Président :

Alors, l'interpellation est reportée. Ceci clôture nos travaux en séance publique.

*Mijnheer de burgemeester:*

De secretaris vertelde me dat de heer du Bus om uitstel van deze interpellatie had gevraagd, als ik me niet vergis.

Mijnheer de voorzitter:

Dan wordt de interpellatie uitgesteld. Hiermee sluiten wij de openbare zitting af.

Levée de la séance à 22:00

Opheffing van de zitting om 22:00

La Secrétaire communale,  
De gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Annick Petit

Jean Laurent